
Étude des crédits 2011–2012

Demandes de renseignements **particuliers** de
l'opposition officielle adressées à la Ministre
de l'Emploi et de la Solidarité sociale

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

Demande de renseignements de l'opposition officielle

#	Demande de renseignements particuliers
Emploi	
1.	<p>Programme de soutien aux travailleurs âgés de l'industrie forestière victimes de licenciement (PSTA)</p> <ul style="list-style-type: none">a) dépenses totales pour 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011 et prévisions pour 2011-2012 par région;b) budget disponible pour l'année en cours;c) nombre de personnes admissibles et non admissibles à ce jour par région et par secteur d'activité;d) budget consacré par région forestière;e) taux de réintégration en emploi des personnes admissibles;f) moyenne des sommes versées aux personnes admissibles au programme par région.
2.	<p>État de situation détaillé au sujet des programmes suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">a) initiative ciblée pour les travailleurs âgés (ICTA);b) mesure favorisant la retraite anticipée des travailleurs plus âgés;c) mesure de formation de la main-d'œuvre (volet individus).
3.	<p>Programme de soutien pour les travailleurs licenciés collectivement dans les régions-ressources :</p> <ul style="list-style-type: none">a) dépenses totales pour 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011 et prévisions pour 2011-2012 par région;b) budget disponible pour l'année en cours;c) nombre de personnes admissibles à ce jour par région et par secteur d'activité;d) budget consacré par région-ressource;e) taux de réintégration en emploi des personnes admissibles;f) moyenne des sommes versées aux personnes admissibles au programme par région et par secteur d'activité.
4.	<p>Programme de soutien pour les travailleurs licenciés collectivement, hors des régions ressources, des secteurs du textile et du vêtement :</p> <ul style="list-style-type: none">a) dépenses totales pour 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011 et prévisions pour 2011-2012 par région;b) budget disponible pour l'année en cours;c) nombre de personnes admissibles à ce jour par région.
5.	<p>Emploi-Québec :</p> <ul style="list-style-type: none">a) cibles et résultats des interventions d'Emploi-Québec sur le terrain en 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011 (et/ou dernière année disponible) et prévisions pour 2011-2012 au national et pour chacune des régions;b) détails des effectifs occasionnels et réguliers en 2009-2010, 2010-2011 et prévisions pour 2011-2012;c) part du Fonds du développement du marché du travail (FDMT) financée par les fonds provenant du Québec et par les fonds provenant du fédéral au cours des cinq dernières années;d) état des listes d'attente pour participer aux mesures d'Emploi-Québec par mois depuis avril 2005.
6.	<p>Stratégie d'intervention à l'intention des travailleurs de 45 ans et plus :</p> <ul style="list-style-type: none">a) budget consenti à la mise en œuvre de la stratégie pour 2009-2010, 2010-2011 et prévisions pour 2011-2012;b) ventilation de ces budgets par axe d'intervention;c) nombre d'entreprises participantes;d) nombre de participant-e-s par tranche d'âge et par région;e) durée moyenne de la participation;f) nombre de participant-e-s qui réussissent à retrouver un emploi durable;g) taux de réussite.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

Demande de renseignements de l'opposition officielle

#	Demande de renseignements particuliers
7.	Le nombre et le pourcentage de requérants à l'assistance-emploi qui ne sont pas référés à Emploi-Québec.
8.	Liste de toutes les formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.
9.	Le nombre et le pourcentage de requérants à l'assistance-emploi qui sont référés à Emploi-Québec en 24 heures.
10.	Nombre d'heures de cours achetées par Emploi-Québec dans les établissements d'enseignement collégial en 2009-2010, 2010-2011 et prévisions pour 2011-2012, ventilées par année et par commission scolaire. Nombre de personnes ayant suivi ces cours.
11.	Nombre d'heures de cours achetées par Emploi-Québec dans les commissions scolaires en 2009-2010, 2010-2011 et prévisions pour 2011-2012, ventilées par année et par commission scolaire. Nombre de personnes ayant suivi ces cours.
12.	Nombre et effectifs de chacun des centres locaux d'emploi par région, par famille d'emploi et par classe d'emploi pour les années 2005-2006, 2006-2007, 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011 et prévisions pour 2011-2012.
13.	Pour les années 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011 et prévisions pour 2011-2012, montant dépensé visant l'intégration des immigrants et pris en compte par l'Accord Canada-Québec relatif à l'immigration et à l'admission temporaire des aubains.
14.	État de situation sur le programme Pacte pour l'emploi et prévisions de personnes visées par le Pacte pour l'emploi Plus.
15.	Sommes obtenues et état d'avancement des travaux visant le financement par le gouvernement du Pacte pour l'emploi et du Pacte pour l'emploi Plus.
16.	Liste des consultations menées par le ministère et les organismes auprès des communautés autochtones en 2010-2011 et prévisions pour 2011-2012 : a) l'objet des consultations; b) le moyen utilisé; c) les dates de rencontres; d) les communautés et les personnes consultées; e) les résultats des consultations; f) les montants afférents.
17.	État de situation au sujet du comité interministériel sur les centres de travail adapté.

Sécurité du revenu

- | | |
|-----|---|
| 18. | Économies réalisées par le MSSS par la réduction des prestations aux prestataires qui doivent retirer leur rente de retraite en 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011 et prévisions pour 2011-2012. |
| 19. | Effectifs selon la fonction et évolution mensuelle du nombre de dossiers par agent, pour chacun des centres locaux d'emploi en 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011 et prévisions pour 2011-2012. |
| 20. | État de situation détaillé de la mise en œuvre du projet de loi 57 et des diverses mesures découlant du projet de loi et leurs incidences financières. |

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

Demande de renseignements de l'opposition officielle

#	Demande de renseignements particuliers
21.	Le nombre et le pourcentage de personnes qui sont touchées par les modifications réglementaires à la sécurité du revenu.
22.	Effectifs selon la fonction et évolution mensuelle du nombre de dossiers par agent, pour chacun des centres locaux d'emploi en 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011 et prévisions pour 2011-2012.
23.	Nombre de prestataires à la sécurité du revenu mensuellement de 2008 à 2011 (aide de dernier recours et de solidarité sociale) et prévisions du nombre de prestataires pour 2011-2012.
24.	Coût de l'indexation des prestations de l'assistance-emploi pour 2010-2011 et prévisions pour 2011-2012.
25.	<p>État de la situation du Programme de l'assistance-emploi en 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011 et prévisions pour 2011-2012 concernant :</p> <ul style="list-style-type: none">a) répartition des prestataires avec contraintes sévères à l'emploi, selon les diagnostics de nature invalidante pour incapacité supérieure ou égale à douze mois;b) évolution mensuelle du nombre de demandes d'inscription à l'allocation pour contraintes sévères à l'emploi en ventilant selon l'étape de traitement du dossier et en spécifiant le délai moyen pour chacune de ces étapes;c) répartition des ménages selon le mode de logement (propriétaires, locataires, chambreurs, en logements subventionnés : HLM, coopérative d'habitation), en indiquant la catégorie de ménage;d) nombre d'enfants (moins de 18 ans) vivant au sein d'un ménage prestataire du programme d'assistance-emploi, selon qu'ils fréquentent l'école primaire, l'école secondaire, le cégep, l'université ou qu'ils ne fréquentent pas l'école;e) nombre d'adultes de 18 ans et plus qui reçoivent une contribution parentale ou devraient en recevoir une;f) économies que ces contributions parentales représentent pour le régime de sécurité du revenu;g) nombre de dossiers en subrogation qui attendent d'être traités par le ministre et évaluation des coûts des paiements rétroactifs qui devront être versés aux prestataires ou aux parents des prestataires, en raison de la contribution parentale;h) nombre de familles monoparentales avec des enfants de moins de 12 ans qui reçoivent une pension alimentaire;i) économies que ces pensions alimentaires représentent pour le régime de sécurité du revenu;j) nombre d'enfants handicapés vivant au sein d'un ménage bénéficiaire de la sécurité du revenu;k) évolution mensuelle de la répartition des adultes non disponibles selon les critères suivants :<ul style="list-style-type: none">i. état de santé;ii. état de grossesse;iii. garde d'enfants d'âge préscolaire ou la garde d'enfants handicapés;iv. critère de 55 ans;v. partage du logement avec une personne qui requiert des soins constants;vi. attente de traitement d'une demande d'admission au Programme de soutien financier.l) nombre de ménages déclarant des revenus, selon les catégories de barème et le revenu moyen déclaré;m) nombre de ménages déclarant des biens, selon le genre de biens et la valeur moyenne des biens déclarés;n) nombre de ménages qui ont reçu des prestations en trop, en indiquant le montant moyen du trop-perçu et la raison de celui-ci, y compris l'erreur administrative et l'aide conditionnelle;

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

Demande de renseignements de l'opposition officielle

#	Demande de renseignements particuliers
	<ul style="list-style-type: none">o) nombre de révisions et d'appels selon le motif et la décision;p) nombre de personnes qui ont demandé de l'aide en raison d'un dénuement total, en spécifiant le motif de la demande, le montant moyen de l'aide accordée et le motif de la décision;q) nombre de personnes qui ont bénéficié d'une aide complémentaire à l'assurance-emploi;r) ventilation détaillée des impacts pour le Québec des bonifications annoncées à l'assurance-emploi sur le Régime de sécurité du revenu;s) liste et coûts des besoins spéciaux, y compris l'assurance médicaments, pour 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011 et prévisions pour 2011-2012;t) nombre de prestataires référés aux mesures actives d'Emploi-Québec ainsi que le délai de référence;u) nombre de prestataires admissibles à une rente d'invalidité de la Régie des rentes du Québec et l'économie générée en 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011 et prévisions pour 2011-2012;v) nombre de prestataires admissibles à une rente de préretraite et l'économie générée en 2009-2010, 2010-2011 et prévisions pour 2011-2012;w) bilan du budget et des dépenses pour le programme de l'allocation-logement et nombre de ménages qui en ont bénéficié pour l'année 2009-2010, 2010-2011 et prévisions pour 2011-2012.
26.	Nombre de personnes ayant fait une demande pour être reconnues comme étant prestataires avec des contraintes sévères à l'emploi pour 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011 et prévisions pour 2011-2012.
27.	Nombre de personnes ayant fait une demande pour être reconnues comme étant prestataires avec des contraintes sévères à l'emploi, mais dont la demande a été refusée pour 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011.
28.	Nombre de personnes ayant fait une demande pour être reconnues comme étant prestataires avec des contraintes sévères à l'emploi, mais dont la demande a été refusée et dont la personne a gagné en appel pour 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011 et le cas échéant 2011-2012.
29.	<p>Ventilation détaillée des montants accordés par le programme Prime au travail par région pour les groupes suivants pour 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011 et prévisions pour 2011-2012 :</p> <ul style="list-style-type: none">a) personne vivant seule;b) couple;c) famille monoparentale;d) famille biparentale;e) définition du concept « revenu d'emploi » pour le programme;f) définition du concept « lien d'emploi » pour le programme.
30.	Bilan du plan d'action éducation, emploi et productivité et ventilation des sommes accordées depuis 2008.
31.	Bilan du plan d'action en matière d'éducation des adultes et de formation continue. Sommes y étant consacrées depuis 2002, par mesure. Pour chaque indicateur, ventilation des données depuis 2002.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

Demande de renseignements de l'opposition officielle

#	Demande de renseignements particuliers
---	--

Régime québécois d'assurance parentale

- | | |
|-----|--|
| 32. | Copie des études, notes, rapport, états de situation, analyses, concernant la situation financière du Fonds d'assurance parentale ainsi que des divers scénarios visant à combler son déficit. |
| 33. | Nombre de personnes admissibles au régime d'assurance parentale du Québec en 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011 et prévisions pour 2011-2012. |
| 34. | État des négociations ainsi que tous documents, notes, rapports, états de situation concernant la somme réclamée de 347 M\$ par le gouvernement fédéral dans le cadre de l'entente sur les congés parentaux. |
| 35. | Nombre de prestataires servis, d'évènements et de prestations totales versées selon les circonscriptions électorales provinciales du Québec pour 2010-2011 en fonction des données disponibles. |

Régie des rentes du Québec (Les questions 36 à 45 seront répondues par la RRQ)

Secrétariat à l'action communautaire autonome

- | | |
|-----|---|
| 46. | Dans chacun des programmes : <ul style="list-style-type: none">a) liste des organismes subventionnés (avec nom et adresse de ces organismes) ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011 et prévisions pour 2011-2012;b) politique et critères d'attribution des subventions;c) liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée. |
| 47. | Actions posées et crédits alloués pour donner suite au dépôt de la politique sur l'action communautaire autonome pour 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011 et prévisions pour 2011-2012. |

Stratégie nationale de lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale

- | | |
|-----|---|
| 48. | Notes, études et analyses d'un nouveau plan d'action relié à la Stratégie nationale de lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale. |
| 49. | Notes, études et analyses en lien avec l'article 20 sur tous les programmes ou initiatives législatives. |
| 50. | Rapport sur les indicateurs du CEPE. |
| 51. | État de situation détaillé au sujet des axes et sous-axes du Plan d'action de lutte contre la pauvreté : <ul style="list-style-type: none">a) Axe 1 – Améliorer le bien-être des personnes en situation de pauvreté<ul style="list-style-type: none">• ajuster annuellement les prestations d'assistance-emploi;• assouplir les règles de comptabilisation des actifs dans le cadre du Programme d'assistance-emploi;• protéger la prestation à laquelle une personne a droit à l'assistance-emploi;• offrir à toutes les familles une exemption partielle des revenus de pension alimentaire pour enfants dans le cadre du Programme d'assistance-emploi;• pourvoir au financement du Réseau québécois du crédit communautaire;• réviser annuellement le salaire minimum en fonction de |

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

Demande de renseignements de l'opposition officielle

#	Demande de renseignements particuliers
	<p>l'évolution de la rémunération moyenne au Québec;</p> <ul style="list-style-type: none">• appuyer davantage les travailleuses et les travailleurs à faible revenu par la mise en place de la nouvelle Prime au travail;• une prime à la participation : augmenter l'allocation minimale d'aide à l'emploi accordée aux prestataires de l'assistance-emploi;• favoriser une mise en mouvement rapide des nouveaux demandeurs d'assistance-emploi aptes au travail;• augmenter la participation et améliorer l'accès à des mesures d'aide à l'emploi pour les groupes davantage touchés par la pauvreté;• mieux soutenir l'intégration socioprofessionnelle des personnes immigrantes et des membres des minorités visibles;• établir un régime particulier de soutien du revenu pour les personnes ayant des limitations importantes à l'emploi;• augmenter le nombre de logements sociaux et abordables et accélérer leur réalisation;• accorder des suppléments au loyer à 5 276 ménages pour atténuer les effets de la pénurie de logements;• adapter le logement de plus de 6 000 personnes handicapées;• adopter un cadre de gestion intégré pour offrir des services de soutien communautaire en logement social;• favoriser le développement d'initiatives communautaires en matière d'habitation;• améliorer l'offre de service destinée aux personnes sans-abri ou qui risquent de le devenir;• miser sur la contribution des organismes communautaires;• poursuivre le soutien à la mise en œuvre de projets d'approvisionnement alimentaire dans les communautés locales et les milieux défavorisés;• poursuivre le soutien à la réalisation de mesures d'aide alimentaire ponctuelles, notamment en faveur des enfants;• améliorer l'accès aux médicaments pour les personnes ayant un faible revenu. <p>b) Axe 2 – Prévenir la pauvreté et l'exclusion sociale en développant le potentiel des personnes</p> <ul style="list-style-type: none">• mettre en place un soutien aux enfants aidant davantage les familles à faible revenu;• favoriser le développement des enfants en provenance des milieux défavorisés en facilitant leur accès à des services de garde éducatifs de qualité;• offrir des services intégrés en périnatalité et en petite enfance pour les familles vivant en contexte de vulnérabilité;• soutenir l'innovation et l'intégration des activités de prévention auprès des jeunes enfants (de 0 à 6 ans) et de leur famille;• expérimenter le programme Famille, école et communauté : ensemble pour la réussite scolaire;• implanter le Programme d'aide à l'éveil à la lecture et à l'écriture dans les milieux défavorisés;• soutenir le réseau scolaire dans le développement de l'aide aux devoirs et aux leçons;• soutenir le réseau scolaire dans le développement du mentorat au secondaire pour favoriser la réussite scolaire;• assurer la qualification des jeunes provenant des centres jeunesse;• intervenir en faveur des jeunes en grande difficulté dans les

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

Demande de renseignements de l'opposition officielle

#	Demande de renseignements particuliers
	territoires de CLSC;
	<ul style="list-style-type: none">• adapter les services de formation et d'accompagnement aux besoins des jeunes, décrocheuses et décrocheurs scolaires ou faiblement scolarisés, âgés de 16 à 24 ans;• encourager l'acquisition d'une première qualification en favorisant la conciliation travail et études;• offrir des solutions de rechange à l'assistance-emploi aux jeunes de moins de 25 ans et sans contraintes à l'emploi;• mettre en œuvre une entente interministérielle pour le développement des jeunes;• se doter d'un Engagement jeunesse en faveur des jeunes de 16 à 24 ans sous-scolarisés ou sans emploi;• soutenir des initiatives sociocommunautaires contribuant à favoriser la participation sociale des personnes âgées à faible revenu.
c)	<p>Axe 3 – Favoriser l'engagement de l'ensemble de la société</p> <ul style="list-style-type: none">• investir au service des initiatives des milieux grâce au Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS);• convenir des secteurs et des territoires prioritaires d'intervention et soutenir des actions à l'échelle de la région;• soutenir l'émergence de stratégies locales de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale sur les territoires prioritaires d'intervention;• amener les ministères et organismes concernés à établir les ressources consacrées aux territoires prioritaires d'intervention convenus avec les régions et les villes, et à déterminer des attentes de résultats sur ces territoires;• lutter contre les préjugés à l'égard des personnes en situation de pauvreté.
d)	<p>Axe 4 – Assurer la constance et la cohérence de l'action</p> <ul style="list-style-type: none">• évaluer l'impact des propositions de nature législative ou réglementaire sur le revenu des personnes en situation de pauvreté;• assurer un pilotage interministériel efficace et coordonné;• intensifier les échanges avec le gouvernement du Canada;• intensifier le dialogue avec les nations autochtones et soutenir l'émergence de stratégies locales dans les villages et réserves.

Questions adressées au MDEIE et transférées au MESS

52 = 49 au MDEIE	Pour chacun des centres locaux d'emploi, indiquer les sommes accordées par le ministère et ventilation de ces sommes (frais immobiliers, masse salariale, équipements etc en 2009-2010 et 2010-2011).
53 = 50 au MDEIE	Pour chacun des centres locaux d'emploi, indiquer le nombre d'employés (permanents et occasionnels) en 2009-2010 et 2010-2011.
54 = 51 au MDEIE	Pour chacun des centres locaux d'emploi, indiquer le nombre de dossiers traités et de services rendus dans chacun des types de services offerts (aide en matière d'emploi, aide de dernier recours, aide aux employeurs en matière de main-d'œuvre et de développement des compétences) en 2009-2010 et 2010-2011
55 = 52 au MDEIE	Pour chacun des centres locaux d'emploi et pour chaque année depuis 2004-2005, le nombre total d'accommodements qui ont été accordés ou refusés et la ventilation par type d'accommodement (handicap, grossesses, motifs religieux etc.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

Demande de renseignements de l'opposition officielle

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP01

Titre

Programme de soutien aux travailleurs âgés de l'industrie forestière victime de licenciement (PSTA)

- a. Dépenses totales pour 2006-2007, 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011 et prévisions pour 2011-2012 par région.
- b. Budget disponible pour l'année en cours.
- c. Nombre de personnes admissibles et non admissibles à ce jour par région et par secteur d'activité.
- d. Budget consacré par région forestière.
- e. Taux de réintégration en emploi des personnes admissibles.
- f. Moyenne des sommes versées aux personnes admissibles au programme par région.

Exposé et statistiques

PSTA

- a) Dépenses totales pour 2010-2011 : 1 683,4 K\$ (données au 28 février 2011) incluant tous les secteurs d'activité économique.
- b) Budget disponible pour l'année 2010-2011 : 2 000,0 K\$ pour tous les secteurs économiques.
- c) Nombre de personnes admissibles et non admissibles à ce jour par région et par secteur d'activité : données non disponibles ventilées par région et par secteur d'activité pour l'année en cours.
- d) Budget consacré par région forestière : budget non ventilé par région.
- e) Taux de réintégration en emploi des personnes admissibles : sans objet, car ce programme est considéré comme une mesure passive.
- f) Moyenne des sommes versées aux personnes admissibles au programme par région : données inexistantes.

SOURCE : Direction générale adjointe des mesures, des services et du soutien, 2011-03-15

VALIDATION: Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières et matérielles

Date : 2011-03-15

Bureau du sous-ministre associé, le 4 avril 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP01

Titre

Programme de soutien aux travailleurs âgés de l'industrie forestière victime de licenciement (PSTA)

- a. Dépenses totales pour 2006-2007, 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011 et prévisions pour 2011-2012 par région.
- b. Budget disponible pour l'année en cours.
- c. Nombre de personnes admissibles et non admissibles à ce jour par région et par secteur d'activité.
- d. Budget consacré par région forestière.
- e. Taux de réintégration en emploi des personnes admissibles.
- f. Moyenne des sommes versées aux personnes admissibles au programme par région.

Exposé et statistiques

PSTA

- a) Dépenses totales pour 2010-2011 : 1 683,4 K\$ (données au 28 février 2011) incluant tous les secteurs d'activité économique.
- b) Budget disponible pour l'année 2010-2011 : 2 000,0 K\$ pour tous les secteurs économiques.
- c) Nombre de personnes admissibles et non admissibles à ce jour par région et par secteur d'activité : données non disponibles ventilées par région et par secteur d'activité pour l'année en cours.
- d) Budget consacré par région forestière : budget non ventilé par région.
- e) Taux de réintégration en emploi des personnes admissibles : sans objet, car ce programme est considéré comme une mesure passive.
- f) Moyenne des sommes versées aux personnes admissibles au programme par région : données inexistantes.

SOURCE : Direction générale adjointe des mesures, des services et du soutien, 2011-03-15

VALIDATION: Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières et matérielles
Date : 2011-03-15

Bureau du sous-ministre associé, le 4 avril 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP2A

Titre

État de situation détaillé de la mesure Initiatives ciblées pour les travailleurs âgés.

- a) nombre de participants;
- b) statut de ces participants;
- c) budget consacré à cette mesure.

Exposé et statistiques

- a) et b) Vous retrouverez à l'annexe A le nombre de participants pour la mesure Initiatives ciblées pour travailleurs âgés, et ce, selon le statut des participants. Au 21 janvier 2011 (données cumulatives à partir du 1^{er} avril 2010), Emploi-Québec a dénombré 1 519 participants actifs (dont 1 175 nouveaux) inscrits à ICTA.
- c) Le budget d'intervention du Fonds de développement du marché du travail ne fait pas l'objet d'une programmation par mesure. Toutefois, les réalisations sont consignées pour chacune des mesures d'Emploi-Québec. Les engagements comptabilisés dans le cadre de la mesure Initiatives ciblées pour les travailleurs âgés, en date du 21 janvier 2011 sont de 13 641,2 k\$.

SOURCE : c) Direction de la planification, du développement des stratégies et de l'information de gestion
(données en date du 21 janvier 2011)

SOURCE :

Direction de la statistique – 28 février 2011

COLLABORATION :

Direction de la planification, du développement des stratégies et de l'information de gestion - 28 février 2011

VALIDATION :

Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières, matérielles – 28 février 2011

Direction générale des politiques et de l'analyse stratégique – 28 février 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP2A

Titre

État de situation détaillé de la mesure Initiatives ciblées pour les travailleurs âgés.

- a) nombre de participants;
- b) statut de ces participants;
- d) budget consacré à cette mesure.

Annexe A

**Nombre de participants à la mesure Initiatives ciblées pour travailleurs âgés
selon leur statut¹
du 1^{er} avril 2010 au 21 janvier 2011**

Initiatives ciblées pour travailleurs âgés	Participants	
	Nouveaux	Actifs ²
Assistance sociale	208	286
Assurance-emploi	860	1 118
Sans soutien public du revenu	232	289
Total ¹	1 175	1 519

1. La somme des participants de chaque catégorie de clientèle (statut) est supérieure au total présenté dans le tableau, parce qu'un même participant peut être comptabilisé dans plus d'une catégorie. Ainsi, une même personne peut être à la fois participant de l'assistance sociale et de l'assurance-emploi.

2. Les participants actifs réfèrent autant à la clientèle qui a initié une participation à ICTA dans la période de référence (nouveaux participants) qu'à la clientèle dont la participation à ICTA débutée avant 2010-2011 était encore en cours au 1^{er} avril 2010. Il s'agit donc d'un cumul de la clientèle avec des nouvelles participations et des participations reportées dans la période du 1^{er} avril 2010 au 21 janvier 2011.

SOURCE : Direction de la statistique (données en date du 21 janvier 2011).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP02b

Titre

État de situation détaillé au sujet des programmes suivants :

b) mesure favorisant la retraite anticipée des travailleurs âgés (ARTT)

Exposé et statistiques

Le volet *Aménagement et réduction du temps de travail (ARTT)*, de la mesure *Concertation pour l'emploi* qui s'adresse aux entreprises, prévoit une modalité « Retraite anticipée » qui peut être utilisée en combinaison avec d'autres modalités de réduction du temps de travail (retraite progressive, congé sans solde, temps partiel, etc.). L'ARTT contribue à maintenir au travail des personnes menacées de licenciement et à favoriser l'embauche de chercheurs d'emploi, notamment par une nouvelle répartition du temps de travail.

Devant l'ampleur de la crise vécue par l'industrie forestière, le volet ARTT a été ciblé dans le cadre du *Plan de soutien pour le secteur forestier* d'octobre 2006 comme un des quatre leviers d'intervention. La mesure permet le maintien en emploi de travailleurs moins expérimentés en remplacement de travailleurs qui choisissent de prendre une retraite anticipée. Ainsi, en octobre 2006, l'incitatif financier lié à la modalité « retraite anticipée » a été bonifié pour le secteur forestier afin de limiter le nombre de mises à pied et de maintenir en emploi la relève. Pour l'année 2010-2011, (données au 25 février 2011) 3 627 887 \$ ont été investis dans le volet ARTT du secteur forestier et ont permis de sauver 779 emplois dans ce même secteur.

Depuis avril 2009, cet incitatif financier bonifié est offert non seulement au secteur forestier mais à l'ensemble des secteurs d'activité économique, et ce, jusqu'au 31 mars 2011.

SOURCE : Emploi-Québec - Direction des mesures et services aux entreprises et aux partenaires externes, le 11 mars 2011
VALIDATION: Bureau du sous-ministre associé, le 14 mars 2011.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP2C

Titre

État de situation détaillé de la Mesure de formation de la main-d'œuvre :

- a) nombre de participants actifs pour chacune de ces formations;
- b) statut de ces participants;
- c) budget consacré à la Mesure de formation;
- d) taux de réintégration à l'emploi.

Exposé et statistiques

- a) et b) Vous retrouverez à l'annexe A la liste des divers types de formation offerte, le nombre de participants pour chacun de ces types de formation. Au 21 janvier 2011, Emploi-Québec a dénombré 63 715 participants actifs (32 111 nouveaux participants pour l'exercice en cours) inscrits aux diverses formations.
- c) Le budget d'intervention du Fonds de développement du marché du travail ne fait pas l'objet d'une programmation par mesure. Toutefois, les réalisations sont consignées pour chacune des mesures du coffre à outils d'Emploi-Québec. Les engagements comptabilisés dans le cadre de la mesure de formation en date du 21 janvier 2011 sont de l'ordre de 425,4 M\$.
- d) Le taux d'emploi des personnes ayant bénéficié d'une mesure de formation professionnelle et technique pour chacune des régions du Québec. Pour l'ensemble du Québec, la moyenne d'intégration à l'emploi est de l'ordre de 70,7 % en date du 21 janvier 2011.

SOURCE : Direction de la statistique – 28 février 2011

COLLABORATION : Direction de la planification, du développement des stratégies et de l'information de gestion – 28 février 2011

Emploi-Québec**Mesure de formation de la main-d'oeuvre****Engagements entre le 1er avril 2010 et le 31 mars 2011 (Données en date du 21 janvier 2011)****Annexe A****Nombre de participants actifs par type de formation¹
et selon leur statut²
du 1^{er} avril 2010 au 21 janvier 2011**

Types de formation	Total de la clientèle²
Francisation	7 275
Alphabétisation	1 649
Formation générale, préalable à la formation professionnelle ou technique	12 827
Formation professionnelle secondaire	31 543
Métiers semi spécialisés ou peu spécialisés	2 046
Formation autres langues que le français	398
Autre	2
<i>sous-total Secondaire¹</i>	53 306
Formation technique collégiale	10 737
Formation universitaire	293
Total de la Mesure de formation¹	63 715

1. La somme des adultes par types de formation peut être supérieure au nombre total d'adultes distincts, car une même personne peut avoir effectué plus d'une participation durant la période. Ainsi, si la personne a participé à plusieurs types de formation, elle sera dénombrée dans chacun des types, mais une seule fois dans le total de la Mesure de formation.

2. La somme des participants de chaque catégorie de clientèle (statut) est supérieure au total présenté dans le tableau, parce qu'un même participant peut être comptabilisé dans plus d'une catégorie. Ainsi, une même personne peut être à la fois participant de l'assistance sociale et de l'assurance-emploi.

SOURCE : Direction de la statistique, (données en date du 21 janvier 2011)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP3

Titre

Programme de soutien pour les travailleurs licenciés collectivement dans les régions ressources :

- dépenses totales pour 2010-2011;
- budget disponible pour l'année en cours;
- nombre de personnes admissibles à ce jour par région et par secteur d'activités;
- budget consacré par région-ressource;
- taux de réintégration en emploi des personnes admissibles;
- moyenne des sommes versées aux personnes admissibles au programme par région et par secteur d'activité.

Exposé et statistiques

- Dépenses totales en 2010-2011** (au 28 février 2011) : 210 514 \$
- Budget pour l'année en cours (2010-2011)** : 1,2 M\$
- Nombre de personnes admissibles en 2010-2011 par région** (au 28 février 2011) :

Pour les régions ressources	
01- Bas-St-Laurent :	67
02- Saguenay-Lac-St-Jean :	284
03- Capitale-Nationale	252
04- Mauricie :	383
05- Estrie :	270
08- Abitibi-Témiscamingue :	582
10- Nord-du-Québec :	538
12- Chaudière-Appalaches	88
Total :	2 464

Et par secteur d'activité (au 28 février 2011)

Secteur primaire	338
Secteur secondaire	2 023
Secteur tertiaire	103
Total	2 464

- Le budget consacré par région :**

Depuis le mois d'octobre 2009, les budgets sont centralisés.

- Taux de réintégration en emploi des personnes admissibles :**

96,8 % (333 sur 344) des travailleurs acceptés au programme ont quitté ce dernier avant qu'il ne prenne fin. Le taux de présence des personnes admissibles au programme est limité. Cela s'explique en partie parce que la majorité des travailleurs licenciés ont droit à des prestations de l'assurance-emploi dès leur licenciement et qu'une proportion importante trouve un emploi avant la fin de ces prestations. Par ailleurs, il y a eu 16 licenciements collectifs pour lesquels l'application du programme a pris fin en 2010-2011 (jusqu'au 28 février 2011). Parmi ceux-ci, 11 travailleurs recevaient une prestation lors du dernier mois de l'application du programme sur un total de 344 travailleurs acceptés à ce dernier.

f) Moyenne des sommes versées aux personnes admissibles au programme par région et par secteur d'activité :

Prestation mensuelle moyenne en février 2011 : 652,55 \$ (aide financière octroyée en février 2011 à l'ensemble des personnes licenciées divisée par le nombre de dossiers actifs pour ce mois)

SOURCE : Direction générale adjointe de la planification, du marché du travail et de la conformité
11 mars 2011

VALIDATION: Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières et matérielles 10 mars 2011
Bureau du sous-ministre associé, le 15 mars 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP4

Titre

Programme de soutien pour les travailleurs licenciés collectivement, hors des régions ressources, des secteurs du textile et du vêtement :

- dépenses totales pour 2010-2011;
- budget disponible pour l'année en cours;
- nombre de personnes admissibles à ce jour par région.

Exposé et statistiques

- Dépenses totales pour 2010-2011** (au 28 février 2011) : 58 796 \$
- Budget disponible pour l'année en cours (2010-2011)** : 1,3 M \$
- Nombre de personnes admissibles en 2010-2011 par région** (au 28 février 2011) :

Pour les régions	
05- Estrie :	345
06- Montréal :	678
12- Chaudière-Appalaches :	32
16- Montérégie :	154
17- Centre-du-Québec :	187
Total	1 396

SOURCE : Réjean Bolduc, Direction générale adjointe de la planification, du marché du travail et de la conformité
10 mars 2011

VALIDATION: Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières et matérielles
10 mars 2011
Bureau du sous-ministre associée, le 14 mars 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP05

Titre

Emploi-Québec :

- Cibles et résultats des interventions d'Emploi-Québec sur le terrain en 2009-2010 et 2010-2011 (et/ou dernière année disponible) au national et pour chacune des régions;
- Détails des effectifs occasionnels et réguliers en 2009-2010 et 2010-2011;
- Part du Fonds du développement du marché du travail (FDMT) financé par les fonds provenant du Québec et par les fonds provenant du fédéral au cours des cinq dernières années;
- État des listes d'attente pour participer aux mesures d'Emploi-Québec par mois depuis avril 2005.

Exposé et statistiques

a) Cibles et résultats 2010-2011 (voir annexe 1)

Globalement, les taux d'atteinte des cibles de résultats touchant les nouveaux participants et les retours en emploi sont satisfaisants. Il en va de même du côté des services aux entreprises et du placement.

Tel que prévu à la Convention de performance et d'imputabilité de l'Agence, les résultats finaux pour 2010-2011 seront présentés au Rapport de gestion annuel.

b) Détails des effectifs occasionnels et réguliers en 2010-2011

ETC autorisés	<u>2010-2011</u>
ETC réguliers	4 120
ETC occasionnels	454
Total ETC autorisés	4 574

c) Part du Fonds du développement du marché du travail (FDMT) financé par les fonds provenant du Québec et par les fonds provenant du fédéral au cours des cinq dernières années

Pour l'année 2010-2011, le Plan annuel de gestion des dépenses totalise 1 239,1 M\$, dont 426,9 M\$ en Fonds du Québec et 812,2 M\$ imputables au Compte d'assurance-emploi.

PLAN ANNUEL DE GESTION DES DÉPENSES 2010-2011 (en millions de dollars)		
Fonds du Québec	Compte d'assurance-emploi	Total
426,9	812,2	1 239,1

d) Listes d'attente

Emploi-Québec n'administre pas de liste d'attente de participants dans le cadre des mesures actives. Ses services sont offerts sur la base des priorités régionales et des disponibilités budgétaires.

SOURCE : Direction générale adjointe de la planification, du marché du travail et de la conformité/Direction de la planification, du développement des stratégies et de l'information de gestion – 9 mars 2011

Collaborations : Direction des ressources humaines – 4 mars 2011
Direction du budget et des services administratifs, 4 mars 2011

VALIDATION : Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières et matérielles – le 9 mars 2011
Bureau du sous-ministre associé, le 14 mars 2011

Annexe 1. Cibles et résultats 2009-2010, ensemble du Québec

Orientations du plan d'action (Libellés 2010-2011)	Indicateurs	2009-2010	
		Cibles	Résultats
Atténuer les effets de la récession sur les travailleurs ainsi que sur les entreprises et soutenir la relance de l'emploi	• Nombre de nouveaux participants aux interventions des Services publics d'emploi, participants de l' assurance-emploi -- <i>Entente Canada-Québec</i>	162 538	164 453
	• Nombre de personnes en emploi après avoir bénéficié d'une intervention des Services publics d'emploi, participants de l' assurance-emploi -- <i>Entente Canada-Québec</i>	55 537	53 088
	• Prestations non versées à l' assurance-emploi à la suite d'une intervention des Services publics d'emploi visant un retour en emploi -- <i>Entente Canada-Québec</i>	198,5 M\$	285,4M\$
Favoriser la participation au marché du travail et l'emploi du plus grand nombre possible de Québécoises et de Québécois, notamment par la préparation des clientèles éloignées en prévision de la reprise économique	• Nombre de postes vacants signalés au Service national de placement	550 000	488 831
	• Nombre de nouveaux participants aux interventions des Services publics d'emploi	292 500	306 237
	• Nombre de personnes en emploi après avoir bénéficié d'une intervention des Services publics d'emploi	144 927	131 361
	• Taux d'emploi des personnes ayant bénéficié d'une intervention des Services publics d'emploi	50,5%	47,2%
	• Proportion des participants aux mesures de longue durée répondant aux critères de repérage des personnes à risque élevé de chômage de longue durée	75%	73,1%
	• Nombre de nouveaux participants aux activités de formation de base	32 000	44 825
	• Nombre de nouveaux participants aux interventions des Services publics d'emploi, clientèle des programmes d' assistance-sociale	95 000	84 716
	• Nombre de participants clientèles des programmes d' assistance-sociale en emploi après avoir bénéficié d'une intervention des Services publics d'emploi	38 950	27 241
	• Taux d'emploi des participants clientèle des programmes d'assistance-sociale ayant bénéficié d'une intervention des Services publics d'emploi	41,0%	36,6%
	• Nombre de nouveaux participants aux interventions des services publics d'emploi, personnes immigrantes	43 000	52 522
	• Taux d'emploi des personnes immigrantes ayant bénéficié d'une intervention des services publics d'emploi	43,0%	38,5%
	• Prestations non versées à l'aide financière de dernier recours à la suite d'une intervention des Services publics d'emploi visant un retour en emploi	120,3M\$	97,4M\$
Contribuer à l'amélioration de la productivité et de la capacité d'adaptation des entreprises aux changements, notamment démographique	• Nombre d' entreprises nouvellement aidées par les interventions des Services publics d'emploi	11 700	12 485
	• Nombre de nouveaux participants aux stratégies du Cadre de développement des compétences de la main-d'œuvre	5 500	4 854
Poursuivre les actions visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale, tant par ses services de solidarité sociale que par ses services publics d'emploi	• Nombre de sorties de l'aide financière de dernier recours	64 993	53 562

Source : Rapport annuel 2009-2010.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP06

Titre

Stratégie d'intervention d'Emploi-Québec à l'intention des travailleuses et des travailleurs de 45 ans et plus :

- a) budget consenti à la mise en œuvre de la Stratégie pour 2010-2011 et prévisions pour 2011-2012;
- b) ventilation de ces budgets par axe d'intervention;
- c) nombre d'entreprises participantes;
- d) nombre de participant(e)s par tranche d'âge et par région;
- e) durée moyenne de la participation;
- f) nombre de participant(e)s qui réussissent à retrouver un emploi durable;
- g) taux de réussite.

Exposé et statistiques

Pour favoriser l'intégration, la réintégration et le maintien sur le marché du travail des personnes plus âgées, Emploi-Québec a adopté et mis en œuvre, dès 2003, la *Stratégie d'intervention à l'intention des travailleuses et travailleurs de 45 ans et plus* et son plan d'action. L'objectif est d'accroître le taux d'activité de ce groupe d'âge.

En mars 2010, le gouvernement annonçait la création de la *Commission nationale sur la participation au marché du travail des travailleuses et travailleurs expérimentés de 55 ans et plus* (Commission nationale) afin d'obtenir un avis externe sur les changements à apporter afin d'accroître la participation au marché du travail des personnes âgées de 55 ans et plus. La Commission nationale devra soumettre à la ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale et au ministre des Finances un rapport final à la fin de l'année 2011. Ce rapport servira à alimenter les réflexions qui ont cours en vue de l'élaboration d'une Stratégie gouvernementale en faveur du maintien et de l'emploi des travailleurs et travailleuses expérimentés.

- a) Les activités sont réalisées à l'intérieur du budget d'intervention réservé aux mesures et services d'Emploi-Québec.
- b) Cette question est non pertinente.
- c) Aucune cible de résultat n'est établie pour cette clientèle. Cette stratégie vise plutôt à mettre en place des interventions en entreprise afin qu'elles puissent intégrer des préoccupations liées à la Stratégie, telle que la gestion prévisionnelle de la main-d'œuvre.
- d) En 2010-2011 (au 18 février 2011), les nouveaux participants¹ de 45 ans et plus aux mesures d'Emploi-Québec représentent 33,1 % de l'ensemble des nouveaux participants.

¹ Il faut souligner qu'une personne peut avoir participé à plus d'une mesure.

Les participants pour chaque région se distribuent de la façon suivante :

Ventilation des nouveaux participants âgés de 45 ans et plus,
selon la région et le groupe d'âge
du 1er avril 2010 au 18 février 2011

	45 à 49 ans	50 à 54 ans	55 ans et plus	Adultes distincts ²
Abitibi-Témiscamingue	742	763	1 079	2 570
Bas Saint-Laurent	1 186	1 285	1 669	4 112
Capitale-Nationale	2 688	2 281	3 025	7 938
Centre-du-Québec	855	813	1 061	2 712
Chaudière-Appalaches	1 577	1 517	1 806	4 851
Côte-Nord	537	513	592	1 631
Estrie	1 230	1 017	1 158	3 384
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	818	799	980	2 572
Lanaudière	1 504	1 287	1 442	4 205
Laurentides	1 962	1 766	1 891	5 580
Laval	1 284	1 107	1 365	3 724
Mauricie	1 509	1 514	1 764	4 758
Montréal	7 037	5 496	5 978	18 385
Monterégie	4 352	3 750	4 423	12 429
Nord-du-Québec	81	100	112	291
Outaouais	1 510	1 217	759	3 459
Saguenay/Lac St-Jean	1 456	1 526	1 453	4 396
Adultes distincts²	30 197	26 647	30 491	86 691

² La somme des adultes par région ou par groupe d'âge peut être supérieure au nombre total d'adultes distincts, car une même personne peut avoir effectué plus d'une participation dans plus d'une région et dans deux groupes d'âge durant la période.

e) Ce type de données n'est pas disponible.

f) En 2010-2011 (au 12 mars 2011), Sur une base annualisée, il s'agit respectivement de 32 000 participants chez les 45-54 ans et de 14 000 participants chez les 55 ans et plus qui sont en emploi suite à l'intervention d'Emploi-Québec

g) De façon générale, la persévérance, mesurée par le pourcentage de nouvelles participations aux mesures et services d'emploi terminées et complétées, augmente avec l'âge. Ainsi, en 2009-2010, 85,6 % des nouvelles participations des personnes de 45 à 54 ans et 89,9 % de celles de 55 ans et plus avaient été complétées; ce chiffre est de 80,6 % pour les clientèles tous âges confondus³. Ce constat vaut également pour l'ensemble des mesures, notamment la mesure de formation – volet individus, à l'exception de « Soutien au travail autonome », pour laquelle le pourcentage de participations complétées est inférieur à la moyenne chez les personnes de 45 à 54 ans et ceux de 55 ans et plus⁴.

SOURCE : Emploi-Québec – Direction de l'optimisation de la prestation de services, le 16 mars 2011

COLLABORATION : Emploi-Québec – Direction de la planification, du développement des stratégies et de l'information de gestion, le 28 février 2011

DGPAS – Direction des politiques d'emploi et de main-d'œuvre, le 24 février 2011

DGPAS – Direction de la statistique, le 16 mars 2011

VALIDATION : Bureau du sous-ministre associé

³ Ce constat vaut également si on n'inclut pas dans les calculs la mesure Service d'aide à l'emploi, dont les activités sont en moyenne de courte durée; dans ce cas de figure, les taux de participation complétés sont respectivement de 76,0 %, 80,5 % et de 65,4 %.

⁴ Rappelons que le nombre de personnes de ces groupes d'âge qui participent à cette mesure est relativement limité.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP7

Titre

7) Le nombre et le pourcentage de requérants à l'aide financière de dernier recours qui sont référés à Emploi-Québec.

Exposé et statistiques

La référence n'est plus requise puisque la prestation de service actuelle permet aux requérants à l'aide financière de dernier recours qui déposent leur demande en personne, d'obtenir au même moment des services d'emploi.

SOURCE : Bureau du sous-ministre associé, le 11 mars 2011

VALIDATION : Sous-ministre associé, le 14 mars 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP8

Titre

Liste de toutes les formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Un formulaire de participation à une activité de développement (PAD) est rempli pour chacune des activités de formation. Une fois cette information consignée au système informatique (SADE), on peut en tirer les renseignements suivants (voir l'annexe 1) :

- le titre de l'activité ;
- le nom du formateur ou de la firme ;
- le nombre de participants par activité* ;
- le moyen de formation (Colloque, congrès, séminaire; formation donnée par un établissement reconnu; formation donnée par un formateur externe agréé; formation donnée par un ordre professionnel; formation donnée par un service interne de formation multiemployeur agréé.)

Les données relatives aux coûts sont comptabilisées dans le système de gestion (SAGIR) et sont fournies, une fois les opérations liées à la fermeture de l'année financière sont terminées, soit à la mi-mai.

Des travaux de modernisation des pratiques de formation sont en cours au Ministère. Les objectifs de cette démarche sont de :

- mettre en place des mécanismes permettant aux employés du Ministère de disposer des connaissances essentielles à leur travail au bon moment et à moindres coûts;
- permettre à l'organisation de disposer de données de suivi et de reddition de comptes plus fiables;
- faciliter la gestion des formations au MESS et l'administration de celles-ci (planification, logistique, diffusion, etc.).

*Le nombre total de participants à des activités de développement en 2010-2011 au MESS au 31 décembre 2010 : 2 882.

SOURCE : DRH-SDPO-2011-04-08

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche: RP8 ANNEXE

Titre:

Liste de toutes les formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

TITRE DE L'ACTIVITÉ	NOM FORMATEUR OU FIRME EXTERNE	Nombre participants
Colloques, congrès, séminaires		
17e Conférence nationale Solidarité rurale		1
18e Congrès AAPI	AAPI (Association Accès Protection Information	1
35e Congrès de l'ASDEQ		2
65e Congrès des relations industrielles	Azimuts gestion d'événements	2
78e Congrès de l'ACFAS - Découvrir aujourd'hui	ACFAS	1
8e journées bi-annuelles de santé mentale		1
Adapter nos interventions à la réalité autochtone	Secrétariat aux affaires autochtones	2
La communication orientée vers les solutions	Les productions Mot à Mot	1
Capital Humain et marché du travail		2
Colloque - Avenir régimes de retraite		1
Colloque - Bureau d'évaluation médicale		1
Colloque - Le Devenir des PME défis et solutions		1
Colloque - Lutte à la pauvreté, défis collectivité		2
Colloque - Pour être mieux organisé que le crime		2
Colloque annuel de l'APSSAP	APSSAP	3
Colloque APGP 2010		1
Colloque APSSAP	APSSAP	5
Colloque ARUC gestion des âges et temps sociaux	Teluq	1
Colloque en gestion des RH - MRC		8
Colloque francopol sur la Cybercriminalité 2010	Ecole Polytechnique de Montréal	2
Colloque sphère Québec		1
Colloque SRCQ 2010	Service renseignement criminel Québec	2
Colloque TREAQ		3
Comment évaluer impacts formation sur organisation	Sofeduc	2
Comment optimiser performance org. cadre rat. res.		1
Comprendre appliquer proc. planif. strat.	ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	1
Conférence CIRPÉE	CIRANO	1
Conférence du FCA-CAF		1
L'innovation et le monde des affaires	Louis Garneau	1
Conférence socioéconomique 2010	Statistique Canada	2
Congrès CRHA 2010		12
Congrès mondial des ressources humaines		6
Conjoncture et perspectives économiques 2011	ASDEQ	1
Colloque annuel de SPHERE-Québec	SPHERE-Québec	1
Forum régionale de l'APSSAP	APSSAP	2
Démarche DGSG - Rencontre sectorielle DGARQAP		1
Droit du travail 2010	CENTRE DE FORMATION PATRONALE-SYNDICALE	4
Facteurs de réussite, stratégies d'avenir	Centre expertise grands organismes	1
Forum CSST 2010	CSST	6
Forum sur la contrefaçon et la fraude		1
Gestion du risque - Démarche respect norme	Firme Mallette	4
Grande conférence CERPÉE et Chaire du Canada		1
Introduction à la philanthropie	APGP	2
Journée des CA dans le secteur public	Ordre des comptables agréés du Québec	1
Journée gestionnaires 3e Forum		1
Journée Web Éducation		3
La force des dons majeurs	APGP	2
La formation, Facteurs de réussite.....	Centre expertise grands organismes	2
Le Québec face à ses pénuries	IREC	1
L'Economie du Québec après la crise	ASDEQ	1
Mieux rejoindre les jeunes et aînés		3
Motivation médicale d'une déc. ou recommandation	Centre expertise grands organismes	1
Rendez-vous de l'Habitation 2009 - services aux entreprises		1
Rôle des médias dans l'information économique		2
Sec. réseaux sociaux et des technologies	Centre de leadership et de développement	1
Télécom 2010	Comtois et Carignan, consultants télécommunication	4
Télécom 2010 - Journée de l'industrie	Infotélécom	3
Tendances économiques 2011		5
Tendances et acteurs de la vérification interne		3
Toxicomanie		1
La communication événementielle	APGP (Association des professionnels en gestion philanthropique)	3
Trucs et Outils favoriser apprentissage dans PME		2
Webémission sur le développement durable et VI		1
Total Colloques, congrès, séminaires		138

Établissement reconnu		
Act. technologiques touchant vie privée et éthique	ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	1
Administration marketing	Teluq	2
Animation et créativité	UQAM	1
Approche de la communication interpersonnelle	UQAM	2
Approche int. Management connaissances	ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	1
APS - Développement	ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	1
Aspect humain des organisations	Université du Québec (Chicoutimi)	4
Atelier sur la planification stratégique	ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	1
Chargé de projets	ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	30
Communication relations humaines et conflit	UQAM	2
Comptabilité générale I	Université du Québec à Rimouski	2
Contrôler les coûts et délais de vos projets	ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	1
Conversation anglaise	Collège de Valleyfield	1
Dépistage des situations violence conjugale et agressions sexuelles	Université Laval	52
Design pédagogique en formation d'adultes	Teluq	2
Développement du gestionnaire	ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	2
Dynamique humaine de l'organisation	UQUAR	2
Écrire avec efficacité et plaisir, une approche stratégique de la rédaction	Collège du Bois-de-Boulogne	36
Écriture Web	ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	1
Enquêteur et la santé mentale	Université Laval	20
Fondement évaluation postes rémunération directe	UQAM	2
Gestion de projets	Centre de leadership et de développement des compétences (CLDC)	8
Gestion axée sur les résultats	ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	10
Gestion de projets	ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	8
Gestion des opérations orientés résultats	ENAP	1
Gestion des personnes et des équipes	ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	1
Gestion des ressources humaines	Université du Québec (Chicoutimi) et UQAM	6
Gestion des risques financiers	Teluq	2
Gestion efficace des employés difficiles	ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	1
Gestion stratégique des organisations	Université Laval	1
La collaboration : un enjeu d'affaires		1
Leadership en action - module 1	ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	1
L'entreprise et sa gestion	Université Laval	1
Les styles d'apprentissage et processus changement	ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	1
Management des organisations publiques	ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	2
Marketing	Université Laval	1
Médiation interculturelle	Université de Sherbrooke	1
Membre d'une équipe de projet	ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	12
Organisation du travail	ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	1
Préparation à des concours	ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	4
Programme de formation à la gestion publique - M 1	ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	2
Programme de formation à la gestion publique - M 3	ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	2
Programme de formation à la gestion publique - M 4	ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	3
Programme de formation à la gestion publique - M 5	ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	1
Programme de formation à la gestion publique - M 6	ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	2
Psychologie de la personnalité		1
Les comportements sociaux	TÉLUQ	2
Rédiger efficacement	CEGEP Rimouski	3
Développement les habiletés interpersonnelles propres aux situations de gestion	Université du Québec à Rimouski	1
Changements organisationnels	UQAM	7
Session démarrage PAP-CE 360° - Module 1	ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	1
Santé et sécurité au travail	Université Laval	1
Santé mentale: Pour mieux comprendre, pour mieux reconnaître pour mieux intervenir	Université Laval	84
Sec. réseaux sociaux (Web 2.0) et des technologies	CRIM	1
Sécurité industrielle		2
Communication interpersonnelle	UQAM	2
Stratégies d'affaires électroniques	Université Laval	1
Stratégie intervention pédagogique des adultes	Teluq	2
Structure des organisations publiques	ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	1
Systèmes et technologies de l'information	Université Laval	1
Travail en équipe et outils collaboratifs	ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	1
Violence approches disciplinaires	Université de Montréal	2
Total Etablissement reconnu		352

Formateur externe agréé		
ACCESS - Expérimentation 1		6
Accessibilité WEB	CSPQ	2
Acrobat - Expérimentation 1	ÉDUMICRO INC.	1
Antidote	AFI	17
Appropriation outils sensibilisation innovation	Innovation exportation Québec	5
Atelier d'anglais	Anna Parker	1
Le Français écrit: Mise à jour	UQAM	1
Atelier thématique niveau 4 DGSG - Santé au travail	Cocréation Conseil Inc.	3
Atelier thématique niveau 5 DGSG - Santé au travail	Cocréation Conseil Inc.	2
CAIJ		1
Coaching d'une équipe gagnante	TECHNOLOGIA FORMATION	1
Conférence pour gestionnaires et professionnels de la GRH sur la prévention des conflits au travail	RRSPT (Ghislaine Labelle)	1
Comment interagir avec la diversité		1
Conception d'application VBA Excel	Versalys	1
Connaissances des fonctions de l'entreprise	Diane Frappier & associés Cabinet en gestion	11
Cours de base en vérification interne	Institut des vérificateurs internes	1
Cultures et différences culturelles	Marie Laure Eude	618
Découvrez les nouveautés de Office 2010	Versalys	1
Défi innovation	Alia Conseil	5
Démarche de développement des compétences	Cocréation Conseil Inc.	37

Design pédagogique	Sébastien Bédard	14
Détection et vérification de la fraude		1
Diversité ethnoculturelle		8
Dynamique d'une table de concertation	RÉSEAU DOF	11
Élaboration et mise en œuvre du programme de prévention	RRSPT	6
Changer les comportements pour réduire les situations de conflits	Maurice Sammut	15
Équipe d'intervention SST - Mise à jour	APSSAP	23
Ergonomie - personnes ressource	APSSAP	6
Ergonomie - présentation équipements	APSSAP	1
Ergonomie - rafraîchissement	APSSAP	1
Ergonomie - sensibilisation	APSSAP	34
Excel	Multihexa	43
Finances publiques	Claude Paul-Hus	1
Formation no2 - GP2S		1
Formation no4 - GP2S	GP2S	1
Formation Web	Ministère de la Justice	3
Formation sur les Conditions de travail	Conseil du Trésor	13
Formation sur les droits humains	Sacais	3
Gestion de conflits intérêts cadre prof. juriste		5
Gestion de la réintégration au travail	RRSPT	107
Gestion de projets informatiques	TECHNOLOGIA FORMATION	2
Gestion des personnalités difficiles	Barreau du Québec	1
Gestion intégrée présence au travail	RRSPT	15
Gestion du temps et des priorités	qualitemps	19
Gestionnaire - Athlète de haut niveau	Bruno Ouellette - Psychologue	2
HTML - Session privée	AFI	1
Enrichir ses communications	Accent formation	1
Influence et leadership	ACTI-COM	1
Interventions préventive en SAIM - AAR	Michel Oigny	13
Interventions préventive en SAIM	Michel Oigny	134
Interventions préventive en SAIM rappel	Michel Oigny	107
Interventions préventive en SAIM soutien personne	Michel Oigny	10
Interventions psychologiques et physiques en SAIM	Michel Oigny	7
Juris. doc. intermédiaire	SOQUIJ	8
La confiance en soi - Un gage de réussite	Groupe Conseil CFC	1
La connaissance de soi - Un levier du leader		1
La force des liens	MSSS	1
L'art du feedback et conversation difficile		1
Leadership responsabilisant	RRSPT	94
Une gestion plus humaine des ressources	Production mot à mot (Jean-Pierre Brun)	3
Les meilleures pratiques d'affaires	IDL Experts conseils	6
Les secrets de la gestion de conflits	Formation OTI Inc.	1
L'évolution de la pensée en gestion du changement		2
Logiciel Travailleur autonome		16
Maîtriser son temps avec Outlook		6
Médiation et harcèlement psychologique	RRSPT (John Peter Weldon)	1
Microsoft SQL Server 2000 et 2005	Multihexa	4
Mobilisation de la clientèle	Claude Marcotte	268
Mobilisation des équipes de travail	RRSPT	62
Formation multimédia - Outlook		4
Formation multimédia - Formation bureautique		10
Formation multimédia - Système Agenda employé EQ		1
Nouveau membre d'un comité de santé et de sécurité	APSSAP	30
Outil LEA (Sûreté Bell Canada)	Bell Canada	7
Outlook		72
Perceptions et attitudes face à la clientèle	Sylviane Guillot	8
Personnel administratif performant	TECHNOLOGIA FORMATION	6
PowerPoint de base	Collège Ellis	12
Préparation à la retraite	CARRA	1
Réaliser des des présentations influentes	ACTI-COM	12
Prise de notes, procès-verbal et compte rendu	Micro Access	1
Programme d'accueil gouvernemental	CSPQ	17
Réclamation lésion psychologique	RRSPT	3
Rédaction administrative	CSPQ	1
Méthologie d'élaboration des processus	ACCENT 2000 INC.	12
Rédaction de rapports et de notes stratégiques	ACCENT 2000 INC.	13
Relations d'affaires	Nadeau Lessard inc.	13
Rendez-vous des relations du travail	CRHA	2
Risque liés à la donnée financière	Contrôleur des finances	1
Rôle et fonction d'un agent en CCC	Louise McKenzie	8
RQAP		11
RQAP - Atelier d'anglais - Volet II		4
RQAP - Contrôle contact clientèle - Phase 2	Groupe Conseil CFC	34
Santé et sécurité	APSSAP	7
Santé psychologique	Annie Drouin	31
Protocole et courtoisie envers la clientèle	Louise McKenzie	60
Savoir décoder les enjeux politiques	Groupe Conseil CFC	1
Sensibilisation harcèlement psychologique	Claire Vallière	6
Sensibilisation problématique santé mentale	RRSPT	58
Stratégies efficaces partenariat et concertation	DOF	30
Système Winipev	Winipev	3
Techniques d'entrevue et prise de déclaration	ECCO	15
Téléphonie BCM Manager	Isabelle Nadine Leblanc	13
Traiter avec les clients difficiles	Solutions & Co	16
Transfert, partage et acquisition de connaissance	Centre de leadership et de développement	2
Concevoir et préparer des présentations novatrices	Groupe Conseil CFC	14
Vérification en optimisation des ressources	CCGP	2
Visio 2003-2007 - débutant	synesis	4
Vol & usurpation d'identité	CSPQ	4
Word intermédiaire	Logicil inc	17

Total Formateur externe agréé		2367
-------------------------------	--	------

Ordre professionnel		
État de la preuve électronique au Québec	Barreau du Québec	1
Maladies mentales	Luce Manseau, Association des personnes atteintes de maladie mentale de Estrie	24
Total Ordre professionnel		25

TOTAL DE PARTICIPANTS		2882
-----------------------	--	------

Source: DRH-SDPO-2011-03-18

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP09

Titre

Le nombre et le pourcentage de requérants à l'assistance-emploi qui sont référés à Emploi-Québec en 24 heures.

Exposé et statistiques

La référence n'est plus requise puisque la prestation de service actuelle permet aux requérants à l'aide financière de dernier recours qui déposent leur demande en personne, d'obtenir au même moment des services d'emploi.

SOURCE : Bureau du sous-ministre associé – Emploi-Québec, le 11 mars 2011
VALIDATION: Bureau du sous-ministre associé – Emploi-Québec, le 16 mars 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP10

Titre

Nombre d'heures de cours achetées par Emploi-Québec dans les établissements d'enseignement collégial en 2009-2010 et prévisions pour 2010-2011, ventilées par année et par commission scolaire. Nombre de personnes ayant suivi ces cours.

Exposé et statistiques

Le responsable de ce dossier est le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS).

SOURCE : Bureau du sous-ministre associé – Emploi-Québec, le 11 mars 2011
VALIDATION: Bureau du sous-ministre associé – Emploi-Québec, le 16 mars 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP11

Titre

Nombre d'heures de cours achetées par Emploi-Québec dans les commissions scolaires en 2008-2009 et prévisions pour 2009-2010, ventilées par année et par commission scolaire.
Nombre de personnes ayant suivi ces cours.

Exposé et statistiques

Le responsable de ce dossier est le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS).

SOURCE : Bureau du sous-ministre associé – Emploi-Québec, le 11 mars 2011
VALIDATION: Bureau du sous-ministre associé – Emploi-Québec, le 16 mars 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP12

Titre :
Nombre et effectifs de chacun des centres locaux d'emploi par région, par familles d'emploi et par classes d'emploi pour les années 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011 et prévisions pour 2011-2012

Répartition de l'effectif en place, dans les centres locaux d'emploi d'Emploi-Québec, en date du 25 février 2011

Bas-Saint-Laurent	CLE - AMQUI	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1	
		Soutien	200	Agent de bureau	2	
			221	Agent de secrétariat	2	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	11	
	Total CLE - AMQUI					17
	CLE - CABANO	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2	
		Soutien	200	Agent de bureau	1	
			276	Téléphoniste-réceptionniste	1	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	13	
	Total CLE - CABANO					18
	CLE - LA POCATIÈRE	Professionnel	111	Attaché d'administration	1	
		Soutien	200	Agent de bureau	2	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	8	
	Total CLE - LA POCATIÈRE					11
	CLE - MATANE	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1	
		Soutien	200	Agent de bureau	3	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	15	
	Total CLE - MATANE					20
	CLE - MONT-JOLI	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
		Étudiant	991	Stagiaire	1	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1	
		Soutien	200	Agent de bureau	1	
			221	Agent de secrétariat	1	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	10	
	Total CLE - MONT-JOLI					15
	CLE - RIMOUSKI-NEIGETTE	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2	
		Soutien	200	Agent de bureau	5	
			221	Agent de secrétariat	2	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	22	
	Total CLE - RIMOUSKI-NEIGETTE					32
	CLE - RIVIÈRE-DU-LOUP	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2	
		Soutien	200	Agent de bureau	1	
			221	Agent de secrétariat	3	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	15	
	Total CLE - RIVIÈRE-DU-LOUP					22
	CLE - TROIS-PISTOLES	Étudiant	991	Stagiaire	1	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1	
		Soutien	200	Agent de bureau	2	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	3	
	Total CLE - TROIS-PISTOLES					7
Total Bas-Saint-Laurent					142	
Saguenay—Lac-Saint-Jean	CLE - CHICOUTIMI	Cadre	630	Cadre supérieur	2	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	4	
			116	Conseiller orientation profess.	1	
		Soutien	200	Agent de bureau	5	
			276	Téléphoniste-réceptionniste	1	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	34	
			264	Technicien en administration	1	
	Total CLE - CHICOUTIMI					48
	CLE - JONQUIÈRE	Cadre	630	Cadre supérieur	2	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	4	
			116	Conseiller orientation profess.	1	
		Soutien	200	Agent de bureau	4	
			221	Agent de secrétariat	1	
			276	Téléphoniste-réceptionniste	1	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	28	
	298		Enquêteur en matières frauduleuses	5		
	Total CLE - JONQUIÈRE					46
	CLE - LA BAIE	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
		Étudiant	990	Étudiant	2	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2	
		Soutien	200	Agent de bureau	6	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	20	
	Total CLE - LA BAIE					31
	CLE - LAC-SAINT-JEAN-EST	Cadre	630	Cadre supérieur	1	

		Professionnel	111	Attaché d'administration	3
			116	Conseiller orientation profess.	1
		Soutien	200	Agent de bureau	4
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	19
	Total CLE - LAC-SAINT-JEAN-EST				28
	CLE - MARIA-CHAPDELEINE	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2
		Soutien	200	Agent de bureau	2
			221	Agent de secrétariat	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	11
	Total CLE - MARIA-CHAPDELEINE				17
	CLE - ROBERVAL	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	3
		Soutien	200	Agent de bureau	3
			221	Agent de secrétariat	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	11
	Total CLE - ROBERVAL				19
	Total Saguenay - Lac-Saint-Jean				189
Capitale-Nationale	CLE - BAIE-SAINT-PAUL	Professionnel	111	Attaché d'administration	2
		Soutien	200	Agent de bureau	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	2
	Total CLE - BAIE-SAINT-PAUL				5
	CLE - BEAUPORT	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Étudiant	990	Étudiant	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2
			116	Conseiller orientation profess.	1
		Soutien	200	Agent de bureau	5
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	22
			264	Technicien en administration	1
	Total CLE - BEAUPORT				33
	CLE - CHARLESBOURG	Cadre	630	Cadre supérieur	2
		Professionnel	111	Attaché d'administration	3
			116	Conseiller orientation profess.	1
		Soutien	200	Agent de bureau	5
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	30
	Total CLE - CHARLESBOURG				41
	CLE - CÔTE-DE-BEAUPRÉ	Soutien	200	Agent de bureau	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	2
	Total CLE - CÔTE-DE-BEAUPRÉ				3
	CLE - LA MALBAIE	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2
		Soutien	200	Agent de bureau	3
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	7
	Total CLE - LA MALBAIE				13
	CLE - PORTNEUF	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2
		Soutien	200	Agent de bureau	3
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	13
	Total CLE - PORTNEUF				19
	CLE - QUARTIERS-HISTORIQUES	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Étudiant	990	Étudiant	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	4
		Soutien	200	Agent de bureau	4
			221	Agent de secrétariat	1
			276	Téléphoniste-réceptionniste	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	44
			264	Technicien en administration	1
	Total CLE - QUARTIERS-HISTORIQUES				57
	CLE - SAINTE-FOY	Cadre	630	Cadre supérieur	3
		Professionnel	111	Attaché d'administration	8
		Soutien	200	Agent de bureau	6
			221	Agent de secrétariat	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	35
	Total CLE - SAINTE-FOY				53
	Total Capitale-Nationale				224
Mauricie	CLE - GRAND-MÈRE	Professionnel	102	Agent de développement industriel	1
		Soutien	200	Agent de bureau	2
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	15
	Total CLE - GRAND-MÈRE				18
	CLE - LA TUQUE	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1
		Soutien	200	Agent de bureau	3
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	7
	Total CLE - LA TUQUE				12
	CLE - LOUISEVILLE	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2
		Soutien	200	Agent de bureau	8
			221	Agent de secrétariat	4
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	20
	Total CLE - LOUISEVILLE				35
	CLE - SAINTE-GENEVIÈVE-DE-BATISCAN	Professionnel	111	Attaché d'administration	2
		Soutien	200	Agent de bureau	1

		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	5
	Total CLE - SAINTE-GENEVIÈVE-DE-BATISCAN				8
	CLE - SAINTE-THÉCLE	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Soutien	200	Agent de bureau	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	6
	Total CLE - SAINTE-THÉCLE				8
	CLE - SHAWINIGAN	Cadre	630	Cadre supérieur	3
		Professionnel	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	1
			111	Attaché d'administration	3
			116	Conseiller orientation profess.	1
		Soutien	200	Agent de bureau	5
			221	Agent de secrétariat	2
	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	22	
	Total CLE - SHAWINIGAN				37
	CLE - TROIS-RIVIÈRES	Cadre	630	Cadre supérieur	2
		Professionnel	102	Agent de développement industriel	1
			105	Agent rech.et planific.socio-économ.	2
			111	Attaché d'administration	5
			116	Conseiller orientation profess.	2
		Soutien	200	Agent de bureau	11
			276	Téléphoniste-réceptionniste	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	55
			264	Technicien en administration	3
Total CLE - TROIS-RIVIÈRES				82	
Total Mauricie					200
Estrie	CLE - ASBESTOS	Professionnel	111	Attaché d'administration	1
		Soutien	200	Agent de bureau	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	5
	Total CLE - ASBESTOS				7
	CLE - COATICOOK	Professionnel	111	Attaché d'administration	1
		Soutien	200	Agent de bureau	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	2
	Total CLE - COATICOOK				4
	CLE - EAST ANGUS	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	102	Agent de développement industriel	1
			111	Attaché d'administration	1
		Soutien	200	Agent de bureau	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	9
	Total CLE - EAST ANGUS				13
	CLE - LAC MÉGANTIC	Soutien	200	Agent de bureau	2
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	6
	Total CLE - LAC MÉGANTIC				8
	CLE - MAGOG	Cadre	630	Cadre supérieur	2
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1
		Soutien	200	Agent de bureau	5
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	24
	Total CLE - MAGOG				32
	CLE - SHERBROOKE	Cadre	630	Cadre supérieur	2
Professionnel		111	Attaché d'administration	5	
Soutien		200	Agent de bureau	9	
		221	Agent de secrétariat	3	
Technicien		214	Agent d'aide socio-économique	50	
Total CLE - SHERBROOKE				69	
CLE - WINDSOR	Professionnel	111	Attaché d'administration	1	
	Soutien	200	Agent de bureau	1	
	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	9	
Total CLE - WINDSOR				11	
Total Estrie					144
Montréal	CLE - AHUNTSIC	Cadre	630	Cadre supérieur	2
		Soutien	200	Agent de bureau	5
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	11
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	2
	Total CLE - AHUNTSIC				20
	CLE - CÔTE-DES-NEIGES	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Soutien	200	Agent de bureau	7
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	23
			264	Technicien en administration	1
	Total CLE - CÔTE-DES-NEIGES				32
	CLE - FLEURY	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Soutien	200	Agent de bureau	3
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	12
	Total CLE - FLEURY				16
	CLE - HOCHELAGA - MAISONNEUVE	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Soutien	200	Agent de bureau	7
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	8
			264	Technicien en administration	1
	Total CLE - HOCHELAGA - MAISONNEUVE				17
	CLE - LASALLE	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Soutien	200	Agent de bureau	6
			276	Téléphoniste-réceptionniste	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	35
Total CLE - LASALLE				43	

CLE - MERCIER	Cadre	630	Cadre supérieur	2	
		Étudiant	990	Étudiant	1
		Soutien	200	Agent de bureau	5
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	15
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	3
	Total CLE - MERCIER				26
	CLE - MONTRÉAL-NORD	Cadre	630	Cadre supérieur	2
			Soutien	200	Agent de bureau
			221	Agent de secrétariat	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	50
			264	Technicien en administration	1
	Total CLE - MONTRÉAL-NORD				66
	CLE - NOTRE-DAME-DE-GRÂCE	Étudiant	990	Étudiant	1
		Soutien	200	Agent de bureau	6
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	18
			264	Technicien en administration	1
	Total CLE - NOTRE-DAME-DE-GRÂCE				26
	CLE - OUEST-DE-L'ÎLE	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Soutien	200	Agent de bureau	5
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	25
			264	Technicien en administration	1
	Total CLE - OUEST-DE-L'ÎLE				32
	CLE - PARC-EXTENSION	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Étudiant	990	Étudiant	1
		Soutien	200	Agent de bureau	2
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	12
	Total CLE - PARC-EXTENSION				16
	CLE - PLATEAU MONT-ROYAL	Cadre	630	Cadre supérieur	2
		Étudiant	990	Étudiant	2
		Soutien	200	Agent de bureau	6
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	19
	Total CLE - PLATEAU MONT-ROYAL				29
	CLE - POINTE-AUX-TREMBLES	Soutien	200	Agent de bureau	3
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	13
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	1
	Total CLE - POINTE-AUX-TREMBLES				17
	CLE - POINTE-SAINT-CHARLES	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Soutien	200	Agent de bureau	3
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	11
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	8
	Total CLE - POINTE-SAINT-CHARLES				23
	CLE - ROSEMONT-PETITE-PATRIE (IBERVILLE)	Cadre	630	Cadre supérieur	3
		Soutien	200	Agent de bureau	8
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	22
	Total CLE - ROSEMONT-PETITE-PATRIE (IBERVILLE)				33
	CLE - SAINTE-MARIE-CENTRE-SUD	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Soutien	200	Agent de bureau	4
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	7
	Total CLE - SAINTE-MARIE-CENTRE-SUD				12
	CLE - SAINT-LAURENT	Cadre	630	Cadre supérieur	2
		Étudiant	990	Étudiant	1
		Soutien	200	Agent de bureau	7
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	32
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	5
	Total CLE - SAINT-LAURENT				47
	CLE - SAINT-LÉONARD	Cadre	630	Cadre supérieur	2
Étudiant		990	Étudiant	1	
Soutien		200	Agent de bureau	9	
Technicien		214	Agent d'aide socio-économique	36	
		264	Technicien en administration	1	
Total CLE - SAINT-LÉONARD				49	
CLE - SAINT-MICHEL	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
	Soutien	200	Agent de bureau	9	
	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	11	
Total CLE - SAINT-MICHEL				21	
CLE - VERDUN	Soutien	200	Agent de bureau	5	
	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	21	
		264	Technicien en administration	1	
Total CLE - VERDUN				27	
CLE - VILLE ÉMARD	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
	Soutien	200	Agent de bureau	2	
	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	13	
Total CLE - VILLE ÉMARD				16	
Total Montréal					568
Outaouais	CLE - AYLMER	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Soutien	200	Agent de bureau	5
			221	Agent de secrétariat	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	15
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	8
Total CLE - AYLMER				30	
CLE - BUCKINGHAM	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
	Étudiant	990	Étudiant	1	
	Soutien	200	Agent de bureau	2	
	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	4	

	Total CLE - BUCKINGHAM							8	
	CLE - CAMPBELL'S BAY	Professionnel	111	Attaché d'administration				1	
		Soutien	200	Agent de bureau				2	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique				6	
	Total CLE - CAMPBELL'S BAY							9	
	CLE - GATINEAU	Cadre	630	Cadre supérieur				2	
		Étudiant	991	Stagiaire				1	
		Professionnel	111	Attaché d'administration				7	
			116	Conseiller orientation profess.				1	
		Soutien	200	Agent de bureau				9	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique				35	
			264	Technicien en administration				1	
	Total CLE - GATINEAU							56	
	CLE - HULL	Cadre	630	Cadre supérieur				1	
		Étudiant	990	Étudiant				1	
		Professionnel	111	Attaché d'administration				2	
			116	Conseiller orientation profess.				1	
		Soutien	200	Agent de bureau				5	
			221	Agent de secrétariat				1	
			276	Téléphoniste-réceptionniste				1	
	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique				25		
	Total CLE - HULL							37	
	CLE - MANIWAKI	Cadre	630	Cadre supérieur				1	
		Professionnel	111	Attaché d'administration				1	
		Soutien	200	Agent de bureau				2	
			276	Téléphoniste-réceptionniste				1	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique				14	
	Total CLE - MANIWAKI							19	
	CLE - PAPINEAUVILLE	Cadre	630	Cadre supérieur				1	
		Étudiant	990	Étudiant				1	
		Professionnel	111	Attaché d'administration				1	
		Soutien	200	Agent de bureau				2	
			221	Agent de secrétariat				1	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique				7	
	Total CLE - PAPINEAUVILLE							13	
Total Outaouais								172	
Abitibi-Témiscamingue	CLE - AMOS	Cadre	630	Cadre supérieur				1	
		Professionnel	111	Attaché d'administration				2	
		Soutien	200	Agent de bureau				5	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique				13	
	Total CLE - AMOS							21	
	CLE - LA SARRE	Cadre	630	Cadre supérieur				1	
		Étudiant	990	Étudiant				1	
		Professionnel	111	Attaché d'administration				2	
		Soutien	200	Agent de bureau				5	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique				8	
	Total CLE - LA SARRE							17	
	CLE - ROUYN-NORANDA	Cadre	630	Cadre supérieur				1	
		Étudiant	990	Étudiant				1	
		Professionnel	111	Attaché d'administration				2	
			116	Conseiller orientation profess.				1	
		Soutien	200	Agent de bureau				7	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique				13	
	Total CLE - ROUYN-NORANDA							25	
	CLE - SENNETERRE	Soutien	200	Agent de bureau				1	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique				3	
	Total CLE - SENNETERRE							4	
	CLE - VAL D'OR	Cadre	630	Cadre supérieur				1	
		Étudiant	990	Étudiant				2	
		Professionnel	102	Agent de développement industriel				1	
			111	Attaché d'administration				1	
			116	Conseiller orientation profess.				1	
		Soutien	200	Agent de bureau				4	
			221	Agent de secrétariat				2	
	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique				14		
	Total CLE - VAL D'OR							26	
	CLE - VILLE-MARIE	Cadre	630	Cadre supérieur				1	
		Professionnel	111	Attaché d'administration				3	
		Soutien	200	Agent de bureau				2	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique				8	
	Total CLE - VILLE-MARIE							14	
Total Abitibi-Témiscamingue								107	
Côte-Nord	CLE - BAIE-COMEAU	Cadre	630	Cadre supérieur				1	
		Professionnel	111	Attaché d'administration				2	
		Soutien	200	Agent de bureau				3	
			221	Agent de secrétariat				1	
			276	Téléphoniste-réceptionniste				1	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique				16	
			298	Enquêteur en matières frauduleuses				1	
	Total CLE - BAIE-COMEAU							25	

	CLE - FORESTVILLE	Soutien	200	Agent de bureau	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	6
	Total CLE - FORESTVILLE				7
	CLE - HAVRE-SAINT-PIERRE	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1
		Soutien	200	Agent de bureau	1
			221	Agent de secrétariat	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	4
	Total CLE - HAVRE-SAINT-PIERRE				8
	CLE - LES ESCOUMINS	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1
		Soutien	200	Agent de bureau	2
			221	Agent de secrétariat	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	2
	Total CLE - LES ESCOUMINS				7
	CLE - PORT-CARTIER	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	2
	Total CLE - PORT-CARTIER				2
	CLE - SEPT-ÎLES	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2
		Soutien	200	Agent de bureau	4
			221	Agent de secrétariat	1
			276	Téléphoniste-réceptionniste	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	14
		Total CLE - SEPT-ÎLES			
Total Côte-Nord				72	
Nord-du-Québec	CLE - BAIE-JAMES	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Soutien	200	Agent de bureau	2
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	12
	Total CLE - BAIE-JAMES				15
	CLE - CHISASIBI	Soutien	200	Agent de bureau	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	3
Total CLE - CHISASIBI				4	
Total Nord-du-Québec				19	
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	CLE - AVIGNON - POINTE-À-LA-CROIX	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2
			116	Conseiller orientation profess.	1
		Soutien	200	Agent de bureau	2
			221	Agent de secrétariat	2
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	10
		Total CLE - AVIGNON - POINTE-À-LA-CROIX			
	CLE - BONAVENTURE	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2
		Soutien	200	Agent de bureau	3
			221	Agent de secrétariat	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	10
	Total CLE - BONAVENTURE				17
	CLE - DU ROCHER-PERCÉ	Cadre	630	Cadre supérieur	2
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1
			116	Conseiller orientation profess.	1
		Soutien	200	Agent de bureau	2
			221	Agent de secrétariat	3
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	15
	Total CLE - DU ROCHER-PERCÉ				24
	CLE - ÎLES-DE-LA-MADELEINE	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Étudiant	990	Étudiant	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1
		Soutien	200	Agent de bureau	3
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	8
	Total CLE - ÎLES-DE-LA-MADELEINE				14
	CLE - LA CÔTE-DE-GASPÉ	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1
			116	Conseiller orientation profess.	1
		Soutien	200	Agent de bureau	2
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	11
	Total CLE - LA CÔTE-DE-GASPÉ				16
	CLE - LA-HAUTE-GASPÉSIE	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1
			116	Conseiller orientation profess.	1
		Soutien	200	Agent de bureau	2
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	13
		Total CLE - LA-HAUTE-GASPÉSIE			
Total Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine				107	
Chaudière-Appalaches	CLE - LAC ETCHEMIN	Soutien	200	Agent de bureau	2
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	7
	Total CLE - LAC ETCHEMIN				9

	CLE - L'ISLET	Soutien	200	Agent de bureau	1		
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	4		
	Total CLE - L'ISLET					5	
	CLE - LITTORAL	Cadre	630	Cadre supérieur	2		
		Étudiant	990	Étudiant	1		
		Professionnel	111	Attaché d'administration	6		
			116	Conseiller orientation profess.	1		
		Soutien	200	Agent de bureau	5		
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	34		
			264	Technicien en administration	1		
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	2		
	Total CLE - LITTORAL					52	
	CLE - MONTMAGNY	Cadre	630	Cadre supérieur	1		
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1		
		Soutien	200	Agent de bureau	2		
			221	Agent de secrétariat	1		
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	12		
			264	Technicien en administration	1		
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	1		
	Total CLE - MONTMAGNY					19	
	CLE - SAINTE-CROIX	Soutien	200	Agent de bureau	1		
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	2		
	Total CLE - SAINTE-CROIX					3	
	CLE - SAINTE-MARIE	Cadre	630	Cadre supérieur	1		
		Professionnel	111	Attaché d'administration	3		
		Soutien	200	Agent de bureau	2		
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	10		
	Total CLE - SAINTE-MARIE					16	
	CLE - SAINT-GEORGES	Cadre	630	Cadre supérieur	1		
		Professionnel	111	Attaché d'administration	4		
		Soutien	200	Agent de bureau	7		
			221	Agent de secrétariat	1		
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	24		
			264	Technicien en administration	1		
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	1		
	Total CLE - SAINT-GEORGES					39	
	CLE - SAINT-JOSEPH-DE-BEAUCE	Soutien	200	Agent de bureau	2		
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	1		
	Total CLE - SAINT-JOSEPH-DE-BEAUCE					3	
	CLE - SAINT-LAZARRE	Soutien	200	Agent de bureau	2		
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	2		
	Total CLE - SAINT-LAZARRE					4	
	CLE - THETFORD MINES	Cadre	630	Cadre supérieur	1		
		Étudiant	990	Étudiant	1		
		Professionnel	111	Attaché d'administration	4		
		Soutien	200	Agent de bureau	5		
			221	Agent de secrétariat	1		
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	18		
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	1		
	Total CLE - THETFORD MINES					31	
Total Chaudière-Appalaches					181		
Laval	REGROUPEMENT EST (LAVAL-DES-RAPIDES)	Cadre	630	Cadre supérieur	1		
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2		
		Soutien	200	Agent de bureau	6		
			221	Agent de secrétariat	1		
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	29		
			264	Technicien en administration	1		
		Total REGROUPEMENT EST (LAVAL-DES-RAPIDES)					40
	REGROUPEMENT OUEST (CHOMEDEY - SAINTE-DOROTHÉE)	Cadre	630	Cadre supérieur	2		
		Étudiant	990	Étudiant	1		
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1		
		Soutien	200	Agent de bureau	11		
			221	Agent de secrétariat	1		
			276	Téléphoniste-réceptionniste	1		
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	43		
	264		Technicien en administration	1			
	Total REGROUPEMENT OUEST (CHOMEDEY - SAINTE-DOROTHÉE)					61	
Total Laval					101		
Lanaudière	CLE - BERTHIERVILLE	Cadre	630	Cadre supérieur	1		
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1		
		Soutien	200	Agent de bureau	4		
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	17		
			264	Technicien en administration	1		
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	2		
		Total CLE - BERTHIERVILLE					26
	CLE - JOLIETTE	Cadre	630	Cadre supérieur	1		
		Étudiant	990	Étudiant	2		
		Professionnel	111	Attaché d'administration	5		
		Soutien	200	Agent de bureau	6		
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	22		
			264	Technicien en administration	2		
	298	Enquêteur en matières frauduleuses	3				
	Total CLE - JOLIETTE					41	

	CLE - RAWDON	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1
		Soutien	200	Agent de bureau	2
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	12
			264	Technicien en administration	1
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	1
	Total CLE - RAWDON				18
	CLE - REPENTIGNY	Cadre	630	Cadre supérieur	2
		Étudiant	990	Étudiant	5
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2
		Soutien	200	Agent de bureau	11
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	28
			264	Technicien en administration	1
	298		Enquêteur en matières frauduleuses	2	
	Total CLE - REPENTIGNY				51
	CLE - SAINTE-JULIENNE	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1
		Soutien	200	Agent de bureau	4
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	18
			264	Technicien en administration	1
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	1
	Total CLE - SAINTE-JULIENNE				26
	CLE - SAINT-JEAN-DE-MATHA	Soutien	200	Agent de bureau	2
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	9
	Total CLE - SAINT-JEAN-DE-MATHA				11
	CLE - TERREBONNE	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Étudiant	990	Étudiant	2
		Professionnel	111	Attaché d'administration	4
			116	Conseiller orientation profess.	1
		Soutien	200	Agent de bureau	8
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	23
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	1
Total CLE - TERREBONNE				40	
Total Lanaudière					213
Laurentides	CLE - LACHUTE	Cadre	630	Cadre supérieur	2
		Professionnel	111	Attaché d'administration	3
		Soutien	200	Agent de bureau	3
			221	Agent de secrétariat	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	13
	Total CLE - LACHUTE				22
	CLE - MIRABEL	Soutien	200	Agent de bureau	2
	Total CLE - MIRABEL				2
	CLE - MONT-LAURIER	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	3
		Soutien	200	Agent de bureau	4
			276	Téléphoniste-réceptionniste	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	16
	Total CLE - MONT-LAURIER				25
	CLE - RIVIÈRE-ROUGE	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	1
	Total CLE - RIVIÈRE-ROUGE				1
	CLE - SAINTE-ADÈLE	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2
		Soutien	200	Agent de bureau	6
			276	Téléphoniste-réceptionniste	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	21
	Total CLE - SAINTE-ADÈLE				31
	CLE - SAINTE-AGATHE	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	3
		Soutien	200	Agent de bureau	4
			221	Agent de secrétariat	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	13
	Total CLE - SAINTE-AGATHE				22
	CLE - SAINTE-THÉRÈSE	Cadre	630	Cadre supérieur	2
		Professionnel	111	Attaché d'administration	5
		Soutien	200	Agent de bureau	8
			221	Agent de secrétariat	2
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	30
	Total CLE - SAINTE-THÉRÈSE				47
	CLE - SAINT-EUSTACHE	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Étudiant	990	Étudiant	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	3

		Soutien	200	Agent de bureau	4	
			221	Agent de secrétariat	1	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	17	
		Total CLE - SAINT-EUSTACHE				27
		CLE - SAINT-JÉRÔME				
		Cadre	630	Cadre supérieur	1	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	5	
		Soutien	200	Agent de bureau	7	
			221	Agent de secrétariat	1	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	34	
	Total CLE - SAINT-JÉRÔME				48	
	Total Laurentides				225	
	Monterégie	CLE - ACTON VALE	Soutien	200	Agent de bureau	1
Technicien			214	Agent d'aide socio-économique	1	
Total CLE - ACTON VALE				2		
CLE - BOUCHERVILLE		Étudiant	990	Étudiant	2	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2	
		Soutien	200	Agent de bureau	4	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	9	
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	1	
Total CLE - BOUCHERVILLE				18		
CLE - BRÔME-MISSISQUOI		Professionnel	111	Attaché d'administration	1	
		Soutien	200	Agent de bureau	3	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	12	
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	2	
Total CLE - BRÔME-MISSISQUOI				18		
CLE - BROSSARD		Cadre	630	Cadre supérieur	1	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2	
		Soutien	200	Agent de bureau	5	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	23	
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	1	
Total CLE - BROSSARD				32		
CLE - CHÂTEAUGUAY		Cadre	630	Cadre supérieur	1	
		Professionnel	116	Conseiller orientation profess.	1	
		Soutien	200	Agent de bureau	3	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	14	
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	1	
Total CLE - CHÂTEAUGUAY				20		
CLE - CONTRECOEUR		Soutien	200	Agent de bureau	1	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	3	
Total CLE - CONTRECOEUR				4		
CLE - HAUTE-YAMASKA		Cadre	630	Cadre supérieur	2	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	4	
			116	Conseiller orientation profess.	1	
		Soutien	200	Agent de bureau	7	
			221	Agent de secrétariat	1	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	27	
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	3	
Total CLE - HAUTE-YAMASKA				45		
CLE - HAUT-SAINT-LAURENT		Soutien	200	Agent de bureau	2	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	10	
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	1	
Total CLE - HAUT-SAINT-LAURENT				13		
CLE - LA VALLÉE-DU-RICHELIEU		Cadre	630	Cadre supérieur	1	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2	
			116	Conseiller orientation profess.	1	
		Soutien	200	Agent de bureau	4	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	14	
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	1	
Total CLE - LA VALLÉE-DU-RICHELIEU				23		
CLE - LE HAUT-RICHELIEU		Cadre	630	Cadre supérieur	2	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	7	
		Soutien	200	Agent de bureau	7	
			218	Dactylographe	1	
	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	34		
		298	Enquêteur en matières frauduleuses	4		
Total CLE - LE HAUT-RICHELIEU				55		
CLE - LONGUEUIL	Cadre	630	Cadre supérieur	2		
	Professionnel	111	Attaché d'administration	4		
	Soutien	200	Agent de bureau	13		
		221	Agent de secrétariat	1		
	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	49		
		264	Technicien en administration	1		
	298	Enquêteur en matières frauduleuses	5			
Total CLE - LONGUEUIL				75		
CLE - MARIEVILLE	Soutien	200	Agent de bureau	2		
	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	6		
Total CLE - MARIEVILLE				8		
CLE - SAINT-CONSTANT	Cadre	630	Cadre supérieur	1		
	Professionnel	111	Attaché d'administration	4		
	Soutien	200	Agent de bureau	5		
	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	15		
		298	Enquêteur en matières frauduleuses	2		
Total CLE - SAINT-CONSTANT				27		

	CLE - SAINT-HUBERT	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	6	
		Soutien	200	Agent de bureau	6	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	17	
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	1	
	Total CLE - SAINT-HUBERT					31
	CLE - SAINT-HYACINTHE	Cadre	630	Cadre supérieur	2	
		Étudiant	990	Étudiant	1	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	5	
			116	Conseiller orientation profess.	1	
		Soutien	200	Agent de bureau	6	
			221	Agent de secrétariat	2	
			276	Téléphoniste-réceptionniste	1	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	38	
			264	Technicien en administration	1	
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	3	
	Total CLE - SAINT-HYACINTHE					60
	CLE - SAINT-RÉMI	Soutien	200	Agent de bureau	1	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	3	
	Total CLE - SAINT-RÉMI					4
	CLE - SOREL	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	5	
		Soutien	200	Agent de bureau	4	
			221	Agent de secrétariat	1	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	17	
			264	Technicien en administration	1	
	298	Enquêteur en matières frauduleuses	1			
	Total CLE - SOREL					30
	CLE - VALLEYFIELD	Cadre	630	Cadre supérieur	2	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	6	
		Soutien	200	Agent de bureau	7	
			221	Agent de secrétariat	1	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	22	
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	2	
	Total CLE - VALLEYFIELD					40
	CLE - VAUDREUIL-SOULANGES	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	3	
			116	Conseiller orientation profess.	1	
		Soutien	200	Agent de bureau	6	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	16	
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	1	
	Total CLE - VAUDREUIL-SOULANGES					28
Total Montérégie					533	
Centre-du Québec	CLE - DRUMMONDVILLE	Cadre	630	Cadre supérieur	2	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	5	
		Soutien	200	Agent de bureau	8	
			221	Agent de secrétariat	2	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	42	
	Total CLE - DRUMMONDVILLE					59
	CLE - L'ÉRABLE	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1	
		Soutien	200	Agent de bureau	5	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	13	
	Total CLE - L'ÉRABLE					20
	CLE - NICOLET - BÉCANCOUR	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	4	
		Soutien	200	Agent de bureau	4	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	13	
	Total CLE - NICOLET - BÉCANCOUR					22
	CLE - VICTORIAVILLE	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	4	
		Soutien	200	Agent de bureau	3	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	23	
	Total CLE - VICTORIAVILLE					31
Total Centre-du-Québec					132	
Grand total					3329	

Source : Données extraites du SAGIP à la paye 25 du 10 mars 2011 (effectif en place au 25 février 2011).

Notes :

- Les Centres locaux d'emploi de Kuujjuak et de Inukjuak ne figurent pas sur la liste des effectifs puisque les employés sont rémunérés par l'Administration régionale Kativik.

- Les données concernent le personnel des 135 Centres locaux d'emploi. Elles excluent les centres administratifs ou spécialisés régionaux et provinciaux.

- Les données excluent le personnel non-assujéti à la Loi sur la fonction publique, le personnel de la Ville de Montréal et comprennent le personnel de la banque de suppléance (103).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP13

Titre

Pour les années 2009-2010, 2010-2011 et prévisions pour 2011-2012 montant dépensé visant l'intégration des immigrants et pris en compte par l'Accord Canada-Québec relatif à l'immigration et à l'admission temporaire des aubains.

Exposé et statistiques

Pour 2010-2011, les montants dépensés en vertu de l'Accord Canada-Québec relatif à l'immigration et à l'admission temporaire des aubains ne sont pas disponibles à ce jour.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP14

Titre

État de situation du Pacte pour l'emploi et prévisions de personnes visées par le Pacte pour l'emploi *Plus*

Annoncé le 18 mars 2008, le Pacte est une réponse originale du gouvernement du Québec aux besoins des entreprises pour résoudre les difficultés liées à la rareté et à la qualification de la main-d'œuvre, avec l'objectif de soutenir toutes les personnes qui font des démarches pour s'intégrer durablement en emploi. Le Pacte représentait un investissement 987 M\$ sur trois ans (2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011), dont 548 M\$ en investissement public et 439 M\$ du secteur privé.

- Cette vaste initiative gouvernementale vise à doter le Québec d'une main-d'œuvre mieux formée et performante, afin de faire face à la rareté croissante de main-d'œuvre, de même qu'à la concurrence accrue sur les marchés domestiques et internationaux.
- Rappelons que cette stratégie a été lancée dans un contexte favorable à la création d'emplois, avant la récession qu'a connue le Québec en 2008-2009. Le Pacte pour l'emploi aura cependant permis d'atténuer significativement les effets de cette récession sur le marché du travail.
- En effet, la diminution de l'emploi au Québec a été moins importante que dans les autres provinces (62 700 emplois perdus ou -1,6 % comparativement à 427 900 (-2,5 %) et 256 800 (-3,8 %) respectivement au Canada et en Ontario). De plus, la reprise de l'emploi a été plus rapide au Québec que dans les autres provinces.
- En février 2011, non seulement le Québec avait recouvert la totalité des emplois perdus, mais encore, pour chaque emploi perdu durant la récession, deux emplois ont été créés. Cette situation contraste avec celle vécue ailleurs : 91 % des emplois perdus en Ontario avaient été récupérés, comparativement à 116 % dans le reste du Canada et à 15 % aux États-Unis.

Le Pacte pour l'emploi, vise à :

- aider les personnes qui veulent travailler;
- soutenir et améliorer la formation des travailleurs;
- appuyer les entreprises qui veulent améliorer leur productivité par le développement des compétences;
- mobiliser les partenaires de toutes les régions autour d'un engagement en faveur de l'emploi et de la qualification.

À terme, le Pacte pour l'emploi permettra de :

- diminuer de 50 000 le nombre de prestataires de l'assistance sociale;
- soutenir 52 000 personnes de plus dans leur démarche d'insertion au marché du travail ou de formation;
- rejoindre un potentiel de plus de 250 000 travailleuses et travailleurs en entreprise pour le rehaussement de leurs qualifications et la reconnaissance de leurs compétences;
- desservir 4 800 entreprises additionnelles qui veulent accroître leur productivité par le développement des compétences de leur main-d'œuvre.

Le Pacte pour l'emploi *Plus* : ensemble vers la relance

Dans la foulée du Pacte pour l'emploi, le Pacte pour l'emploi *Plus* est une stratégie gouvernementale s'échelonnant sur deux ans et visant une concertation accrue de l'ensemble des partenaires du marché du travail. Afin d'atténuer les effets de la récession, il propose :

- des services adaptés aux individus qui ont perdu leur emploi;
- des investissements en entreprises pour la qualification de la main-d'œuvre et qui ont pour but le maintien en emploi.

En favorisant le maintien en emploi par la formation, le Ministère aide les personnes, à court terme, mais il aide aussi l'entreprise à améliorer sa productivité et à être prête au moment de la reprise.

Investissements

Le Pacte pour l'emploi *Plus* ajoute des investissements supplémentaires de **518 millions** sur deux ans, dont **62,2 millions d'investissements privés**. Le Pacte pour l'emploi et le Pacte pour l'emploi *Plus* représentent une contribution additionnelle de **1,5 milliard en trois ans**, afin d'aider un bassin potentiel de **850 000 chercheuses et chercheurs d'emploi**, de **850 000 travailleuses et travailleurs** en formation et de **35 000 entreprises**.

Les nouvelles sommes prévues permet de soutenir davantage de personnes et d'entreprises, et ce, en parant aux urgences tout en préparant l'avenir. Parmi les mesures qui ont un impact immédiat sur les individus, on compte :

- les services adaptés aux personnes qui ont perdu leur emploi,
- les investissements pour la qualification de la main-d'œuvre et qui visent à éviter les licenciements.

En favorisant le maintien en emploi par la formation, le Ministère soutient les personnes à court terme, mais il aide aussi l'entreprise à améliorer sa productivité et à être fin prête pour la reprise.

Une vision à long terme

De plus, comme les turbulences économiques sont temporaires, il est capital de soutenir tous les individus et toutes les entreprises. Le vieillissement de la population fait en sorte que le Québec connaîtra rapidement une rareté de main-d'œuvre de plus en plus grande. C'est pourquoi le Pacte pour l'emploi *Plus* veut aider les entreprises à se préparer à la reprise tout en continuant de soutenir les personnes les plus éloignées du marché du travail en prévision d'un avenir nécessitant l'apport de tous au marché du travail.

SOURCE : Direction des politiques d'emploi et de main-d'œuvre – 28 février 2011

VALIDATION : Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières et matérielles – 28 février 2011

Direction générale des politiques et de l'analyse stratégique – 28 février 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche # : RP15

Sommes obtenues et état d'avancement des travaux visant le financement par le gouvernement du Pacte pour l'emploi et du Pacte pour l'emploi Plus

Exposé et statistiques	
Voici le détail des sommes obtenues du gouvernement fédéral dans le cadre du Pacte pour l'emploi et du Pacte pour l'emploi Plus pour 2010-2011 :	
	Montant k\$
Pacte pour l'emploi	
Entente sur le marché du travail Canada-Québec 2008-2014	115 914,0
Pacte pour l'emploi Plus	
Entente modificatrice à l'entente de principe Canada-Québec relative au marché du travail ⁽¹⁾	113 779,0
Entente modificatrice à l'Entente Canada-Québec sur le marché du travail (EMT) 2008-2014 ⁽¹⁾	55 752,0
Ententes modificatrices à l'Entente Canada-Québec relative à l'initiative ciblée pour les travailleurs âgés	13 239,3
Sous-total	182 770,3
TOTAL	298 684,3

⁽¹⁾ Cette entente a pris fin le 31 mars 2011.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche # RP16

Liste des consultations menées par le ministère et les organismes auprès des communautés autochtones en 2010-2011 et prévisions pour 2011-2012

Le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS) ainsi que la Commission des partenaires du marché du travail n'ont pas mené de consultation en 2010-2011 auprès des communautés autochtones.

SOURCE : Direction des politiques de lutte contre la pauvreté, 28 février 2011
COLLABORATIONS : Direction générale du développement de la main-d'œuvre, CPMT, 16 février 2011
Direction des affaires canadiennes et internationales, 21 février 2011
Direction de l'optimisation de la prestation de services, 22 février 2011
VALIDATION : Direction générale des politiques et de l'analyse stratégique, 28 février 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP17

Titre

État de situation au sujet du comité interministériel sur les centres de travail adapté

Exposé et statistiques

Cette question est non pertinente à l'étude des crédits.

SOURCE : Bureau du sous-ministre associé, le 18 mars 2011

VALIDATION : Le sous-ministre associé, le 18 mars 2011

ÉTUDE DE CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP18

Titre

Économies réalisées par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS) par la réduction des prestations aux prestataires qui doivent retirer leur rente de retraite en 2009-2010 et 2010-2011.

Exposé et statistiques

Outre la rente de retraite du conjoint survivant, en décembre 2010, 30 794 ménages prestataires ont reçu une rente de retraite de la Régie des rentes du Québec, dont le montant moyen est établi à près de 152 \$ par mois. On peut donc estimer l'impact de cette mesure à 56,0 M\$ en 2010-2011.

SOURCE : Direction des politiques de prestations – 28 février 2011

VALIDATION : Direction générale des politiques et de l'analyse stratégique – 28 février 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP19

Titre

Effectifs selon la fonction et évolution mensuelle du nombre de dossiers par agent, pour chacun des centres locaux d'emploi en 2010-2011 et prévisions pour 2011-2012.

Exposé et statistiques

Effectifs selon la fonction : Référer à la réponse transmise à la fiche RP12

Nombre moyen de dossiers par agent pour l'ensemble des CLE :

À la fin février 2011, le nombre de dossiers opérationnels confiés à un agent de gestion des dossiers actifs fut en moyenne de 448.

SOURCE :

Direction générale adjointe de la planification, du marché du travail et de la conformité/Direction de la planification, du développement des stratégies et de l'information de gestion, 24 février 2011/ Direction générale adjointe de l'administration et des projets corporatifs, 2 mars 2011

VALIDATION :

Emploi-Québec- Bureau du sous-ministre associé, le 11 mars 2011.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP 20

Titre

État de situation détaillé de la mise en œuvre de la *Loi sur l'aide aux personnes et aux familles*.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Cette question est non pertinente à l'étude des crédits.

SOURCE : Direction des politiques des prestations, 28 février 2011

VALIDATION : Direction générale des politiques et de l'analyse stratégique – 28 février 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP 21

Titre

Le nombre et le pourcentage de personnes qui sont touchées par les modifications réglementaires à la sécurité du revenu.

Exposé et statistiques

Question non pertinente à l'étude des crédits.

SOURCE : Direction des politiques de prestations – 28 février 2011

VALIDATION : Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières et matérielles –
4 mars 2011

Direction générale des politiques et de l'analyse stratégique – 28 février 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP22

Titre

Effectifs selon la fonction et évolution mensuelle du nombre de dossiers par agent, pour chacun des centres locaux d'emploi en 2008-2009 et 2009-2010 et prévisions pour 2010-2011.

Exposé et statistiques

Référer à la réponse transmise à la fiche RP19 – Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle.

SOURCE : Emploi-Québec – Bureau du sous-ministre associé, 11 mars 2011
VALIDATION : Sous-ministre associé, le 15 mars 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP23

Titre

Nombre de prestataires à la sécurité du revenu mensuellement de 2008 à 2011 (aide de dernier recours et de solidarité sociale) et prévisions du nombre de prestataires pour 2011-2012.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Pour 2011-2012, le budget de dépenses prévoit que le nombre de ménages à l'aide financière de dernier recours est estimé à 326 997, soit 195 373 ménages au Programme d'aide sociale et 131 624 ménages au Programme de solidarité sociale.

SOURCE : Direction des politiques de prestations – 28 février 2011

VALIDATION : Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières et matérielles – 28 février 2011

Direction générale des politiques et de l'analyse stratégique – 28 février 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP24

Titre

Coût de l'indexation des prestations de l'assistance-emploi pour 2011-2012

Exposé et statistiques

Pour 2011-2012, le coût de l'indexation des prestations de l'aide financière de dernier recours est de 44,4 M\$.

SOURCE : Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières et matérielles – 28 février 2011
COLLABORATION : Direction générale adjointe des politiques et de la prospective
VALIDATION: Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières et matérielles – 28 février 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : rp25a

Titre

État de la situation du Programme de solidarité sociale en 2009-2010 et 2010-2011 avec :

- a) Répartition des prestataires avec contraintes sévères à l'emploi selon les diagnostics de nature invalidante pour incapacité supérieure ou égale à douze mois.

DIAGNOSTICS	NOMBRE D'ADULTES AVEC CONTRAINTES SÉVÈRES
	Décembre 2010
Retard mental, déficience mentale ou intellectuelle (code 3170)	13 555
Psychoses (code 2900)	16 255
Schizophrénie paranoïde (code 2953)	8 498
Troubles névrotiques, de la personnalité et autres (code 3000)	19 693
Déficience mentale ou intellectuelle sévère (code 3182)	5 822
Autres maladies et syndrome du système nerveux (code 3400)	5 859
Cardiopathies ischémiques (code 4100)	1 939
Arthropathies et affections apparentées (code 7100)	3 876
Maladies pulmonaires obstructives (code 4900)	1 880
Maladies endocriniennes, etc. (code 2400)	3 290
Trisomie 13, 18, 21 (code 7589)	2 787
Affections des régions du plan dorsal (code 7200)	5 559
Tumeurs malignes (code 1400)	1 270
Autres diagnostics	35 938
Rentes d'invalidité RRQ, Régime de pensions du Canada, etc. ¹	4 827
TOTAL	131 048

¹ Depuis le 1^{er} avril 1995, l'admissibilité à une rente d'invalidité en vertu du Régime de rentes du Québec est vérifiée pour chaque personne à qui on a reconnu des contraintes sévères à l'emploi ou qui a fait cette demande de reconnaissance. Le prestataire est alors informé qu'il doit faire compléter le rapport médical de la RRQ par son médecin traitant et qu'il doit acheminer ce rapport médical ainsi que le formulaire "Demande de prestations d'invalidité" à la Régie des rentes du Québec, en vertu de l'article 41 de la Loi.

Lorsque le prestataire d'aide financière de dernier recours est reconnu "invalidé" par la Régie, il reçoit une rente d'invalidité qu'il doit déclarer en tant que revenu d'autres sources. Ce revenu, considéré dans le calcul de la prestation de solidarité sociale, pourra, dans certains cas, rendre le prestataire inadmissible à l'aide financière de dernier recours. Par conséquent, les adultes prestataires dénombrés ayant une rente d'invalidité reçoivent une prestation de solidarité sociale réduite, mais suffisante pour suppléer aux besoins non comblés par la rente.

SOURCE : Direction de la statistique – 28 février 2011

VALIDATION : Direction générale des politiques et de l'analyse stratégique – 28 février 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP25b

Titre

État de la situation des programmes d'aide financière de dernier recours en 2010-2011 avec :

- b) Évolution mensuelle du nombre de demandes d'inscription à l'allocation pour contraintes sévères à l'emploi en ventilant selon l'étape de traitement du dossier et en spécifiant le délai moyen pour chacune de ces étapes.

A) Nombre de personnes avec contraintes sévères à l'emploi en décembre 2010, selon l'étape de traitement du dossier

Admission	Nombre	%
▪ Parce que bénéficiaires de rentes d'invalidité ^{1,2}	4 827	3,68
▪ Par un agent d'aide socio-économique	29 293	22,35
▪ Par un comité d'évaluation médicale et socioprofessionnelle	83 241	63,52
▪ Par un comité de révision	11 732	8,95
▪ Par le Tribunal administratif du Québec (TAQ)	911	0,70
▪ Autres	8	0,01
▪ Inconnue	1 036	0,79
Total	131 048	100,00

¹ Les bénéficiaires de rentes d'invalidité d'un autre régime sont automatiquement admis à l'allocation pour contraintes sévères à l'emploi.

² Il peut arriver que ces bénéficiaires se retrouvent dans une autre catégorie. A été priorisé la catégorie « Bénéficiaire de la rente d'invalidité ».

B) Nombre de demandes traitées par l'ensemble des comités d'évaluation médicale et socioprofessionnelle et des comités de révision du 25 mars 2010 au 19 février 2011 (11 premiers mois de l'année financière 2010-2011)

Comités d'évaluation médicale et socioprofessionnelle

▪ Demandes reçues	11 573	
▪ Demandes traitées	11 654 ¹	100,0 %
▪ Demandes acceptées	5 598	48,0 %
▪ Demandes refusées avec allocation pour contraintes temporaires	4 567	39,2 %
▪ Demandes refusées sans allocation pour contraintes temporaires	1 489	12,8 %

¹ Le nombre de demandes traitées supérieur au nombre de demandes reçues s'explique par le chevauchement du traitement d'un exercice à l'autre

Comités de révision

Période du 1^{er} avril 2010 au 28 février 2011 (11 premiers mois de l'année financière 2010-2011)

▪ Demandes reçues	1651	
▪ Demandes traitées	1859	100,0 %
▪ Demandes acceptées	1175	63,2 %
▪ Demandes refusées avec allocation pour contraintes temporaires	240	12,9 %
▪ Demandes refusées sans allocation pour contraintes temporaires	322	17,3 %
▪ Autres (ex. : désistements ou non récurrents)	122	6,6 %

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP25b (suite)

Titre

État de la situation des programmes d'aide financière de dernier recours en 2010-2011 avec :

- b) Évolution mensuelle du nombre de demandes d'inscription à l'allocation pour contraintes sévères à l'emploi en ventilant selon l'étape de traitement du dossier et en spécifiant le délai moyen pour chacune de ces étapes.

C) Nombre de demandes en appel, traitées par le Tribunal administratif du Québec du 1^{er} avril 2010 au 28 février 2011 (11 premiers mois de l'année financière 2010-2011)

• Décisions sur le fond		69
• Désistements		25
• Conciliations		4
• Règlements hors tribunal		10
• Total		108
• Pourcentage de demandes accueillies	27	39,1 %
• Pourcentage de demandes refusées	30	43,5 %
• Pourcentage de demandes accueillies ou rejetées en partie	1	1,5 %
• Pourcentage de règlements hors tribunal entériné	11	15,9 %

D) Délai de traitement du 1^{er} avril 2010 au 28 février 2011 (11 premiers mois de l'année financière 2010-2011)

Demandes d'admissibilité au programme	Délai total moyen
• Admis par l'agent avec rapport médical (si diagnostic CSE évident)	Sans délai
• Recommandation des comités d'évaluation médicale et socioprofessionnelle ¹	7,2 jours
Demandes de révision²	
• Décision et non recommandation des comités de révision	62,9 jours

¹ Le délai total moyen de traitement en admission est le délai entre le moment où le dossier entre à la Direction de la conformité et de l'évaluation médicale et socioprofessionnelle et celui où il est transmis au CLE.

² Le délai total moyen de traitement en révision est le délai entre le moment de la date de réception de la demande (habituellement au CLE) ou la production d'observations et la date d'expédition de la décision par le Service des régions de l'Est du Québec.

SOURCE : Direction des politiques de prestations – 28 février 2011

COLLABORATION : DGARES, DCP, SEMS; DRRA, Service des régions de l'Est du Québec;
Tribunal administratif du Québec

VALIDATION : Direction générale des politiques et de l'analyse stratégique – 28 février 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP25c

Titre

État de la situation aux programmes d'aide financière de dernier recours en 2009-2010 et 2010-2011 avec :

- c) Répartition des ménages selon le mode de logement (propriétaires, locataires, chambreurs, en logement subventionné : HLM, coopérative d'habitation) en indiquant la catégorie de ménages.

DÉCEMBRE 2010					
MODES DE LOGEMENT	CATÉGORIES DE MÉNAGES				TOTAL
	Personnes seules ¹	Couples sans enfants	Familles monoparentales	Couples avec enfants	
Propriétaires	8 790	2 789	1 330	1 188	14 097
Propriétaires à logements multiples	249	58	38	30	375
Locataires	105 847	9 228	27 869	15 669	158 613
Locataires H.L.M.	16 228	1 248	5 177	2 208	24 861
Chambreurs ou pensionnaires	74 034	486	3 424	374	78 318
Chamb. ou pension. chez un parent	38 767	424	2 727	296	42 214
Logement subventionné	5 914	385	1 773	590	8 662
Temporairement sans adresse ²	2 603	4	6	1	2 614
En hébergement	2 938				2 938
TOTAL	255 370	14 622	42 344	20 356	332 692

1. Inclut les conjoints d'étudiants.

2. Désigne les personnes qui n'ont pas d'adresse fixe ou stable ou qui n'ont pas l'assurance d'un hébergement stable pour les 60 prochains jours.

SOURCE : Direction de la statistique - 28 février 2011

VALIDATION : Direction générale des politiques et de l'analyse stratégique – 28 février 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP25d et j

Titre

État de la situation aux programmes d'aide financière de dernier recours en 2009-2010 et 2010-2011 avec:

- d) Nombre d'enfants (moins de dix-huit ans) vivant au sein d'un ménage prestataire aux programmes d'aide financière de dernier recours, selon qu'ils fréquentent l'école primaire, l'école secondaire, le CÉGEP, l'université, ou qu'ils ne fréquentent pas l'école.
- j) Nombre d'enfants handicapés (moins de dix-huit ans) vivant au sein d'un ménage prestataire aux programmes d'aide financière de dernier recours.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

DESCRIPTION	Nombre d'enfants de moins de 18 ans
	Décembre 2010
Âge préscolaire	41 286
Études primaires	33 494
Études secondaires	26 679
Études postsecondaires	524
Sans occupation	2 955
TOTAL	104 938
Handicapé	2 351

SOURCE :

Direction de la statistique - 28 février 2011

VALIDATION :

Direction générale des politiques et de l'analyse stratégique – 28 février 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP25ef

Titre

État de la situation des programmes d'aide financière de dernier recours en 2009-2010 et 2010-2011 avec :

- e) Nombre d'adultes de 18 ans et plus qui reçoivent une contribution parentale ou devraient en recevoir une.
- f) Économies que ces contributions parentales représentent pour le régime de la sécurité du revenu.

Exposé et statistiques

- e) **Nombre d'adultes de 18 ans et plus qui reçoivent une contribution parentale ou devraient en recevoir une**

En décembre 2010, le nombre d'adultes de 18 ans et plus soumis à la contribution parentale était de 1 692, dont 933 sans diminution de prestation et 759 avec diminution de prestation.

- f) **Économies que ces contributions parentales représentent pour le régime d'aide financière de dernier recours**

Depuis l'instauration de la contribution parentale en 1989, un adulte prestataire qui ne répond pas à certains critères d'indépendance fixés par la Loi est réputé recevoir une contribution financière de ses parents. Le Règlement établit à partir de quel niveau de revenu des parents une contribution doit être imputée et quel est le montant de cette contribution.

L'impact généré par la contribution parentale est estimé à **14,4 M\$** en 2010-2011. Cet impact provient de la réduction de la prestation des adultes qui y sont soumis (**1,6 M\$**) et de la baisse du taux d'assistance des jeunes adultes qui est générée par la contribution parentale (**12,8 M\$**).

SOURCE : Direction des politiques de prestations – 28 février 2011

VALIDATION : Direction générale des politiques et de l'analyse stratégique – 28 février 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION

de fiche : RP25g

Titre

Nombre de dossiers en subrogation qui attendent d'être traités par le ministre et évaluation des coûts des paiements rétroactifs qui devront être versés aux prestataires ou aux parents des prestataires, en raison de la contribution parentale.

Exposé et statistiques

Le ministère paie la pleine prestation au jeune lorsque ses parents refusent de contribuer ou sont introuvables. Il n'y a donc aucun paiement rétroactif susceptible d'être versé en raison de la contribution parentale.

SOURCE : Centre de recouvrement – 21 mars 2011
COLLABORATION :
VALIDATION:

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP25hi

Titre

État de la situation des programmes d'aide financière de dernier recours en 2009-2010 et 2010-2011 avec :

- h) Nombre de familles monoparentales avec des enfants de moins de douze ans qui reçoivent une pension alimentaire;
- i) Économies que ces pensions alimentaires représentent pour le régime d'aide de la sécurité du revenu.

Exposé et statistiques

En décembre 2010, 6 694 familles monoparentales prestataires avec enfants de moins de douze ans déclarent recevoir une pension alimentaire¹.

Le total annuel des revenus de pension alimentaire **reçus** par ces familles monoparentales est estimé à 21,7 M\$ et est calculé en tenant compte d'un montant mensuel moyen de pension alimentaire de 269,56 \$.

En outre, le revenu de pension alimentaire est exclu jusqu'à concurrence de 100 \$ par mois et l'exclusion est accordée à toutes les familles tant biparentales que monoparentales **ayant un enfant à charge**. Le coût de cette exclusion, pour les familles monoparentales seulement ayant un enfant de moins de 12 ans qui reçoivent une pension alimentaire, est estimé à 7,8 M\$. On estime donc que les pensions alimentaires **chez les familles monoparentales avec enfants de moins de douze ans** a un impact sur les coûts du régime d'aide financière de dernier recours, sur base annuelle, de 13,9 M\$.

¹ Ce nombre inclut les familles prestataires pour lesquelles le Ministère s'est subrogé de plein droit aux droits de la personne créancière pour tous les versements de pension alimentaire dus à titre de paiement d'arrérages.

SOURCE : Direction des politiques de prestations – 28 février 2011

VALIDATION : Direction générale des politiques et de l'analyse stratégique – 28 février 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP25k

Titre

État de la situation aux programmes d'aide financière de dernier recours en 2009-2010 et 2010-2011 avec:

- k) Évolution mensuelle de la répartition des adultes avec contraintes temporaires à l'emploi selon les critères suivants :
 - i. État de santé;
 - ii. État de grossesse;
 - iii. Garde d'enfants d'âge préscolaire
 - iv. Garde d'enfants handicapés;
 - v. Critère de 55 ans;
 - vi. Attente de traitement d'une demande d'admission au Programme de solidarité sociale
 - vii. Partage du logement avec une personne qui requiert des soins constants;
 - viii. Autres contraintes temporaires.

MOTIFS POUR CONTRAINTE TEMPORAIRE

Mois et année	État de santé	État de grossesse	Enfants à charge	Enfant handicapé	Critère de 55 ans	Attente décision contraintes sévères ¹	Prend soin d'une personne ²	Autres ³	TOTAL
2010									
Avril	14 213	1 483	27 210	1 695	45 119	364	1 481	158	91 723
Mai	13 973	1 485	27 408	1 687	45 109	326	1 466	141	91 595
Juin	13 543	1 517	27 468	1 679	45 132	302	1 463	145	91 249
Juillet	13 206	1 499	27 677	1 667	45 139	296	1 473	138	91 095
Août	12 893	1 433	28 120	1 673	45 194	333	1 463	131	91 240
Septembre	12 696	1 374	28 260	1 645	45 224	320	1 461	129	91 109
Octobre	12 825	1 400	25 182	1 676	45 188	293	1 457	146	88 167
Novembre	13 106	1 349	25 424	1 672	45 348	310	1 447	137	88 793
Décembre	13 397	1 319	25 685	1 676	45 407	346	1 439	130	89 399

- 1. Attente de traitement d'une demande pour obtenir l'allocation pour contraintes sévères à l'emploi.
- 2. Partage du logement avec une personne que requiert des soins constants.
- 3. Comprend principalement des adultes qui séjournent dans des maisons d'hébergement pour victime de violence.

SOURCE : Direction de la statistique - 28 février 2011
VALIDATION : Direction générale des politiques et de l'analyse stratégique – 28 février 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP25I

Titre

État de la situation aux programmes d'aide financière de dernier recours en 2009-2010 et 2010-2011 avec:

- 1) Nombre de ménages déclarant des revenus, selon les catégories de barèmes et le revenu moyen déclaré.

SELON LE TYPE D'ALLOCATION	REVENUS COMPTABILISABLES ¹	
	Décembre 2010	
	Nombre de ménages	Revenu comptabilisable moyen
Aide sociale		
De base (incluant les hébergés) ²	11 124	217,08 \$
Contraintes temporaires ³	23 786	212,82 \$
Mixte temporaire ⁴	1 795	292,77 \$
Solidarité sociale		
Solidarité sociale (contraintes sévères) ⁵	31 814	407,94 \$
De base hébergé ⁶	280	56,22 \$
TOTAL	68 799	305,18 \$

1. Les revenus comptabilisables sont tous les revenus de travail et les revenus provenant d'autres sources (assurance-emploi, RRQ, CSST, pensions alimentaires, etc.) ayant un impact sur le montant de la prestation d'aide financière de dernier recours. La partie comptabilisée des revenus déclarés (revenu comptabilisable) est celle qui dépasse les exemptions permises (dans le cas des revenus de travail, des pensions alimentaires et des allocations d'aide à l'emploi), diminuant d'autant le montant de l'aide financière accordée.
2. Montant de base applicable à l'adulte seul ou au couple ne présentant aucune contrainte à l'emploi (incluant les hébergés au Programme d'aide sociale).
3. Allocation versée à un adulte seul présentant une contrainte temporaire à l'emploi. Dans le cas de ménages avec deux adultes, seulement un des adultes présente une contrainte temporaire, l'autre adulte étant sans contraintes à l'emploi.
4. Allocation versée à un ménage composé de deux adultes lorsque les deux adultes présentent des contraintes temporaires à l'emploi.
5. Allocation versée à un adulte seul ou au couple prestataire du Programme de solidarité sociale.
6. Montant de base applicable à l'adulte hébergé admis dans un centre d'hébergement, d'accueil, hospitalier ou de réadaptation, de même qu'à un ex-détenu logé dans un établissement reconnu en vue de sa réinsertion sociale, prestataire du Programme de solidarité sociale.

SOURCE : Direction de la statistique – 28 février 2011
VALIDATION : Direction générale des politiques et de l'analyse stratégique – 28 février 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP25m

Titre

État de la situation aux programmes d'aide financière de dernier recours en 2009-2010 et 2010-2011 avec:

m) Nombre de ménages déclarant des biens, selon le genre de biens et la valeur moyenne des biens déclarés.

TYPES DE BIENS	BIENS DÉCLARÉS ¹	
	Décembre 2010	
	Nombre de ménages	Valeur moyenne
Avoir liquide	229 373	747,00 \$
Biens mobiliers	83 257	2 082,24 \$
Biens immobiliers	16 220	54 172,76 \$
Biens immobiliers pour travailleurs autonomes	1 887	6 263,15 \$
Dette hypothécaire	7 058	37 301,80 \$
Autres ²	12 631	31 005,75 \$

1. Les prestataires détenteurs d'un ou de plusieurs biens sont dénombrés lorsque la valeur des biens est supérieure à 1 \$.
2. Comprend les bénéfices payables au décès (incluant l'assurance-vie payable à la succession), les subventions ou emprunts pour réparations de la résidence ou pour le démarrage d'une entreprise, les indemnités versées pour sinistre ou expropriation, le capital provenant de la vente d'une résidence, la valeur résiduelle des biens et avoirs liquides cédés, les sommes dont l'enfant est propriétaire, etc.

SOURCE : Direction de la statistique - 28 février 2011
VALIDATION : Direction générale des politiques et de l'analyse stratégique – 28 février 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP25n

Titre

État de situation du Programme de l'assistance-emploi en 2009-2010 et 2010-2011 et prévisions pour 2011-2012 avec :

n : nombre de ménages ayant reçu des prestations en trop, en indiquant le montant moyen du trop-perçu et la raison de celui-ci, y compris l'erreur administrative et l'aide conditionnelle.

Exposé et statistiques

Prestations versées en trop

L'assistance-emploi doit être remboursée lorsqu'elle a été accordée en trop ou lorsqu'elle a été versée en attente de la réalisation d'un droit (aide conditionnelle) et que ce droit a été réalisé.

La provenance des réclamations nettes pour l'exercice financier 2010-2011 se détaille comme suit :

2010-2011 (11 mois)			
	Nombre	Montant en M\$	Montant moyen
Réclamations incluses dans les résultats d'Emploi-Québec pour le volet des services de solidarité sociale			
- Réclamations suite à de l'aide reçue sans droit	78 839	30,9	391 \$
- Réclamations suite à de fausses déclarations	18 047	68,3	3 784 \$
- Réclamations concernant de l'aide conditionnelle	14 188	21,5	1 520 \$
Sous total	111 074	120,7	1 087 \$
Plus les réclamations suivantes non incluses dans les résultats			
- Réclamations concernant le PSAE (notes 1 et 2)	7 739	2,7	349 \$
Montrant brut total des réclamations	118 813	123,4	1039 \$
Moins les notes de crédit	10 081	10,7	1 065 \$
Montant net total des réclamations		112,7	

(1) PSAE : Paiement de soutien aux enfants
(2) Nombre estimé

SOURCE : Emploi-Québec - Direction générale adjointe de la planification, de la performance et de l'information sur le marché du travail / Direction de la conformité et de l'évaluation médicale 11 mars 2011

VALIDATION : Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières et matérielles, 11 mars 2011
Emploi-Québec- Bureau du sous-ministre associé, le 14 mars 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION

de fiche : RP25o

Titre
État de situation du Programme de l'assistance-emploi en 2010-2011 avec : - nombre de révisions et d'appels selon le motif ² et la décision;

Décisions rendues par les bureaux de révision ¹		
2010-2011 (du 1 ^{er} avril 2010 au 28 février 2011)		
Motifs	Décisions Rendues*	Décisions Accueillies**
Recouvrement	5491	1 115
Revenus, gains, avantages, pensions alimentaires	2 474	450
Statut	2 216	425
Obligations	1 854	382
Avoir liquide	810	159
Prestations spéciales	1 232	201
Partage de logement	104	19
Versement de l'aide	385	56
Biens	345	98
Hors délai	339	36
Garant défaillant	47	1
Prestations de base	577	59
Contribution parentale	200	35
TOTAL	16 105	3 036
Proportion des décisions accueillies		18,8 %

- * **Décisions rendues** Nombre de décisions traitées en révision selon le motif
- ****Décisions accueillies** Nombre de décisions favorables à la clientèle selon le motif

¹ Le nombre de décisions rendues en révision exclut les 899 demandes de révision d'assurance parentale dont 5,1 % sont accueillies.

de fiche : RP25o

Titre
État de situation du Programme de l'assistance-emploi en 2010-2011 avec :
- nombre de révisions et d'appels selon le motif² et la décision;

	Décisions rendues par le Tribunal administratif du Québec (TAQ) ³
	2010-2011 (du 1 ^{er} avril 2010 au 28 février 2011)
Recours finalisés	1 540
Règlements hors cour	471
Recours rejetés	364
Recours accueillis	238
Désistements	308
Acquiescements du Ministère	101
Recours irrecevables	58

² Le nombre de décisions rendues par le Tribunal administratif du Québec est disponible par type de décisions mais non par motifs, le système informatique présentement utilisé ne contient pas ce niveau de précision.

³ Le nombre de décisions rendues par le Tribunal administratif du Québec exclut les demandes d'assurance parentale. Celles-ci sont traitées par les contentieux de Québec et Montréal et la Direction des affaires juridiques agit en support aux plaideurs.

Période de référence : du 1^{er} avril 2010 au 28 février 2011 (11 premiers mois de l'année financière)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP25p

Titre

État de la situation du Programme d'aide financière de dernier recours en 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011 et prévision pour 2011-2012 avec :

- p) nombre de personnes ayant demandé de l'aide en vertu du pouvoir discrétionnaire du ministre et en raison d'un dénuement total, en spécifiant le motif de la demande, le montant moyen de l'aide accordée, le motif de la décision.

Exposé et statistiques

Données générales pour 2010-2011 (jusqu'au 28 février 2011)

Le nombre total de demandes reçues a été de 878. De ce nombre, il y eut :

- 592 demandes acceptées;
- 282 demandes refusées;
- 4 désistements.

L'aide totale accordée fut de 1 951 104 \$, répartie en aide remboursable et en aide gratuite :

- Aide remboursable : 320 573 \$
- Aide gratuite : 1 630 531 \$

Le montant moyen d'aide versée s'établit quant à lui à 3 296 \$.

Faits saillants pour 2010-2011 (jusqu'au 28 février 2011)

Motifs invoqués pour l'obtention de prestations en vertu du pouvoir discrétionnaire	Nombre de demandes acceptées	Montant par catégorie (\$)	Répartition par catégorie (%)*	Montant moyen accordé (\$)
Bien ou avoir liquide cédé	42	129 814	6,7	3 091
Composition familiale	10	6 169	0,3	617
Excédent de biens	229	980 338	50,2	4 281
Grève ou lock-out	1	2 402	0,1	2 402
Personne tenue de loger	73	147 264	7,5	2 017
Perte d'argent	21	17 965	0,9	855
Prestation spéciale	59	51 954	2,7	881
Prestation spéciale désintoxication	21	51 177	2,6	2 437
Prévenu tenu de loger	6	11 086	0,6	1848
Revenu (incluant : antériorité du déficit, saisie, etc.)	9	12 831	0,7	1 426
Sans statut légal	109	525 597	26,9	4 822
Travailleur autonome	12	14 507	0,7	1 209
TOTAL	592	1 951 104	100,0%	3 296

* Pourcentage du montant total accordé.

Les personnes seules ou les familles aidés en vertu du pouvoir discrétionnaire sont inadmissibles selon les règles régulières d'attribution d'une aide financière de dernier recours.

SOURCE : Emploi-Québec – Direction des mesures et des services aux individus,
Le 17 mars 2011

VALIDATION : Bureau du sous-ministre associé, le

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP25q

Titre

État de la situation aux programmes d'aide financière de dernier recours en 2009-2010 et 2010-2011 avec:
q) Nombre de personnes ayant bénéficié d'une aide complémentaire à l'assurance-emploi.

COMPOSITION FAMILIALE	REVENUS D'ASSURANCE-EMPLOI ¹
	Décembre 2010
	Nombre d'adultes
Personnes seules	746
Couples sans enfants	140
Familles monoparentales	99
Couples avec enfants	121
Conjoints d'étudiants	2
TOTAL	1 108

1. Correspond à tout montant déclaré supérieur à 2 \$.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP25R

Titre État de la situation des programmes d'aide financière de dernier recours en 2010-2011 avec :

r) Ventilation détaillée des impacts pour le Québec des bonifications annoncées à l'assurance-emploi sur le régime de la Sécurité du revenu.

Exposé et statistiques

- Le budget fédéral 2010 (4 mars 2010) est venu réaffirmer des mesures annoncées précédemment dans le budget 2009 (27 janvier 2009) et propose de nouveaux investissements dans un nombre limité d'initiatives ciblées.

Impact sur la clientèle des programmes d'aide financière de dernier recours et les coûts :

En prolongeant de 26 semaines, les accords de travail partagé (budget 2010) tout en permettant aux prestataires de l'assurance-emploi de bénéficier d'une aide financière pendant une plus longue période alors qu'ils suivent une formation de longue durée ou qu'ils cherchent un nouvel emploi, les mesures proposées dans le budget de 2009 et 2010 pourraient avoir pour effet de :

- retarder et même éviter les demandes de prestations à l'aide financière de dernier recours après l'épuisement des prestations d'assurance-emploi;
- diminuer la durée des épisodes de présence à l'aide financière de dernier recours;
- diminuer le montant des prestations d'aide financière de dernier recours versées en supplément.

À noter qu'au cours de l'année 2010, il y avait, en moyenne, quelque 1 157 ménages qui recevaient mensuellement à la fois des prestations d'assurance-emploi et d'aide financière de dernier recours.

SOURCE : Direction des politiques de prestations – 28 février 2011

VALIDATION : Direction générale des politiques et de l'analyse stratégique – 28 février 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP25s

Titre :

État de la situation du programme d'aide financière de dernier recours en 2009-2010 et 2010-2011 avec :

s) Liste et coûts des besoins spéciaux, pour 2010-2011.

À noter :

L'assurance médicaments ne fait plus partie des besoins spéciaux couverts par l'aide financière de dernier recours et relève maintenant du MSSS

Coût des prestations spéciales (en 000 \$)

2010-2011
(dépenses probables)

I. Prestations spéciales pour préserver la santé

A. Préparations lactées 1 300,0

B. Biens et services administrés par le MESS

- Lunettes et lentilles 3 569,7

- Chaussures orthopédiques et orthèses plantaires 752,3

- Prothèses, orthèses et accessoires prescrits 12 343,8

- Suppléments 8 481,6

(suppléments mensuels pour diabète, hémodialyse, grossesse, allaitement, paraplégie et stomie temporaire)

- Transports pour fins médicales 49 559,6

- Autres 759,0

Sous-total B 75 466,0

Sous-total de la partie I 76 766,0

II. Prestations spéciales relatives à la compensation de certaines pertes ou en considération de situations particulières

- Rechercher ou postuler un emploi ou retourner dans son milieu d'origine 1,9

- Enfant à charge fréquentant l'école 6 527,8

- Frais funéraires 1 810,2

- Compenser les pertes lors d'un incendie ou d'un sinistre 485,1

- Compenser les effets d'une séparation 25,2

- Aide au logement (en dénuement) 0

- Loyer pour une personne seule hébergée 17,4

Sous-total de la partie II 8 867,6

TOTAL 85 633,6

SOURCE : Direction des politiques de prestations – 28 février 2011

VALIDATION : Direction générale des politiques et de l'analyse stratégique – 28 février 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP25t

Titre

État de situation du Programme de l'assistance-emploi en 2008-2009 et 2009-2010 et prévisions pour 2010-2011 avec :

t : nombre de prestataires référés aux mesures actives d'Emploi-Québec ainsi que le délai de référence.

Exposé et statistiques

La référence n'est plus requise puisque la prestation de service actuelle permet aux requérants à l'aide financière de dernier recours qui déposent leur demande en personne, d'obtenir au même moment des services d'emploi.

SOURCE : Emploi-Québec - Direction de la planification, des stratégies et de l'information de gestion.
Direction de la statistique
Le 24 février 2011

VALIDATION: Bureau du sous-ministre associé, 15 mars 2011

ÉTUDE DE CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP25u

Titre

État de la situation des programmes d'aide financière de dernier recours en 2010-2011 et prévisions pour 2011-2012 avec :

- u) Nombre de prestataires admissibles à une rente d'invalidité de la Régie des rentes du Québec (RRQ) et l'économie générée en 2010-2011.

Exposé et statistiques

Outre la rente pour invalidité des conjoints survivants, en décembre 2010, 12 444 ménages prestataires ont reçu une rente d'invalidité de la RRQ, dont le montant moyen est établi à plus de 659 \$ par mois. L'impact annuel généré par la comptabilisation de ce revenu peut donc être estimé à 98,4 M\$ en 2010-2011.

SOURCE : Direction des politiques de prestations – 28 février 2011

VALIDATION : Direction générale des politiques et de l'analyse stratégique – 28 février 2011

ÉTUDE DE CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP25v

Titre

État de la situation du programme d'aide financière de dernier recours en 2010-2011 et prévisions pour 2011-2012 avec :

- v) Nombre de prestataires admissibles à une rente de retraite et économie générée en 2010-2011.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Vous référer à la fiche 18 des Renseignements particuliers de l'opposition officielle.

SOURCE : Direction des politiques de prestations – 28 février 2011

VALIDATION : Direction générale des politiques et de l'analyse stratégique – 28 février 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP25w

Titre

État de la situation des programmes d'aide financière de dernier recours en 2010-2011 et 2011-2012 avec :

- w) Bilan du budget et des dépenses pour le Programme allocation-logement et nombre de ménages qui en ont bénéficié pour l'année 2010-2011 et prévisions pour 2011-2012.

Le Programme d'allocation-logement est sous la responsabilité de la Société d'habitation du Québec.

SOURCE : Direction des politiques de prestations – 28 février 2011

VALIDATION : Direction générale des politiques et de l'analyse stratégique – 28 février 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP26

Titre

Nombre de personnes ayant fait une demande pour être reconnues comme étant prestataires avec des contraintes sévères à l'emploi pour 2009-2010, 2010-2011.

Exposé et statistiques

En 2010-2011, le Service de l'évaluation médicale et socioprofessionnelle a reçu 11 940 demandes de reconnaissance des contraintes sévères à l'emploi.

SOURCE : Emploi-Québec – Direction générale adjointe de la planification, du marché du travail et de la conformité / Direction de la conformité et de l'évaluation médicale, 1^{er} mars 2011 / Christiane Nadeau

VALIDATION : Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières et matérielles, 7 mars 2011
Bureau du sous-ministre associé, le 15 mars 2011.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP27

Titre

Nombre de personnes ayant fait une demande pour être reconnues comme étant prestataires avec des contraintes sévères à l'emploi, mais dont la demande a été refusée pour 2009-2010 et 2010-2011.

Exposé et statistiques

Du 24 mars 2010 au 28 février 2011, le Service de l'évaluation médicale et socioprofessionnelle a reçu 11 940 demandes de reconnaissance des contraintes sévères à l'emploi. En raison du chevauchement sur deux années, 11 975 demandes ont été traitées en évaluation pour la reconnaissance des contraintes sévères à l'emploi (CSE) et 6 224 demandes ont été refusées. Cela représente une proportion de refus de 52 %, comparativement à une proportion de 55,2 % l'année précédente.

SOURCE : Emploi-Québec – Direction générale adjointe de la planification, du marché du travail et de la conformité / Direction de la conformité et de l'évaluation médicale, 1^{er} mars 2011

VALIDATION : Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières et matérielles, 7 mars 2011
Bureau du sous-ministre associé, 15 mars 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION

de fiche : RP28

Titre

Nombre de personnes ayant fait une demande pour être reconnues comme étant prestataires avec des contraintes sévères à l'emploi, mais dont la demande a été refusée initialement et pour laquelle la personne a gagné en appel (en révision ou au Tribunal administratif du Québec) pour 2010-2011.

Exposé et statistiques

2010-2011 (11 mois d'opération au moment de produire la fiche)

- Du 1^{er} avril 2010 au 28 février 2011, 1 859 demandes ont été traitées en révision et 1 175 ont été acceptées, soit 63,2 %.
- Pour la même période, 108 requêtes pour contraintes sévères à l'emploi ont été traitées par le TAQ. De ce nombre, 69 ont été entendues sur le fond (admissibilité au programme de solidarité sociale) et 39 pour d'autres motifs (hors délai, impossibilité d'agir, etc.). 27 requêtes sur les 69 entendues sur le fond ont été accueillies, soit 39,1 % favorables à la clientèle.

Pour plus de détails sur l'évolution des demandes pour cette clientèle, consulter la fiche RP25b.

SOURCE : DRRA – 15 mars 2011
COLLABORATION : Tribunal administratif du Québec
VALIDATION : DGAGRCO, BSMA, le 17 mars 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP 29

Titre

Ventilation détaillée des montants accordés par le programme Prime au travail par région pour les groupes suivants pour 2009-2010 et 2010-2011 :

- a) Personne vivant seule
- b) Couple
- c) Famille monoparentale
- d) Famille biparentale
- e) Définition du concept « revenu d'emploi » pour le programme
- f) Définition du concept « lien d'emploi » pour le programme

Exposé et statistiques

Le ministère du Revenu du Québec répondra à cette question.

SOURCE : Direction des politiques de prestations – 28 février 2011
VALIDATION : Direction générale des politiques et de l'analyse stratégique --
28 février 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP 30

Titre

Bilan du plan d'action éducation, emploi et productivité et ventilation des sommes accordées depuis 2008.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le responsable de ce dossier est le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport.

SOURCE : Direction générale des politiques et de l'analyse stratégique – 28 février 2011

VALIDATION: Direction générale des politiques et de l'analyse stratégique – 28 février 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP 31

Titre

Bilan du plan d'action en matière d'éducation des adultes et de formation continue. Sommes y étant consacrées depuis 2002, par mesure. Pour chaque indicateur, ventilation des données depuis 2002.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le plan d'action en matière d'éducation des adultes et de formation continue s'est appliqué de 2002 à 2007. Par conséquent, aucune somme n'y a été consacrée en 2010-2011.

SOURCE : Direction des politiques d'emploi et de main-d'oeuvre

VALIDATION: Direction générale des politiques et de l'analyse stratégique – 28 février 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP32 de fiche : RQAP

Titre

Copie des études, notes, rapports, états de situation, analyses, concernant la situation financière du Fonds d'assurance parentale ainsi que divers scénarios visant à combler son déficit.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Question non pertinente à l'étude des crédits.

SOURCE : Conseil de gestion de l'assurance parentale, le 10 Mars 2011
VALIDATION : Conseil de gestion de l'assurance parentale, le 28 Mars 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP33 de fiche : RQAP

Titre

Nombre de personnes admissibles au régime d'assurance parentale du Québec en 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011 et prévisions pour 2011-2012.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Question non pertinente à l'étude des crédits.

SOURCE : Conseil de gestion de l'assurance parentale, le 10 Mars 2011
VALIDATION : Conseil de gestion de l'assurance parentale, le 28 Mars 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION

de fiche : **RP34**

Titre

État des négociations ainsi que tous les documents, notes, rapports, états de situation concernant la somme déclarée de 347 M\$ par le gouvernement fédéral dans le cadre de l'entente sur les congés parentaux.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Question non pertinente à l'étude des crédits.

SOURCE : Direction des affaires canadiennes et internationales – 2011-03-08
COLLABORATION : Conseil de gestion de l'assurance parentale, le 15 mars 2011
VALIDATION : DGAGRCO, BSMA, le 17 mars 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP35 de fiche : RQAP

Titre

Nombre de prestataires servis, d'évènements et de prestations totales versées selon les circonscriptions électorales provinciales du Québec pour 2010-2011 en fonction des données disponibles.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Question non pertinente à l'étude des crédits.

SOURCE : Conseil de gestion de l'assurance parentale, le 10 Mars 2011
VALIDATION : Conseil de gestion de l'assurance parentale, le 28 Mars 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche RP46-A

Titre Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2010-2011.

Répartition régionale

Programme de soutien aux initiatives sociales et communautaires (PSISC)

ÉTAT DES SUBVENTIONS VERSÉES PAR VOLET ET PAR RÉGION

RÉGIONS	Action communautaire et action bénévole	Initiatives sociales
01 - Bas-Saint-Laurent	18 200,00 \$	(1 334,72 \$)
03 - Capitale-Nationale	13 290,44 \$	90 620,00 \$
04 - Mauricie	13 200,00 \$	55 456,00 \$
05 - Estrie	16 500,00 \$	0,00 \$
06 - Montréal	62 033,60 \$	23 413,60 \$
09 - Côte-Nord	0,00 \$	40 000,00 \$
10 - Nord-du-Québec	1 140,00 \$	0,00 \$
12 - Chaudière-Appalaches	7 500,00 \$	0,00 \$
13 - Laval	0,00 \$	11 008,00 \$
14 - Lanaudière	7 367,20 \$	0,00 \$
16 - Montérégie	12 284,00 \$	0,00 \$
17 - Centre-du-Québec	0,00 \$	1 500,00 \$
TOTAL	151 515,24 \$	220 662,88 \$

Total des subventions versées:

372 178,12 \$

SOURCE Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
Le 28 février 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche RP46-A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2010-2011.	
VOLET	Action communautaire et action bénévole	
Région	01 - Bas-Saint-Laurent	
Nom de l'organisme		Subventions versées

Trajectoires hommes du K.R.T.B.

18 200,00 \$

18 200,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche RP46-A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2010-2011.
--------------	---

VOLET	Action communautaire et action bénévole
Région	03 - Capitale-Nationale
Nom de l'organisme	Subventions versées

Le centre de parrainage civique de Québec inc.

790,44 \$

Maison Marie-Frédéric

12 500,00 \$

13 290,44 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche RP46-A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2010-2011.
--------------	---

VOLET	Action communautaire et action bénévole	
Région	04 - Mauricie	
Nom de l'organisme		Subventions versées

Regroupement d'organismes de promotion pour personnes handicapées - région Mauricie

13 200,00 \$

13 200,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche RP46-A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2010-2011.
--------------	---

VOLET	Action communautaire et action bénévole
Région	05 - Estrie
Nom de l'organisme	Subventions versées

Actions interculturelles de développement et d'éducation (AIDE) inc.

16 500,00 \$

16 500,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche RP46-A

Titre Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2010-2011.

VOLET Action communautaire et action bénévole

Région 06 - Montréal

Nom de l'organisme

Subventions versées

Action des femmes handicapées (Montréal)	10 393,60 \$
Association des centres d'écoute téléphonique du Québec (A.C.E.T.D.Q.)	2 400,00 \$
Centre St-Pierre	16 000,00 \$
Coalition pour le maintien dans la communauté (Montréal et alentours)	5 040,00 \$
La fédération des mouvements personne d'abord du Québec inc.	12 800,00 \$
Le centre des organismes communautaires	15 400,00 \$
	<u>62 033,60 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche RP46-A

Titre Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2010-2011.

VOLET Action communautaire et action bénévole

Région 10 - Nord-du-Québec

Nom de l'organisme

Subventions versées

Table régionale des organismes communautaires du Nord-du-Québec

1 140,00 \$

1 140,00 \$

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
Le 28 février 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche RP46-A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2010-2011.
--------------	---

VOLET	Action communautaire et action bénévole	
Région	12 - Chaudière-Appalaches	
Nom de l'organisme		Subventions versées

Aide aux travailleurs accidentés, ATA

7 500,00 \$

7 500,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche RP46-A

Titre Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2010-2011.

VOLET Action communautaire et action bénévole

Région 14 - Lanaudière

Nom de l'organisme

Subventions versées

Corporation de développement communautaire MRC de L'Assomption (CDC)

7 367,20 \$

7 367,20 \$

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
Le 28 février 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche RP46-A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2010-2011.
--------------	---

VOLET	Action communautaire et action bénévole	
Région	16 - Montérégie	
Nom de l'organisme		Subventions versées

Carrefour de développement social par l'éducation populaire (CDSEP)

12 284,00 \$

12 284,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche RP46-A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2010-2011.
--------------	---

VOLET	Initiatives sociales
--------------	----------------------

Région	01 - Bas-Saint-Laurent
---------------	------------------------

Nom de l'organisme	
---------------------------	--

Subventions versées

Municipalité régionale de comté de Témiscouata
--

(1 334,72 \$)

<u>(1 334,72\$)</u>

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
Le 28 février 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche RP46-A

Titre Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2010-2011.

VOLET Initiatives sociales
Région 03 - Capitale-Nationale

Nom de l'organisme

Subventions versées

Association des personnes aidantes de la région de Québec (03)	10 000,00 \$
Centraide Québec et Chaudière-Appalaches	15 000,00 \$
Concours québécois en entrepreneuriat	24 000,00 \$
Forces Avenir	25 000,00 \$
Regroupement des organismes socio-communautaires de Beauport	2 000,00 \$
Regroupement pour l'aide aux itinérants et itinérantes de Québec	10 000,00 \$
Réseau québécois du crédit communautaire	4 000,00 \$
Université Laval	620,00 \$
	<u>90 620,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche RP46-A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2010-2011.
--------------	---

VOLET	Initiatives sociales
Région	04 - Mauricie
Nom de l'organisme	Subventions versées

Cybernet café de Trois-Rivières	17 956,00 \$
---------------------------------	--------------

Vire-Vert	37 500,00 \$
-----------	--------------

55 456,00 \$

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
Le 28 février 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche RP46-A

Titre Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2010-2011.

VOLET Initiatives sociales

Région 06 - Montréal

Nom de l'organisme

Subventions versées

Bénévoles d'affaires	1 500,00 \$
Mères avec pouvoir (MAP) Montréal	5 000,00 \$
Relais-Femmes	5 000,00 \$
Ressources jeunesse de St-Laurent inc.	11 913,60 \$
	<u>23 413,60 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche RP46-A

Titre Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2010-2011.

VOLET Initiatives sociales

Région 09 - Côte-Nord

Nom de l'organisme

Subventions versées

Réseau québécois de développement social

40 000,00 \$

40 000,00 \$

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
Le 28 février 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche RP46-A

Titre Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2010-2011.

VOLET Initiatives sociales

Région 13 - Laval

Nom de l'organisme

Subventions versées

L'aviron, Hébergement communautaire

11 008,00 \$

11 008,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche RP46-A

Titre Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2010-2011.

VOLET Initiatives sociales

Région 17 - Centre-du-Québec

Nom de l'organisme

Subventions versées

Réseau québécois de développement social

1 500,00 \$

1 500,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP46-A

Titre Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2010-2011.

Répartition régionale

Fonds d'aide à l'action communautaire autonome

ÉTAT DES SUBVENTIONS VERSÉES PAR VOLET ET PAR RÉGION

RÉGIONS	Promotion des droits	Multisectoriel	Projets	REPG
01 - Bas-Saint-Laurent	641 927,00 \$	21 309,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	845 463,50 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
03 - Capitale-Nationale	1 528 958,00 \$	103 955,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
04 - Mauricie	872 253,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
05 - Estrie	1 219 949,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
06 - Montréal	6 107 166,50 \$	525 024,50 \$	0,00 \$	0,00 \$
07 - Outaouais	543 522,00 \$	8 803,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	561 477,00 \$	6 227,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
09 - Côte-Nord	342 075,50 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
10 - Nord-du-Québec	40 600,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	387 174,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
12 - Chaudière-Appalaches	642 509,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
13 - Laval	406 985,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
14 - Lanaudière	914 902,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	14 000,00 \$
15 - Laurentides	762 220,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
16 - Montérégie	1 688 384,00 \$	15 068,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
17 - Centre-du-Québec	583 805,00 \$	26 075,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
TOTAL	18 089 370,50 \$	706 461,50 \$	0,00 \$	14 000,00 \$

Total des subventions versées:

18 809 832,00 \$

REPG : Soutien financier à des recherches et des études en lien avec la mise en œuvre de la Politique gouvernementale

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
Le 28 février 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de ficheRP46-A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour pour 2010-2011.
--------------	--

VOLET	Promotion des droits
Région	01 - Bas-Saint-Laurent
Nom de l'organisme	Subventions versées

A.L.E.S.E Abattons les échelons socio-économiques	41 615,00 \$
Action chômage Kamouraska inc.	42 630,00 \$
Action populaire Rimouski-Neigette	32 480,00 \$
Association coopérative d'économie familiale (ACEF) de la péninsule	50 750,00 \$
Association coopérative d'économie familiale du Grand-Portage	50 676,00 \$
Association coopérative d'économie familiale Rimouski-Neigette et Mitis	50 750,00 \$
Association pour la défense des droits sociaux du Kamouraska (ADDS-Kamouraska)	30 000,00 \$
Comité logement Rimouski-Neigette	30 000,00 \$
Fédération pour personnes handicapées du K.R.T.B. inc.	70 997,00 \$
P.L.A.I.D.B.F. Promotion, lutte aide intervention en défense de droits du Bas du Fleuve région 01	88 305,00 \$
Regroupement des assistées sociales et assistés sociaux du Témiscouata	30 000,00 \$
Regroupement des organismes de personnes handicapées du Bas-du-Fleuve (ROPHBF)	65 869,00 \$
Table de concertation des groupes de femmes Bas-Saint-Laurent	57 855,00 \$
	<u>641 927,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de ficheRP46-A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour pour 2010-2011.
--------------	--

VOLET	Promotion des droits	
Région	02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	
Nom de l'organisme		Subventions versées
Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) Jonquière		26 335,50 \$
Association québécoise pour la défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) section Alma inc.		30 000,00 \$
Association québécoise pour la défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) section St-Félicien		30 000,00 \$
Association québécoise pour la défense des retraités et pré-retraités (section Chicoutimi)		45 675,00 \$
Comité des droits sociaux d'Alma		45 675,00 \$
Groupe de promotion et de défense des droits en santé mentale de la région 02 inc.		88 305,00 \$
Groupement des organismes des personnes handicapées du Saguenay		65 869,00 \$
L.A.S.T.U.S.E. du Saguenay (Lieu d'actions et de services travaillant dans l'unité avec les sans-emploi)		45 675,00 \$
La ligue des droits et libertés de la personne du Saguenay Lac-St-Jean inc.		41 615,00 \$
Les gens oubliés de Notre-Dame-d'Hébertville inc.		42 630,00 \$
Loge m'entraide		45 675,00 \$
Mouvement action chômage Lac-St-Jean		30 000,00 \$
Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Saguenay-Lac St-Jean- Chibougamau-Chapais		62 908,00 \$
Recif-02		57 855,00 \$
Regroupement des usagers du transport adapté et collectif du Saguenay		50 750,00 \$
Service budgétaire et communautaire de Chicoutimi		30 881,00 \$
Service budgétaire et communautaire de Jonquière		30 000,00 \$
Service budgétaire Lac-Saint-Jean-Est		45 615,00 \$
Service budgétaire populaire de St-Félicien		30 000,00 \$
		<u>845 463,50 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de ficheRP46-A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour pour 2010-2011.
--------------	--

VOLET	Promotion des droits
Région	03 - Capitale-Nationale
Nom de l'organisme	Subventions versées
Accès transports viables-regroupement des utilisateurs et utilisatrices des transports collectifs et alternatifs du Québec métropolitain	42 630,00 \$
Action-Chômage de Québec	42 630,00 \$
Alliance québécoise des regroupements régionaux pour l'intégration des personnes handicapées	135 638,00 \$
Association des grands-parents du Québec	30 000,00 \$
Association pour la défense des droits sociaux Québec métropolitain (ADDSQM)	55 102,00 \$
Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) Québec inc.	53 335,00 \$
Auto-Psy (région de Québec)	88 305,00 \$
Bureau d'animation et information logement du Québec métropolitain (BAIL) inc.	49 965,00 \$
Carrefour d'animation et de participation à un monde ouvert (CAPMO) inc.	30 000,00 \$
Centre d'information et de recherche en consommation de Charlevoix Ouest	42 630,00 \$
Comité des citoyens du quartier Saint-Sauveur	47 208,00 \$
Comité logement d'aide aux locataires	30 000,00 \$
Comité populaire St-Jean-Baptiste	42 630,00 \$
Groupe de défense des droits des détenus de Québec	30 000,00 \$
Groupe de recherche en animation et planification économique (GRAPE)	41 281,00 \$
L'association coopérative d'économie familiale de Québec	70 897,00 \$
Le comité d'action des personnes vivant des situations de handicap (CAPVISH)	80 370,00 \$
Le mouvement "Personne d'abord" du Québec métropolitain	95 381,00 \$
Les amis et amies de la terre de Québec	38 580,00 \$
Ligue des droits et libertés - section de Québec	41 615,00 \$
Mouvement action-chômage de Charlevoix inc.	42 630,00 \$
Nature Québec	61 050,00 \$
Regroupement d'éducation populaire en action communautaire des régions de Québec et Chaudière-Appalaches (RÉPAC-03-12)	86 348,00 \$
Regroupement des femmes sans emploi du nord de Québec	96 559,00 \$
Regroupement des groupes de femmes de la région de la Capitale-Nationale (Portneuf-Québec-Charlevoix)	57 855,00 \$
Regroupement des organismes de personnes handicapées de la région 03 (ROP 03)	96 319,00 \$
	<u>1 528 958,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de ficheRP46-A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour pour 2010-2011.
--------------	--

VOLET	Promotion des droits	
Région	04 - Mauricie	
Nom de l'organisme		Subventions versées
Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et pré-retraitées (A.Q.D.R.) section Trois-Rivières inc.		30 000,00 \$
Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (AQDR) section Mékinac		23 582,00 \$
Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées, A.Q.D.R. section Shawinigan		30 000,00 \$
Association québécoise de la défense des droits des retraités et pré-retraités Des Chenaux (A.Q.D.R.)		30 000,00 \$
ATTAM Association des travailleurs et travailleuses accidentés de la Mauricie		42 630,00 \$
Comité d'action des non-syndiqué-es de Trois-Rivières inc.		45 675,00 \$
Comité logement Trois-Rivières inc.		45 675,00 \$
Comité pour la défense des droits sociaux La Tuque		45 675,00 \$
Comité régional de promotion et de sensibilisation en déficience intellectuelle région 04 inc.		30 000,00 \$
Groupe pour la défense des droits sociaux de Trois-Rivières & Trois-Rivières Ouest inc.		55 104,00 \$
Mouvement action-chômage Des Chenaux inc.		30 000,00 \$
Mouvement action-chômage Trois-Rivières		45 675,00 \$
Mouvement personne d'abord région Mauricie		47 814,00 \$
R.D.D.S. (Shawinigan) inc.		50 453,00 \$
Regroupement des organismes d'éducation populaire autonome de la Mauricie		42 630,00 \$
Regroupement d'organismes de promotion pour personnes handicapées - région Mauricie		96 670,00 \$
Solidarité régionale d'aide et d'accompagnement pour la défense des droits en santé mentale du Centre-du-Québec/Mauricie		88 305,00 \$
Table de concertation «Abus auprès des aînés» de la Mauricie		34 : 10,00 \$
Table de concertation du mouvement des femmes de la Mauricie		57 855,00 \$
		<u>872 253,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de ficheRP46-A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour pour 2010-2011.
--------------	--

VOLET	Promotion des droits	
Région	05 - Estrie	
Nom de l'organisme		Subventions versées
Action-Handicap Estrie		65 869,00 \$
Association coopérative d'économie familiale de l'Estrie		49 831,00 \$
Association des locataires de Sherbrooke		45 675,00 \$
Association des personnes handicapées de la MRC de Coaticook		30 000,00 \$
Association des personnes handicapées visuelles de l'Estrie		39 346,00 \$
Collectif pour le libre choix de Sherbrooke		45 675,00 \$
Collectif régional d'éducation sur les médias d'information		30 000,00 \$
Comité des travailleurs accidentés de l'Estrie inc.		62 098,00 \$
Concertaction femmes Estrie		57 855,00 \$
Conseil des aveugles de Memphrémagog		15 000,00 \$
Fédération des communautés culturelles de l'Estrie		15 000,00 \$
Han-Droits L'association de promotion et de défense des droits des personnes handicapées de la région Memphrémagog		42 630,00 \$
Illusion-Emploi de l'Estrie		42 630,00 \$
L'action plus de Sherbrooke inc.		45 675,00 \$
L'association québécoise pour la défense des retraités et retraitées, pré-retraités et pré-retraitées (A.Q.D.R.) section Sherbrooke		42 630,00 \$
L'association québécoise pour la défense des retraités et retraitées, pré-retraités et pré-retraitées (A.Q.D.R.) section Memphrémagog		45 680,00 \$
Ligue des droits et libertés (section Estrie)		41 615,00 \$
Mouvement des chômeurs de l'Estrie inc.		46 429,00 \$
Promotion et défense des droits en santé mentale de l'Estrie (PRO-DEF)		88 305,00 \$
Promotion Handicap Estrie inc.		60 213,00 \$
Regroupement des usagers du transport adapté de Sherbrooke métropolitain		60 496,00 \$
Service budgétaire populaire de l'Estrie inc.		49 445,00 \$
Service budgétaire populaire Des sources		59 421,00 \$
Solidarité populaire Estrie		45 675,00 \$
Table d'action contre l'appauvrissement de l'Estrie		41 615,00 \$
Table ronde des OVEP de l'Estrie		51 141,00 \$
		<u>1 219 949,00 \$</u>

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
Le 28 février 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de ficheRP46-A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour pour 2010-2011.
--------------	--

VOLET	Promotion des droits	
Région	06 - Montréal	
Nom de l'organisme		Subventions versées
"Action-Autonomie" Le collectif pour la défense des droits en santé mentale de Montréal		88 305,00 \$
Action des femmes handicapées (Montréal)		47 630,00 \$
Action dignité de Saint-Léonard		30 000,00 \$
Action travail des femmes du Québec inc.		30 000,00 \$
Alliance des regroupements des usagers du transport adapté du Québec (ARUTAQ)		79 280,00 \$
Association coopérative d'économie familiale de l'est de Montréal		53 613,00 \$
Association coopérative d'économie familiale du Centre de Montréal		68 122,00 \$
Association coopérative d'économie familiale du nord de Montréal		72 980,00 \$
Association coopérative d'économie familiale du sud-ouest de Montréal		47 453,00 \$
Association des aides familiales du Québec		50 750,00 \$
Association des consommateurs pour la qualité dans la construction		25 708,00 \$
Association des locataires de Villera y inc.		63 983,00 \$
Association pour la défense des droits sociaux du Montréal métropolitain (A.D.D.S.M.M.)		42 630,00 \$
Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) inc.		144 960,00 \$
Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) section Rivière-des-Prairies inc.		30 000,00 \$
Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) section Rosemont inc.		15 000,00 \$
Association québécoise de la défense des droits des retraités et retraitées, préretraités et préretraitées (A.Q.D.R.) Saint-Michel inc.		38 750,00 \$
Association québécoise des étudiants ayant des incapacités au post-secondaire (AQEIPS)		62 558,00 \$
Association québécoise des personnes de petite taille inc.		74 738,00 \$
Association québécoise Plaidoyer-Victimes		42 480,00 \$
Au bas de l'échelle inc.		42 630,00 \$
BRAS Villera y		41 615,00 \$
Centre d'aide aux travailleurs et travailleuses accidentés de Montréal inc.		35 044,50 \$
Centre québécois pour la déficience auditive		117 363,00 \$
Coalition des associations de consommateurs du Québec		52 486,00 \$
Coalition des familles homoparentales		40 000,00 \$
Coalition des organismes communautaires pour le développement de la main-d'oeuvre		90 000,00 \$
Comité chômage de Montréal		55 782,00 \$
Comité d'action de Parc Extension		30 000,00 \$
Comité d'action des citoyennes et citoyens de Verdun inc.		34 558,00 \$
Comité de base pour l'action et l'information sur le logement social d'Hochelaga-Maisonneuve		45 675,00 \$
Comité de logement Rosemont		24 535,00 \$
Comité des droits sociaux du sud-ouest de Montréal		30 000,00 \$
Comité des personnes assistées sociales de Pointe-St-Charles Montréal		70 733,00 \$
Comité des sans emploi de Pointe St-Charles		30 000,00 \$

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
Le 28 février 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de ficheRP46-A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2010-2011.
--------------	---

VOLET	Promotion des droits	
Région	06 - Montréal	
Nom de l'organisme		Subventions versées
Comité du logement du Plateau Mont-Royal inc.		33 540,00 \$
Comité logement Ahuntsic-Cartierville		49 429,00 \$
Comité logement de La Petite Patrie inc.		30 000,00 \$
Comité logement Ville-Marie de Montréal		66 564,00 \$
Comité régional des associations pour la déficience intellectuelle (région 06 A)		98 111,00 \$
Comité-Chômage de l'est de Montréal		50 750,00 \$
Confédération des organismes de personnes handicapées du Québec (COPHAN)		132 443,00 \$
Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail (CIAFT) du Québec inc.		26 417,50 \$
Conseil national des chômeurs et chômeuses		30 000,00 \$
Conseil pour la protection des malades (CPM)		68 394,00 \$
Conseil québécois des gais et lesbiennes (CQGL)		50 750,00 \$
Eau secours! La coalition québécoise pour une gestion responsable de l'eau		45 788,00 \$
Entraide logement Hochelaga-Maisonneuve		45 675,00 \$
Ex aequo		135 813,00 \$
F.R.O.N.T. Femmes regroupées en options non traditionnelles		50 750,00 \$
Fédération des associations de familles monoparentales et recomposées du Québec		243 600,00 \$
Fédération des femmes du Québec		74 881,00 \$
Fédération des locataires d'habitations à loyer modique du Québec		108 554,00 \$
Fédération québécoise de l'autisme et des autres troubles envahissants du développement		153 908,00 \$
Fondation Émergence inc.		20 000,00 \$
Forum des citoyens aînés de Montréal		63 272,00 \$
Front commun des assistés sociaux du Québec inc.		60 342,00 \$
Front commun québécois pour une gestion écologique des déchets		45 788,00 \$
Front d'action populaire en réaménagement urbain FRAPRU inc.		114 090,00 \$
Groupe-Ressource du Plateau Mont-Royal		49 272,00 \$
Infologis de l'est de l'île de Montréal		49 734,00 \$
Jeunesse ouvrière chrétienne nationale du Québec		24 356,50 \$
Jeunesse ouvrière chrétienne région de Montréal		15 000,00 \$
Kéroul		100 113,00 \$
La fédération des mouvements personne d'abord du Québec inc.		107 725,00 \$
La fondation pour aider les travailleuses et les travailleurs accidentés (F.A.T.A.)		59 150,00 \$
La ligue des droits et libertés		69 935,00 \$
La ligue des Noirs du Québec		41 615,00 \$
L'assemblée des travailleurs et travailleuses accidentés du Québec (A.T.T.A.Q.)		45 675,00 \$
L'association des groupes d'interventions en défense de droits en santé mentale du Québec		93 380,00 \$
L'association féminine d'éducation et d'action sociale		108 200,00 \$
Le réseau québécois des groupes écologistes		61 050,00 \$

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
Le 28 février 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de ficheRP46-A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour pour 2010-2011.
--------------	--

VOLET	Promotion des droits
Région	06 - Montréal
Nom de l'organisme	Subventions versées

Les frères et soeurs d'Émile Nelligan	60 528,00 \$
Ligue des femmes du Québec	30 000,00 \$
Mouvement action justice	34 510,00 \$
Mouvement action-chômage de Montréal inc.	30 000,00 \$
Mouvement autonome et solidaire des sans-emploi	42 630,00 \$
Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec inc.	138 908,00 \$
Mouvement des personnes d'abord de Montréal	28 575,00 \$
Mouvement des travailleurs chrétiens (M.T.C.)	9 417,50 \$
Organisation d'aide aux sans-emploi (ODAS - Montréal)	30 000,00 \$
Organisation d'éducation et d'information logement de Côte des Neiges	31 870,00 \$
Organisation populaire des droits sociaux-région Montréal (O.P.D.S.-R.M.)	30 000,00 \$
P.O.P.I.R. inc.	53 984,00 \$
Regroupement des associations de personnes traumatisées cranio-cérébrales du Québec	30 000,00 \$
Regroupement des aveugles et amblyopes du Montréal métropolitain RAAMM	134 429,50 \$
Regroupement des aveugles et amblyopes du Québec (RAAQ)	114 365,00 \$
Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec	118 808,00 \$
Regroupement des organismes de promotion du Montréal métropolitain	98 111,00 \$
Regroupement des usagers du transport adapté et accessible de l'île de Montréal	79 504,00 \$
Regroupement information-logement de Pointe-St-Charles	56 527,00 \$
Réseau des lesbiennes du Québec (RLQ)	50 243,00 \$
Services juridiques communautaires de Pointe-St-Charles et Petite Bourgogne inc.	30 000,00 \$
Société logique inc.	75 347,00 \$
Table de concertation sur la faim et le développement social du Montréal métropolitain	51 765,00 \$
Table des groupes de femmes de Montréal	57 855,00 \$
Table régionale des organismes volontaires d'éducation populaire de Montréal	64 227,00 \$
Transport 2000 Québec	42 630,00 \$
Union des consommateurs	58 756,00 \$
Union des travailleurs et travailleuses accidentés de Montréal (U.T.T.A.M.)	50 750,00 \$
	<u>6 107 166,50 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de ficheRP46-A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour pour 2010-2011.
--------------	--

VOLET	Promotion des droits	
Région	07 - Outaouais	
<i>Nom de l'organisme</i>		<i>Subventions versées</i>
Action santé Outaouais		45 675,00 \$
Assemblée des groupes de femmes d'interventions régionales (AGIR)		57 855,00 \$
Association de solidarité et d'entraide communautaire de la Haute-Gatineau		42 630,00 \$
Association des personnes handicapées visuelles de l'Outaouais		30 000,00 \$
Droits-Accès de l'Outaouais		88 305,00 \$
L'association coopérative d'économie familiale de l'Outaouais		70 351,00 \$
L'association pour la défense des droits sociaux de Gatineau		42 630,00 \$
Logement occupe		57 577,00 \$
Regroupement des associations de personnes handicapées de l'Outaouais (R.A.P.H.O.)		65 869,00 \$
Table-Ronde des organismes volontaires d'éducation populaire de l'Outaouais		42 630,00 \$
		<u>543 522,00 \$</u>

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
Le 28 février 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de ficheRP46-A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour pour 2010-2011.
--------------	--

VOLET	Promotion des droits	
Région	08 - Abitibi-Témiscamingue	
Nom de l'organisme		Subventions versées
AQDR-MRC Rouyn-Noranda		30 000,00 \$
Association de défense des droits sociaux de la Vallée de l'Or		34 510,00 \$
Association pour personnes handicapées visuelles de l'Abitibi-Témiscamingue		30 000,00 \$
Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (AQDR) section valdorienne		15 000,00 \$
L'association coopérative d'économie familiale de l'Abitibi-Témiscamingue		53 658,00 \$
L'association des travailleuses et des travailleurs accidentés de l'Abitibi-Témiscamingue		30 000,00 \$
R.A.I.D.D. - A.T. Ressource d'aide et d'informations en défense des droits de l'Abitibi-Témiscamingue inc.		88 305,00 \$
R.E.P.A.S. de Rouyn-Noranda		41 615,00 \$
Regroupement d'associations de personnes handicapées de l'Abitibi-Témiscamingue, R.A.P.H.A.T.		65 869,00 \$
Regroupement de femmes de l'Abitibi-Témiscamingue		57 855,00 \$
Regroupement d'éducation populaire d'Abitibi-Témiscamingue (REPAT)		56 285,00 \$
Regroupement des sans emplois de l'Abitibi-Témiscamingue		58 380,00 \$
		<u>561 477,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de ficheRP46-A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2010-2011.
--------------	---

VOLET	Promotion des droits
Région	09 - Côte-Nord
Nom de l'organisme	Subventions versées

Groupe Nord côtier de défense des droits en santé mentale	44 152,50 \$
L'association pour la protection des intérêts des consommateurs de la Côte-Nord inc.	52 536,00 \$
Le centre de recherche et d'information en consommation (C.R.I.C.), Port-Cartier	52 833,00 \$
Regroupement des femmes de la Côte-Nord inc.	66 356,00 \$
Table de concertation des associations de personnes handicapées de la Côte-Nord (La C.A.P.H.)	76 738,00 \$
Table des groupes populaires de Baie-Comeau-Hauterive	49 460,00 \$
	<u>342 075,50 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de ficheRP46-A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour pour 2010-2011.
--------------	--

VOLET	Promotion des droits
Région	10 - Nord-du-Québec
Nom de l'organisme	Subventions versées

Comité condition féminine Baie-James

40 600,00 \$

40 600,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de ficheRP46-A

Titre Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour pour 2010-2011.

VOLET Promotion des droits

Région 11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine

Nom de l'organisme

Subventions versées

Droits devant	41 615,00 \$
Droits et recours en santé mentale, Gaspésie-Les-Îles	100 485,00 \$
FADOQ région Gaspésie Îles-de-la-Madeleine	30 000,00 \$
La démêlée	45 675,00 \$
La table de concertation des groupes de femmes de la Gaspésie et des Îles	57 855,00 \$
Mouvement action chômage Pabok inc.	42 630,00 \$
Regroupement des associations des personnes handicapées de la Gaspésie (Îles-de-la-Madeleine)	68 914,00 \$
	<u>387 174,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de ficheRP46-A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour pour 2010-2011.
--------------	--

VOLET	Promotion des droits
Région	12 - Chaudière-Appalaches
Nom de l'organisme	Subventions versées

Aide aux travailleurs accidentés, ATA	88 587,00 \$
AQDR Montmagny-L'Islet	30 000,00 \$
Association coopérative d'économie familiale Amiante - Beauce - Etchemins	105 876,00 \$
Association coopérative d'économie familiale Lévis-Lauzon	53 197,00 \$
Association de défense des droits sociaux (A.D.D.S.) de la Rive-Sud	30 000,00 \$
Comité d'appui aux travailleurs et travailleuses accidentés de la région de L'Amiante	53 225,00 \$
Corporation de défense de droits sociaux de Lotbinière inc.	39 595,00 \$
La section Lévis-Rive-Sud de l'A.Q.D.R.	30 000,00 \$
L'A-Droit de Chaudière-Appalaches	88 305,00 \$
Regroupement des associations de personnes handicapées région Chaudière-Appalaches	65 869,00 \$
Réseau des groupes de femmes Chaudière-Appalaches	57 855,00 \$
	<u>642 509,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de ficheRP46-A

Titre Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour pour 2010-2011.

VOLET Promotion des droits

Région 13 - Laval

Nom de l'organisme

Subventions versées

ALTA (Association lavalloise pour le transport adapté) inc.	76 029,00 \$
Association coopérative d'économie familiale de l'île Jésus	30 000,00 \$
Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (AQDR) Laval	37 910,00 \$
L'en-droit de Laval	88 305,00 \$
Regroupement des organismes de promotion de personnes handicapées de Laval (ROPPhL)	86 886,00 \$
Table de concertation de Laval en condition féminine	57 855,00 \$
Table de concertation en violence conjugale et agressions à caractère sexuel de Laval inc.	30 000,00 \$
	<u>406 985,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de ficheRP46-A

Titre Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour pour 2010-2011.

VOLET Promotion des droits

Région 14 - Lanaudière

Nom de l'organisme

Subventions versées

Action dignité Lanaudière	38 570,00 \$
Action populaire des Moulins	38 701,00 \$
Association coopérative d'économie familiale de la région Lanaudière	105 092,00 \$
Association des personnes handicapées visuelles du sud de Lanaudière	47 954,00 \$
Association des travailleurs et travailleuses accidentés du Matawin	45 675,00 \$
Association des travailleurs, travailleuses accidentés de Joli-Mont	42 630,00 \$
Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) section des Moulins inc.	39 434,00 \$
Association québécoise de la fibromyalgie	57 855,00 \$
Association québécoise pour la défense des droits des retraités et pré-retraités (A.Q.D.R.) section Brandon	48 895,00 \$
Groupe d'information et de défense des droits sociaux de Ste-Julienne	42 090,00 \$
Le mouvement des personnes d'abord de Joliette	50 081,00 \$
Mouvement d'éducation populaire autonome de Lanaudière (M.E.P.A.L.)	57 055,00 \$
Pleins droits de Lanaudière inc.	88 305,00 \$
Regroupement des usagers de transport adapté de Lanaudière	48 517,00 \$
Table de concertation des groupes de femmes de Lanaudière	57 855,00 \$
Table de concertation régionale des associations de personnes handicapées de Lanaudière	106 193,00 \$
	<u>914 902,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de ficheRP46-A

Titre Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour pour 2010-2011.

VOLET Promotion des droits

Région 15 - Laurentides

Nom de l'organisme

Subventions versées

Association coopérative d'économie familiale des Basses-Laurentides	92 472,00 \$
Association de promotion et d'éducation en logement	30 000,00 \$
Carrefour d'actions populaires de St-Jérôme	77 705,00 \$
Droits et obligations des sans emploi	45 675,00 \$
Droits et recours Laurentides inc.	88 305,00 \$
Mouvement des personnes d'abord de Lachute	30 000,00 \$
Mouvement personne d'abord de Sainte-Thérèse	40 600,00 \$
Mouvement personne d'abord de Saint-Eustache	40 600,00 \$
Mouvement personne d'abord de Ste-Agathe-des-Monts	34 884,00 \$
Mouvement personne d'abord de St-Jérôme et ses environs	30 000,00 \$
Regroupement des usagers du transport adapté et collectif de la MRC Rivière-du-Nord (RUTAC MRC RDN)	30 000,00 \$
Regroupement pour la concertation des personnes handicapées des Laurentides	76 019,00 \$
Regroupement pour les droits des assistés sociaux, Mont-Laurier	30 250,00 \$
Réseau des femmes des Laurentides	57 855,00 \$
Réseau des tables régionales de groupes de femmes du Québec	57 855,00 \$
	<u>762 220,00 \$</u>

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
Le 28 février 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de ficheRP46-A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2010-2011.	
VOLET	Promotion des droits	
Région	16 - Montérégie	
Nom de l'organisme		Subventions versées
Association coopérative d'économie familiale de la Rive-Sud		67 184,00 \$
Association coopérative d'économie familiale du Haut St-Laurent		58 781,00 \$
Association coopérative d'économie familiale Montérégie-Est		65 551,00 \$
Association des usagers du transport adapté de Longueuil (AUTAL)		62 310,00 \$
Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) section Haut-Richelieu		30 000,00 \$
Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.), section Granby inc.		30 000,00 \$
Carrefour de développement social par l'éducation populaire (CDSEP)		108 065,00 \$
Centre d'information, de références et de services (CIRS) inc.		42 630,00 \$
Collectif d'action populaire Richelieu-Yamaska		30 000,00 \$
Collectif de défense des droits de la Montérégie		88 305,00 \$
Comité chômage du Haut-Richelieu		58 630,00 \$
Comité logement Beauharnois		34 510,00 \$
Comité logement de Valleyfield		45 675,00 \$
Comité logement social de Roussillon		61 460,00 \$
Comité-Logement Montérégie inc.		56 840,00 \$
Dynamique des handicapés de Granby et région inc.		42 630,00 \$
Groupe des associations de personnes handicapées de la rive-sud de Montréal inc.		97 875,00 \$
Groupe des associations de personnes handicapées du Richelieu-Yamaska		67 446,00 \$
Inclusion: Regroupement d'aide aux personnes bénéficiaires de la sécurité du revenu et à faibles revenus du Haut-Richelieu		42 630,00 \$
L'association Action-Plus Brome-Missisquoi inc.		55 188,00 \$
Le centre d'information communautaire de St-Hyacinthe		39 872,00 \$
Mouvement action chômage de St-Hyacinthe		50 750,00 \$
Mouvement action chômage Longueuil inc.		15 000,00 \$
Organisation populaire des droits sociaux de Valleyfield		45 675,00 \$
Regroupement des assistés sociaux du Bas-Richelieu		49 735,00 \$
Regroupement des chômeurs et chômeuses de la région Sorel-Tracy inc.		45 675,00 \$
Regroupement des usagers du transport adapté de Châteauguay (RUTAC)		30 000,00 \$
Regroupement des usagers du transport adapté et collectif du Haut-Richelieu		47 705,00 \$
Regroupement maskoutain des utilisateurs du transport adapté		50 750,00 \$
Réseau d'information et d'aide aux personnes assistées sociales de Châteauguay (R.I.A.P.A.S.)		45 675,00 \$
Table de concertation des groupes de femmes de la Montérégie		57 855,00 \$
Table régionale des organismes volontaires d'éducation populaire de la Montérégie (T.R.O.V.E.P.)		63 982,00 \$
		<u>1 688 384,00 \$</u>

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
Le 28 février 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de ficheRP46-A

Titre Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour pour 2010-2011.

VOLET Promotion des droits

Région 17 - Centre-du-Québec

Nom de l'organisme

Subventions versées

A.Q.D.R. Centre-du-Québec inc.	42 630,00 \$
Association coopérative d'économie familiale (ACEF) des Bois-Francis	64 056,00 \$
Association des groupes d'éducation populaire autonome, Centre-du-Québec	56 507,00 \$
Association des locataires des Bois-Francis	42 630,00 \$
C.D.P.A.S.-VICTO (Comité pour les droits des personnes assistées sociales)	23 200,00 \$
La table de concertation du mouvement des femmes Centre du Québec	57 855,00 \$
Le regroupement des sans-emploi de la MRC de L'Érable	41 615,00 \$
Mouvement des personnes d'abord de Drummondville	50 750,00 \$
R.D.D.S. Regroupement de défense des droits sociaux du district de Drummond	42 630,00 \$
Regroupement des sans-emplois de Victoriaville	53 433,00 \$
Regroupement d'organismes de personnes handicapées du Centre-du-Québec (région 17)	65 869,00 \$
Regroupement pour la défense des droits sociaux (R.D.D.S.) de la région de Nicolet inc.	42 630,00 \$
	<u>583 805,00 \$</u>

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
Le 28 février 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de ficheRP46-A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour pour 2010-2011.		
VOLET	Soutien financier à des organismes multisectoriels confiés au SACAIS		
Région	01 - Bas-Saint-Laurent		
Nom de l'organisme		Subventions versées	
Regroupement des comités d'éducation de la Matapédia (R.E.C.E.M.)			21 309,00 \$
			<u>21 309,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de ficheRP46-A

Titre Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour pour 2010-2011.

VOLET Soutien financier à des organismes multisectoriels confiés au SACAIS

Région 03 - Capitale-Nationale

Nom de l'organisme

Subventions versées

Comité régional d'éducation populaire de Portneuf	6 435,00 \$
Comptoir communautaire Saint-Joseph	12 000,00 \$
Conseil social et communautaire de Charlevoix inc.	7 010,00 \$
Corporation de développement communautaire du Grand Charlesbourg	20 000,00 \$
Les récollets inc.	8 510,00 \$
Réseau québécois de développement social	50 000,00 \$
	<u>103 955,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de ficheRP46-A

Titre Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés, ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour pour 2010-2011.

VOLET Soutien financier à des organismes multisectoriels confiés au SACAIS

Région 06 - Montréal

Nom de l'organisme

Subventions versées

Corporation de développement communautaire action solidarité Grand Plateau	15 000,00 \$
Corporation de développement communautaire de Côte-des-Neiges	2 024,50 \$
Opération surveillance Anjou (OSA)	8 000,00 \$
Réseau de l'action bénévole du Québec	200 000,00 \$
Réseau québécois de l'action communautaire autonome	260 000,00 \$
Solidarité Saint-Henri	15 000,00 \$
Solidarité Villeray	25 000,00 \$
	<u>525 024,50 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de ficheRP46-A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour pour 2010-2011.
--------------	--

VOLET	Soutien financier à des organismes multisectoriels confiés au SACAIS	
Région	07 - Outaouais	
Nom de l'organisme		Subventions versées

Le centre d'artisanat et de soutien à la famille d'Otter Lake

8 803,00 \$

8 803,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de ficheRP46-A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour pour 2010-2011.
--------------	--

VOLET	Soutien financier à des organismes multisectoriels confiés au SACAIS	
Région	08 - Abitibi-Témiscamingue	
Nom de l'organisme		Subventions versées

Comité d'éducation pop de Rivière-Héva

6 227,00 \$

6 227,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de ficheRP46-A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour pour 2010-2011.
--------------	--

VOLET	Soutien financier à des organismes multisectoriels confiés au SACAIS	
Région	16 - Montérégie	
Nom de l'organisme		Subventions versées

Maison d'animation populaire de Sorel incorporée

15 068,00 \$

15 068,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de ficheRP46-A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour pour 2010-2011.		
VOLET	Soutien financier à des organismes multisectoriels confiés au SACAIS		
Région	17 - Centre-du-Québec		
Nom de l'organisme		Subventions versées	

Les groupes populaires associés de Drummond inc.

26 075,00 \$

26 075,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de ficheRP46-A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour pour 2010-2011.		
VOLET	Soutien financier à des recherches et des études en lien avec la mise en oeuvre de la Politique gouvernementale		
Région	14 - Lanaudière		
Nom de l'organisme		Subventions versées	
Centre d'études sur l'action communautaire et bénévole			14 000,00 \$
			<u>14 000,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche RP46-A

Titre Liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2010-2011.

Répartition régionale

Fonds québécois d'initiatives sociales

ÉTAT DES SUBVENTIONS VERSEES PAR RÉGION

RÉGIONS	
01 - Bas-Saint-Laurent	63 000,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	137 034,00 \$
03 - Capitale-Nationale	252 395,00 \$
04 - Mauricie	105 000,00 \$
05 - Estrie	143 873,20 \$
06 - Montréal	8 455 200,00 \$
07 - Outaouais	143 000,00 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	63 000,00 \$
09 - Côte-Nord	63 000,00 \$
10 - Nord-du-Québec	63 000,00 \$
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	67 406,50 \$
12 - Chaudière-Appalaches	143 000,00 \$
13 - Laval	148 000,00 \$
14 - Lanaudière	223 000,00 \$
15 - Laurentides	63 000,00 \$
16 - Montérégie	1 280 214,80 \$
17 - Centre-du-Québec	223 000,00 \$
TOTAL	11 636 123,50 \$

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
Le 28 février 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche RP46-A

Titre		Liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2010-2011.
Région	01 - Bas-Saint-Laurent	
Nom de l'organisme		Subventions versées
Conférence régionale des éluEs du Bas-Saint-Laurent		63 000,00 \$
		<u>63 000,00 \$</u>

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
Le 28 février 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche RP46-A

Titre	Liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2010-2011.
--------------	--

Région	02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	
Nom de l'organisme		Subventions versées
Accès-Travail-Femmes inc.		71 534,00 \$
Conférence régionale des élus du Saguenay-Lac-Saint-Jean		63 000,00 \$
Municipalité régionale de comté le Fjord-du-Saguenay		1 290,00 \$
Ville de Saguenay		1 210,00 \$
		<u>137 034,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche RP46-A

Titre	Liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2010-2011.
--------------	--

Région	03 - Capitale-Nationale	
Nom de l'organisme		Subventions versées
CDÉC de Québec		13 500,00 \$
Centre local de développement de la MRC de Charlevoix-Est inc.		13 500,00 \$
Centre-Étape, Atelier de formation pour les femmes inc.		80 000,00 \$
Conférence régionale des élus de la Capitale-Nationale		63 000,00 \$
Le pignon bleu, La maison pour grandir		20 000,00 \$
Municipalité régionale de comté de Portneuf		15 000,00 \$
Réseau québécois de villes et villages en santé		15 000,00 \$
Ville de Québec (Arrondissement Beauport)		15 000,00 \$
Ville de Québec (Arrondissement de Limoilou)		2 395,00 \$
Ville de Québec (Arrondissement de Limoilou)		15 000,00 \$
		<u>252 395,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche RP46-A

Titre	Liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2010-2011.
--------------	--

Région	04 - Mauricie	
Nom de l'organisme		Subventions versées
Centre de la femme - Rond point de la Mauricie		40 000,00 \$
Conférence régionale des élus de la Mauricie		63 000,00 \$
Corporation de développement communautaire des Chenaux		2 000,00 \$
		<u>105 000,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche RP46-A

Titre	Liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2010-2011.
--------------	--

Région	05 - Estrie
Nom de l'organisme	Subventions versées

Centre d'intégration au marché de l'emploi (CIME)	80 000,00 \$
Conférence régionale des élus de l'Estrie	63 000,00 \$
Corporation de développement communautaire (CDC) du Haut-Saint-François	873,20 \$
	<u>143 873,20 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche RP46-A

Titre Liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2010-2011.

Région 06 - Montréal

Nom de l'organisme

Subventions versées

Autonomie Jeunes Familles	250 000,00 \$
Fondation du Dr Julien	121 000,00 \$
Refuge de jeunes de Montréal	4 200,00 \$
SORIF inc.	80 000,00 \$
Ville de Montréal	8 000 000,00 \$
	<u>8 455 200,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche RP46-A

Titre	Liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2010-2011.
--------------	--

Région	07 - Outaouais
Nom de l'organisme	Subventions versées

Conférence régionale des élus de l'Outaouais	63 000,00 \$
Option femmes emploi	80 000,00 \$
	<u>143 000,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche RP46-A

Titre	Liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2010-2011.
--------------	--

Région	08 - Abitibi-Témiscamingue
Nom de l'organisme	Subventions versées

Conférence régionale des élus de l'Abitibi-Témiscamingue

63 000,00 \$

63 000,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche RP46-A

Titre	Liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2010-2011.
--------------	--

Région	09 - Côte-Nord
---------------	----------------

Nom de l'organisme	
---------------------------	--

Subventions versées

Conférence régionale des élus de la Côte-Nord

63 000,00 \$

<u>63 000,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche RP46-A

Titre		Liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2010-2011.
Région	10 - Nord-du-Québec	
Nom de l'organisme		Subventions versées
Conférence régionale des élus de la Baie-James		63 000,00 \$
		<u>63 000,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche RP46-A

Titre	Liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2010-2011.
--------------	--

Région	11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine
Nom de l'organisme	Subventions versées

Conférence régionale des élus de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	63 000,00 \$
Municipalité régionale de comté du Rocher-Percé	4 406,50 \$
	<u>67 406,50 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche RP46-A

Titre	Liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2010-2011.
--------------	--

Région	12 - Chaudière-Appalaches
Nom de l'organisme	Subventions versées

Conférence régionale des élus de la Chaudière-Appalaches

63 000,00 \$

Connexion Emploi ressources femmes

80 000,00 \$

143 000,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche RP46-A

Titre	Liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2010-2011.
--------------	--

Région	13 - Laval
Nom de l'organisme	Subventions versées

Conférence régionale des élus de Laval	63 000,00 \$
Dimension travail	80 000,00 \$
Le centre communautaire Val-Martin	5 000,00 \$
	<u>148 000,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche RP46-A

Titre	Liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2010-2011.
--------------	--

Région	14 - Lanaudière	
Nom de l'organisme		Subventions versées
Centre d'intégration professionnelle de Lanaudière		80 000,00 \$
Conférence régionale des élus Lanaudière		63 000,00 \$
La C.L.E.F., Centre Lanaudière d'emploi pour femmes		80 000,00 \$
		<u>223 000,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche RP46-A

Titre		Liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2010-2011.
Région	15 - Laurentides	
Nom de l'organisme		Subventions versées
Conférence régionale des élus des Laurentides		63 000,00 \$
		<u>63 000,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche RP46-A

Titre Liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2010-2011.

Région 16 - Montérégie

Nom de l'organisme

Subventions versées

Centre d'orientation et de formation pour femmes en recherche d'emploi (C.O.F.F.R.E.) inc.	80 000,00 \$
Centre local de développement de Vaudreuil-Soulanges	2 500,00 \$
Club des petits déjeuners du Québec	675 000,00 \$
Conférence régionale des élus de la Vallée-du-Haut-Saint-Laurent	63 000,00 \$
Conférence régionale des élus de Longueuil	63 000,00 \$
Conférence régionale des élus Montérégie Est	63 000,00 \$
Corporation de développement communautaire du Haut-Richelieu	2 500,00 \$
De soi à l'emploi	80 000,00 \$
Le sommet du millénaire de Montréal	150 000,00 \$
Service externe de main d'oeuvre Le jalon	80 000,00 \$
Transport adapté Omnibus	21 214,80 \$
	<u>1 280 214,80 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche RP46-A

Titre	Liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2010-2011.
--------------	--

Région	17 - Centre-du-Québec
Nom de l'organisme	Subventions versées

Conférence régionale des élus du Centre-du-Québec	63 000,00 \$
Les mutantes de Drummond inc.	80 000,00 \$
Services intégrés pour l'emploi	80 000,00 \$
	<u>223 000,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche RP46-A

Titre Liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2010-2011.

Répartition régionale

Programme de soutien financier en appui à la mission globale des Corporations de développement communautaire (CDC) intervenant dans la lutte contre la pauvreté confiés au MESS

ÉTAT DES SUBVENTIONS VERSÉES PAR RÉGION

RÉGIONS	
01 - Bas-Saint-Laurent	147 912,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	199 500,00 \$
03 - Capitale-Nationale	23 500,00 \$
04 - Mauricie	397 500,00 \$
05 - Estrie	375 000,00 \$
06 - Montréal	253 000,00 \$
07 - Outaouais	99 500,00 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	67 000,00 \$
12 - Chaudière-Appalaches	333 500,00 \$
13 - Laval	67 000,00 \$
15 - Laurentides	65 500,00 \$
16 - Montérégie	668 000,00 \$
17 - Centre-du-Québec	520 311,00 \$
TOTAL	3 217 223,00 \$

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
Le 28 février 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche RP46-A

Titre	Liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2010-2011.
--------------	--

Région	01 - Bas-Saint-Laurent
Nom de l'organisme	Subventions versées

Corporation de développement communautaire du K.R.T.B.	80 912,00 \$
Corporation de développement communautaire Vallée de la Matapédia	67 000,00 \$
	<u>147 912,00 \$</u>

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
Le 28 février 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche RP46-A

Titre	Liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2010-2011.
--------------	--

Région	02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean
---------------	------------------------------

Nom de l'organisme

Subventions versées

Corporation de développement communautaire du ROC	67 000,00 \$
Corporation de développement communautaire Lac Saint-Jean Est	65 500,00 \$
La corporation de développement communautaire des Deux-Rives	67 000,00 \$
	<hr/>
	199 500,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche RP46-A

Titre	Liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2010-2011.
--------------	--

Région	03 - Capitale-Nationale
Nom de l'organisme	Subventions versées

Corporation de développement communautaire de la Côte-de-Beaupré

23 500,00 \$

23 500,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche RP46-A

Titre	Liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2010-2011.
--------------	--

Région	04 - Mauricie
---------------	---------------

Nom de l'organisme

Subventions versées

Corporation de développement communautaire de la MRC de Maskinongé inc.	67 000,00 \$
Corporation de développement communautaire de Trois-Rivières	67 000,00 \$
Corporation de développement communautaire des-Chenaux	65 500,00 \$
Corporation de développement communautaire du Centre-de-la-Mauricie	65 500,00 \$
Corporation de développement communautaire du Haut St-Maurice (CDCHSM) inc.	65 500,00 \$
Corporation de développement communautaire Mékinac	67 000,00 \$
	<u>397 500,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche RP46-A

Titre Liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2010-2011.

Région 05 - Estrie

Nom de l'organisme

Subventions versées

Corporation de développement communautaire (CDC) des sources	67 000,00 \$
Corporation de développement communautaire (CDC) du Haut-Saint-François	65 500,00 \$
Corporation de développement communautaire de Sherbrooke	67 000,00 \$
Corporation de développement communautaire du Granit	67 000,00 \$
Corporation de développement communautaire du Val-Saint-François	41 500,00 \$
Corporation de développement communautaire Memphrémagog	67 000,00 \$
	<u>375 000,00 \$</u>

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
Le 28 février 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche RP46-A

Titre	Liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2010-2011.
--------------	--

Région	06 - Montréal	
Nom de l'organisme		Subventions versées
Corporation de développement communautaire action solidarité Grand Plateau		23 500,00 \$
Corporation de développement communautaire de Côte-des-Neiges		23 500,00 \$
Corporation de développement communautaire de Rivière-des-Prairies		65 500,00 \$
Corporation de développement communautaire de Rosemont inc.		32 000,00 \$
Corporation de développement communautaire du Centre-Sud de Montréal		41 500,00 \$
La CDC de la Pointe, région Est de Montréal		67 000,00 \$
		<u>253 000,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche RP46-A

Titre	Liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2010-2011.
--------------	--

Région	07 - Outaouais
Nom de l'organisme	Subventions versées

Corporation de développement communautaire de Pontiac

32 500,00 \$

Corporation de développement communautaire Rond Point

67 000,00 \$

99 500,00 \$

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
Le 28 février 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche RP46-A

Titre		Liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2010-2011.
Région	08 - Abitibi-Témiscamingue	
Nom de l'organisme		Subventions versées
Corporation de développement communautaire d'Amos		67 000,00 \$
		<u>67 000,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche RP46-A

Titre	Liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2010-2011.
--------------	--

Région	12 - Chaudière-Appalaches
---------------	----------------------------------

Nom de l'organisme	
---------------------------	--

Subventions versées

Corporation de développement communautaire Beauce-Etchemins	67 000,00 \$
Corporation de développement communautaire Bellechasse	65 500,00 \$
Corporation de développement communautaire de L'Amiante	67 000,00 \$
Corporation de développement communautaire de Lévis	67 000,00 \$
Corporation de développement communautaire de Lothinière inc.	67 000,00 \$
	<u>333 500,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche RP46-A

Titre		Liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2010-2011.
Région	13 - Laval	
Nom de l'organisme		Subventions versées
Corporation de développement communautaire de Laval		67 000,00 \$
		<u>67 000,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche RP46-A

Titre		Liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2010-2011.
Région	15 - Laurentides	
Nom de l'organisme		Subventions versées
Corporation de développement communautaire des Hautes-Laurentides		65 500,00 \$
		<u>65 500,00 \$</u>

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
Le 28 février 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche RP46-A

Titre	Liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2010-2011.
--------------	--

Région	16 - Montérégie
---------------	------------------------

Nom de l'organisme	
---------------------------	--

	Subventions versées
--	----------------------------

Corporation de développement communautaire Beauharnois-Salaberry	67 000,00 \$
Corporation de développement communautaire de Brome-Missisquoi	67 000,00 \$
Corporation de développement communautaire de La Haute-Yamaska	67 000,00 \$
Corporation de développement communautaire de la M.R.C. de la Vallée du Richelieu	41 500,00 \$
Corporation de développement communautaire de Lajemmerais	23 500,00 \$
Corporation de développement communautaire de Vaudreuil-Soulanges	67 000,00 \$
Corporation de développement communautaire des Maskoutains (C.D.C. des Maskoutains)	67 000,00 \$
Corporation de développement communautaire du Haut-Richelieu	67 000,00 \$
Corporation de développement communautaire du Haut-St-Laurent	67 000,00 \$
Corporation de développement communautaire Pierre-De Saurel	67 000,00 \$
La corporation de développement communautaire de Longueuil inc.	67 000,00 \$
	<u>668 000,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche RP46-A

Titre	Liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2010-2011.
--------------	--

Région	17 - Centre-du-Québec
---------------	-----------------------

Nom de l'organisme	
---------------------------	--

Subventions versées

Corporation de développement communautaire de la MRC de Bécancour	67 000,00 \$
Corporation de développement communautaire de L'Érable inc.	67 000,00 \$
Corporation de développement communautaire des Bois-Francs inc.	90 314,00 \$
Corporation de développement communautaire Drummond inc.	72 997,00 \$
Corporation de développement communautaire Nicolet-Yamaska	67 000,00 \$
Table nationale des corporations de développement communautaire	156 000,00 \$
	<u>520 311,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP46-B

Titre : Politique et critères d'attribution des subventions pour le Fonds d'aide à l'action communautaire autonome, le Fonds québécois d'initiatives sociales, le Programme de soutien aux corporations de développement communautaire et le Programme de soutien aux initiatives sociales et communautaires

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Voici les politiques et critères d'attribution des subventions pour les quatre leviers financiers gérés par le Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales (SACAIS).

1. Fonds d'aide à l'action communautaire autonome

Le *Fonds d'aide à l'action communautaire autonome (FAACA)* assure un soutien financier aux organismes et aux regroupements d'organismes dans le cadre du *Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole*. En 2011-2012, ce programme comportera trois volets¹:

1. Promotion des droits.
2. Soutien financier en appui à la mission des organismes multisectoriels confiés au SACAIS.
3. Soutien financier à des recherches et des études en lien avec la mise en œuvre de la politique gouvernementale.

Objectifs du programme

Le volet *Promotion des droits* vise à soutenir, par l'entremise du SACAIS, les organismes et les regroupements d'organismes dont la mission unique ou principale est la défense collective des droits.

Le volet *Soutien financier à des organismes multisectoriels confiés au SACAIS* vise à :

- soutenir les organismes d'action communautaire et les regroupements présentement financés et sans port d'attache dans l'appareil gouvernemental, et cela, lorsque c'est possible, de manière transitoire jusqu'à ce qu'un ministère ou organisme gouvernemental en assume la responsabilité;
- soutenir les regroupements nationaux ayant reçu un mandat formel d'interlocuteurs privilégiés auprès du ministre responsable des orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole;
- soutenir les organismes communautaires relevant des ministères et organismes gouvernementaux dans le cadre d'une entente administrative spécifique;
- confier, sur invitation, la gestion à un regroupement national ayant reçu un mandat formel d'interlocuteur privilégié, par entente de service, d'une mesure afin qu'il puisse soutenir des projets structurants pour son secteur d'activité.

Le volet *Soutien financier à des recherches et des études en lien avec la mise en œuvre de la politique gouvernementale* vise à contribuer à la mise en œuvre des orientations gouvernementales en matière d'action communautaire et d'action bénévole, notamment par des études, recherches et sondages.

Critères d'admissibilité au programme

Pour être admissible à ce programme, l'organisme ou le regroupement d'organismes doit œuvrer dans le champ de l'action communautaire et répondre aux quatre critères suivants :

- être un organisme à but non lucratif légalement constitué en vertu de la troisième partie de la Loi sur les compagnies du Québec ou de la deuxième partie de la Loi sur les corporations canadiennes, si la majorité des activités se déroulent au Québec;

1. Un quatrième volet, le volet *Soutien financier à des projets en action communautaire et en action bénévole* a été intégré au *Programme de soutien aux initiatives sociales et communautaires* en 2007-2008 (voir 4.1). Il ne reste plus de montant résiduel pour des projets acceptés antérieurement à être versé dans ce volet en 2010-2011.

Afin de moduler la hauteur du soutien financier accordé aux organismes admissibles, certains critères d'appréciation seront considérés, notamment :

- l'étendue du territoire couvert, la densité démographique et l'éloignement des centres décisionnels;
- l'équité entre les organismes comparables;
- les démarches faites pour assurer la diversité des contributions financières, les prêts de personnel ainsi que les prêts de ressources matérielles et techniques;
- la présence d'autres organismes ou regroupements d'organismes ayant la même mission et offrant les mêmes activités auprès des mêmes personnes visées.

1.2 VOLET SOUTIEN FINANCIER EN APPUI À LA MISSION DES ORGANISMES MULTISECTORIELS CONFIÉS AU SECRÉTARIAT À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME ET AUX INITIATIVES SOCIALES (SACAIS)

Critères d'admissibilité à ce volet

En plus de répondre aux critères d'admissibilité du programme, l'organisme doit :

- avoir déjà conclu une entente triennale en appui à la mission globale ou une entente de services avec le SACAIS ou être référé par un ministère ou organisme gouvernemental à la suite d'une opération de transfert et de concentration du soutien financier en appui à la mission globale;
- être un regroupement national ayant reçu un mandat formel d'interlocuteur privilégié auprès du ministre responsable des orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole;
- être déjà soutenu financièrement et être référé par un ministère ou un organisme gouvernemental dans le cadre d'une entente administrative spécifique.

Critères d'analyse de la demande de soutien financier

Les organismes admissibles verront leur demande de soutien financier, étudiée et analysée en fonction de critères précis qui s'inscrivent dans le respect du *Cadre de référence en matière d'action communautaire*. Pour établir le soutien financier que peut recevoir un organisme communautaire, des grilles d'analyse seront utilisées pour l'octroi du soutien financier en appui à la mission globale.

Les demandes présentées par les organismes seront analysées en utilisant la grille d'analyse adoptée par le SACAIS en fonction des paramètres suivants :

- le rayonnement dans la communauté;
- le réalisme des prévisions budgétaires présentées;
- l'actif net non affecté, selon les derniers états financiers, n'étant pas supérieur à 50 % des dépenses totales de l'organisme;
- la saine gestion financière de l'organisme, par exemple : absence d'un déficit et de jugements rendus contre l'organisme;
- les disponibilités financières du *FAACA*.

Afin de moduler la hauteur du soutien financier accordé aux organismes admissibles, certains critères d'appréciation seront considérés notamment :

- l'étendue du territoire couvert, la densité démographique et l'éloignement des centres décisionnels;
- l'équité entre les organismes comparables;
- les démarches faites pour assurer la diversité des contributions financières, les prêts de personnel ainsi que les prêts de ressources matérielles et techniques;
- la présence d'autres organismes ou regroupements d'organismes ayant la même mission et offrant les mêmes activités auprès des mêmes personnes visées.

Dans le cas d'une entente administrative spécifique, l'analyse des demandes est réalisée par chaque ministère ou organisme gouvernemental pour lequel le SACAIS assure l'émission des chèques de soutien financier, selon les modalités convenues dans l'entente.

Pour les ententes de services, la demande est initiée par le SACAIS.

- au plan national, les initiatives, projets et interventions novateurs qui ont un caractère expérimental ou structurant ainsi que les travaux de recherche visant l'atteinte des objectifs de la *Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale*.

Facteurs d'exclusion

- Le projet pourrait entraîner un dédoublement par rapport à ce qui existe déjà.
- La contribution du *FQIS* remplacerait celle d'un autre programme gouvernemental.
- Le projet semble entrer en contradiction avec ce qui se fait dans le cadre des alliances.
- Le soutien financier demandé semble viser à soutenir le financement de base (activités régulières) de l'organisme.
- Le projet contient des dépenses non admissibles, soit :
 - les dépenses allouées à la réalisation des initiatives, projets et interventions qui sont antérieures à son acceptation;
 - le financement de la dette ou le remboursement d'emprunts déjà conclus ou à venir;
 - le financement des initiatives, projets et interventions déjà réalisés;
 - les dépenses remboursées par un autre programme;
 - les dépenses d'immobilisation;
 - les dépassements de coûts.

3. Programme de soutien aux corporations de développement communautaire

Le *Programme de soutien financier des corporations de développement communautaire (CDC)* confié au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS) est un programme ministériel visant à assurer le financement en appui à la mission globale des CDC. Ce programme s'adresse exclusivement aux CDC accréditées par la Table nationale des corporations de développement communautaire (TNCDC).

Critères d'admissibilité au programme

Pour être admissible à ce programme, la CDC doit :

- être accréditée par la TNCDC;
- oeuvrer dans le champ de l'action communautaire;
- répondre aux critères du *Cadre de référence en matière d'action communautaire*;
- avoir une mission principale qui contribue à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

De plus, la TNCDC est soutenue dans le cadre de ce programme.

Facteurs d'exclusion

Sont exclues du soutien financier :

- les CDC comptant moins de douze mois d'activité;
- les CDC n'étant plus accréditées par la TNCDC;
- les activités qui ne s'apparentent pas à l'action communautaire;
- les demandes visant à combler un déficit cumulé de même que les demandes visant l'achat ou la rénovation de biens immobiliers et de véhicules de transport.

Critères d'analyse de la demande de soutien financier

Les organismes admissibles verront leur demande de soutien financier étudiée et analysée en fonction de critères précis qui s'inscrivent dans le respect du *Cadre de référence en matière d'action communautaire*. Pour établir le soutien financier que peut recevoir un organisme communautaire, des grilles d'analyse seront utilisées pour l'octroi du soutien financier en appui à la mission globale.

Les demandes présentées par les organismes seront analysées en utilisant la grille d'analyse adoptée par le MESS en fonction des paramètres suivants :

- la saine gestion financière de l'organisme, par exemple : absence d'un déficit et de

nature politique, partisane, religieuse, syndicale ou professionnelle et les fondations engagées en priorité dans la collecte et la redistribution de fonds;

- les demandes portant sur le soutien à la mission globale des organismes ou regroupement d'organismes, c'est-à-dire le fonctionnement de base, tels le loyer, l'électricité, etc. ou sur la réalisation d'activités régulières;
- les demandes visant à combler un déficit accumulé;
- les demandes visant l'achat ou la rénovation de biens immobiliers et de véhicules de transport;
- les demandes dont certains documents sont manquants ou incomplets.

4.2 VOLET : INITIATIVES SOCIALES

Objectifs spécifiques

- soutenir des projets novateurs favorisant de nouvelles méthodes et approches en matière de développement de l'employabilité, d'insertion en emploi et de formation professionnelle;
- soutenir des projets novateurs contribuant à l'inclusion sociale et au développement d'activités vouées à la protection et à l'amélioration des conditions de vie des prestataires de l'assistance-emploi ou d'autres personnes à faible revenu;
- soutenir la réalisation de projets spéciaux ponctuels se situant dans les mêmes domaines.

Sont admissibles au volet 2 – Initiatives sociales :

- un organisme ou regroupement d'organismes à but non lucratif constitué en vertu d'une loi;
- une institution d'enseignement reconnue;
- une municipalité et une MRC.

Sont exclus du volet 2 – Initiatives sociales :

- un organisme à but lucratif;
- un organisme à but non lucratif non incorporé;
- une coopérative (sauf une association coopérative d'économie familiale);
- un ministère ou un organisme d'un gouvernement;
- un parti ou une association politique;
- un syndicat.

Appréciation des projets pour les volets 1 et 2

Les projets soumis seront appréciés, notamment selon les éléments suivants :

- la pertinence du projet soumis par rapport au champ de responsabilités, aux objectifs et aux priorités du MESS et sa complémentarité par rapport à d'autres projets financés par le MESS;
- les caractéristiques du projet, notamment les objectifs poursuivis, la nature, la pertinence et l'originalité des activités prévues;
- le réalisme de la planification;
- la capacité de l'organisme ou du regroupement d'organismes à réaliser le projet;
- les retombées du projet sur le développement de l'action communautaire et de l'action bénévole;
- la diversité des contributions financières, lorsque applicable;
- l'étendue du territoire et la densité démographique;
- le caractère novateur du projet;
- l'existence d'un potentiel de financement récurrent des activités découlant du projet après la période de subvention, dont la présence d'appuis au projet dans le milieu et la diversité des contributions financières (seulement pour le volet 2 : initiatives sociales).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche RP46-C

Titre Dans chacun des volets : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée pour 2010-2011

Répartition régionale

Programme de soutien aux initiatives sociales et communautaires (PSISC)

ÉTAT DES DEMANDES INITIALES REFUSÉES PAR VOLET ET PAR RÉGION

RÉGIONS	Action communautaire et action bénévole	Initiatives sociales
01 - Bas-Saint-Laurent	3	0
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	3	0
03 - Capitale-Nationale	14	1
04 - Mauricie	4	0
05 - Estrie	7	0
06 - Montréal	55	0
07 - Outaouais	3	0
08 - Abitibi-Témiscamingue	4	0
09 - Côte-Nord	1	0
10 - Nord-du-Québec	1	0
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	3	0
12 - Chaudière-Appalaches	2	1
14 - Lanaudière	2	0
15 - Laurentides	7	0
16 - Montérégie	20	0
17 - Centre-du-Québec	4	1
TOTAL	133	3

Total des demandes initiales refusées

136

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
Le 28 février 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche RP46-C

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.
--------------	--

VOLET	Action communautaire et action bénévole
--------------	---

Région	01 - Bas-Saint-Laurent
---------------	------------------------

<i>Numéro de l'organisme</i>	<i>Nom de l'organisme</i>
------------------------------	---------------------------

01-00-5526	Centre d'action bénévole de la Mitis
------------	--------------------------------------

01-00-5700	Centre hospitalier régional du Grand-Portage
------------	--

01-01-3229	Centre prévention suicide du KRTB
------------	-----------------------------------

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche RP46-C

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.
--------------	--

VOLET	Action communautaire et action bénévole
Région	02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean
Numéro de l'organisme	Nom de l'organisme

02-01-0930	L'association des familles monoparentales et recomposées La relance inc.
02-00-4210	Moisson Saguenay - Lac-St-Jean inc.
02-00-5701	Regroupement action jeunesse 02

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche RP46-C

Titre Dans chacun des volets : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.

VOLET Action communautaire et action bénévole

Région 03 - Capitale-Nationale

*Numéro de
l'organisme*

Nom de l'organisme

03-04-1025	Alliance québécoise des regroupements régionaux pour l'intégration des personnes handicapées
03-00-5067	Alphabeille Vanier
03-00-3984	Association des cuisines collectives et créatives de la région de Québec (A.C.C.R.Q.)
03-01-2160	Centre d'aide et d'action bénévole de Charlesbourg
03-00-4246	Centre des familles monoparentales & recomposées de Québec
03-05-3627	Corporation de développement communautaire du Grand Charlesbourg
03-00-5680	Corporation de la coupe du monde de vélo de montagne Mont Ste-Anne
03-01-3652	Espace région de Québec
03-11-0007	Fédération québécoise des centres communautaires de loisir
03-00-5673	Institut national de formation et de Recherche-Action (INFRA)
03-00-3928	Plan Nagua inc.
03-00-5681	Québec intégration et liaison internationale
03-00-5078	Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec inc.
03-01-3553	Relais d'espérance

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche RP46-C

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.
--------------	--

VOLET	Action communautaire et action bénévole
Région	04 - Mauricie
<i>Numéro de l'organisme</i>	<i>Nom de l'organisme</i>

04-00-4717	Centre d'amitié autochtone La Tuque inc.
04-00-5682	Grands frères et grandes soeurs de Trois-Rivières
04-00-5689	La maison de quartier St-Philippe
04-01-2148	Table de concertation «Abus auprès des aînés» de la Mauricie

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche RP46-C

Titre Dans chacun des volets : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.

VOLET Action communautaire et action bénévole

Région 05 - Estrie

*Numéro de
l'organisme*

Nom de l'organisme

05-01-0891	Association régionale pour le loisir et la promotion des personnes handicapées de l'Estrie
05-07-0181	Concertation femmes Estrie
05-01-0989	Illusion-Emploi de l'Estrie
05-00-5678	Observatoire estrien du développement des communautés
05-05-1884	Regroupement des organismes communautaires (ROC) de l'Estrie
05-01-0897	Table d'action contre l'appauvrissement de l'Estrie
05-05-1851	Table ronde des OVEP de l'Estrie

7

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche RP46-C

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.
--------------	--

VOLET	Action communautaire et action bénévole
Région	06 - Montréal
<i>Numéro de l'organisme</i>	<i>Nom de l'organisme</i>

06-00-5605	Alliance des logements de deuxième étape pour femmes et enfants victimes de violence conjugale
06-00-5696	Arc en ciel d'Afrique
06-01-3205	Association chrétienne des jeunes femmes de Montréal
06-00-4052	Association des centres d'écoute téléphonique du Québec (A.C.E.T.D.Q.)
06-04-2101	Association des consommateurs pour la qualité dans la construction
06-00-5692	Association du Québec pour enfants avec problèmes auditifs
06-00-5058	Association polio Québec
06-01-0273	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) section Montréal-Nord
06-08-1556	Carrefour jeunesse-emploi de Côte-des-Neiges (CJECDN)
06-00-5672	Célébrations L.G.B.T.A. Montréal
06-00-5341	Centre communautaire Cefedi
06-01-2202	Centre des femmes de Verdun inc.
06-00-5602	Centre des travailleuses en maisons privées
06-00-5676	Centre génération emploi
06-00-5685	Centre Scalabrini pour réfugiés et immigrants
06-04-2914	Coalition des associations de consommateurs du Québec
06-00-3948	Comité de vie de quartier Duff-Court (COVIQ)
06-00-3938	Communautaire
06-00-5683	Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle
06-00-5420	Conseil national des chômeurs et chômeuses
06-00-5691	Corporation de développement économique communautaire de Lasalle-Lachine (CDEC LASALLE-LACHINE) inc.
06-00-5684	Équitas-Centre international d'éducation aux droits humains
06-01-1161	Ex aequo
06-04-0465	Fédération des femmes du Québec
06-01-3666	Fédération québécoise Nourri-Source
06-01-2777	G.R.I.S.-- Montréal
06-00-5674	Initiative communautaire de Yaldei
06-01-1253	La Marie debout, Centre d'éducation des femmes
06-00-5675	La petite maison de la miséricorde
06-04-1860	L'assemblée des travailleurs et travailleuses accidentés du Québec (A.T.T.A.Q.)
06-01-0717	Le centre des femmes de Pointe-aux-Trembles
06-01-0788	Le groupe communautaire L'itinéraire
06-04-1055	Le réseau québécois des groupes écologistes
06-04-2630	Les frères et soeurs d'Émile Nelligan
06-00-5542	Mission old Brewery
06-01-2565	Mouvement ATD Quart Monde du Canada
06-00-5194	Poussons poussettes du quartier centre-sud de Montréal
06-00-4321	Regroupement des associations de personnes traumatisées cranio-cérébrales du Québec
06-04-1157	Regroupement des organismes communautaires autonomes jeunesse du Québec
06-01-0337	Regroupement information-logement de Pointe-St-Charles
06-00-5693	Regroupement provincial des comités des usagers
06-01-1517	Relais-Femmes
06-00-4376	Réseau "Femmes africaines, horizon 2015 (FAH 2015)"
06-00-5671	Réseau de développement et de prévention Afro-Canadien
06-00-4902	Réseau solidarité itinérance du Québec

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
Le 28 février 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche RP46-C

Titre Dans chacun des volets : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.

VOLET Action communautaire et action bénévole

Région 06 - Montréal

*Numéro de
l'organisme*

Nom de l'organisme

06-01-3756	Santropol roulant (Québec) inc.
06-00-5064	Seréna Québec
06-01-2449	Service à la famille chinoise du Grand Montréal inc.
06-00-4422	Service d'aide et de liaison pour immigrants La maisonnée
06-11-4192	Société ressources-loisirs de Pointe-aux-Trembles inc.
06-00-3926	Solidarité Ahuntsic
06-05-1296	Solidarité Mercier-Est
06-07-1162	Table des groupes de femmes de Montréal
06-04-2854	Table des regroupements provinciaux d'organismes communautaires et bénévoles (secteur de la santé et des services sociaux)
06-00-5695	Un itinéraire pour tous

55

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche RP46-C

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.
--------------	--

VOLET	Action communautaire et action bénévole
--------------	---

Région	07 - Outaouais
---------------	----------------

<i>Numéro de l'organisme</i>	<i>Nom de l'organisme</i>
------------------------------	---------------------------

07-01-1769	C.A.D.O. Centre artisanal pour la déficience-intellectuelle de l'Outaouais
------------	--

07-03-1412	Centre d'action bénévole de Hull
------------	----------------------------------

07-00-5688	Espace Outaouais inc.
------------	-----------------------

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche RP46-C

Titre Dans chacun des volets : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.

VOLET Action communautaire et action bénévole

Région 08 - Abitibi-Témiscamingue

*Numéro de
l'organisme*

Nom de l'organisme

08-00-5679	Centre régional de services aux bibliothèques publiques (CRSBP) de l'Abitibi-Témiscamingue-Nord-du-Québec, inc.
08-00-4097	CROC-AT, Concertation régionale des organismes communautaires de l'Abitibi-Témiscamingue
08-00-4437	L'association des travailleuses et des travailleurs accidentés de l'Abitibi-Témiscamingue
08-00-4782	Regroupement d'associations de personnes handicapées de l'Abitibi-Témiscamingue, R.A.P.H.A.T.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche RP46-C

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.
--------------	--

VOLET	Action communautaire et action bénévole
--------------	---

Région	09 - Côte-Nord
---------------	----------------

<i>Numéro de l'organisme</i>	<i>Nom de l'organisme</i>
------------------------------	---------------------------

09-07-0146

Regroupement des femmes de la Côte-Nord inc.

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
Le 28 février 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche RP46-C

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.
--------------	--

VOLET	Action communautaire et action bénévole
Région	10 - Nord-du-Québec
Numéro de l'organisme	Nom de l'organisme

10-00-4757

L'association des personnes handicapées de Chibougamau A.P.H.C.

1

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche RP46-C

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.
--------------	--

VOLET	Action communautaire et action bénévole
--------------	---

Région	11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine
---------------	------------------------------------

<i>Numéro de l'organisme</i>	<i>Nom de l'organisme</i>
------------------------------	---------------------------

11-01-2230	Association des TCC et ACV de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine
------------	---

11-05-3160	Regroupement des organismes communautaires Gaspésie / Îles-de-la-Madeleine
------------	--

11-01-0080	Source alimentaire Bonavignon
------------	-------------------------------

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche RP46-C

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.
--------------	--

VOLET	Action communautaire et action bénévole
Région	12 - Chaudière-Appalaches
<i>Numéro de l'organisme</i>	<i>Nom de l'organisme</i>
12-01-0462	Aide aux travailleurs accidentés, ATA
12-00-5694	Groupe d'entraide cancer et vie

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche RP46-C

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.
--------------	--

VOLET	Action communautaire et action bénévole
Région	14 - Lanaudière
<i>Numéro de l'organisme</i>	<i>Nom de l'organisme</i>

14-00-5297

Centre d'études sur l'action communautaire et bénévole

14-00-4359

Table régionale des organismes communautaires famille de Lanaudière (TROCFL)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche RP46-C

Titre Dans chacun des volets : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.

VOLET Action communautaire et action bénévole

Région 15 - Laurentides

*Numéro de
l'organisme*

Nom de l'organisme

15-00-5669	Centre de zoothérapie communautaire
15-01-0587	Moisson Laurentides
15-01-3182	Mouvement des personnes d'abord de Lachute
15-07-0132	Réseau des femmes des Laurentides
15-01-3260	SERCAN
15-01-0787	Signée femmes - Le centre de femmes
15-00-5687	Table de concertation communautaire mirabelloise

7

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche RP46-C

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.
--------------	--

VOLET	Action communautaire et action bénévole
Région	16 - Montérégie
<i>Numéro de l'organisme</i>	<i>Nom de l'organisme</i>

16-00-5629	Action logement Pierre-De-Saurel
16-00-5677	Association de la vallée du Richelieu pour la déficience intellectuelle inc.
16-00-5699	Association sclérose en plaques Rive-Sud
16-00-5670	Briser l'isolement chez les aînés, Centre d'écoute
16-00-5686	Centre de partage communautaire Johannais (C.P.C.J.)
16-00-5686	Centre de partage communautaire Johannais (C.P.C.J.)
16-01-3662	Centre Sino-Québec de la Rive-Sud
16-06-1844	Corporation de développement communautaire du Haut-Richelieu
16-00-5698	Corporation de développement communautaire les Jardins-de-Napierville
16-01-1865	D'main de femmes
16-06-0241	La corporation de développement communautaire de Longueuil inc.
16-00-5219	La maison de la famille Joli-Coeur inc.
16-01-2662	La maison du goéland de la Rive-Sud
16-00-4142	La station de l'aventure, maison de la famille
16-01-2082	Les grands frères et les grandes soeurs de Saint-Hyacinthe inc.
16-05-1871	Regroupement des accidentés de la Montérégie
16-00-5697	Regroupement du travail de proximité de la Montérégie (R.T.P.M)
16-01-1301	Réseau d'information et d'aide aux personnes assistées sociales de Châteauguay (R.I.A.P.A.S.)
16-00-4684	Société de schizophrénie de la Montérégie
16-05-1841	Table régionale des organismes volontaires d'éducation populaire de la Montérégie (T.R.O.V.E.P.)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche RP46-C

Titre Dans chacun des volets : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.

VOLET Action communautaire et action bénévole

Région 17 - Centre-du-Québec

*Numéro de
l'organisme*

Nom de l'organisme

17-04-3334	Association de la jeunesse rurale du Québec
17-00-5452	Centre d'écoute et de prévention suicide Drummond
17-00-4663	L'association des familles monoparentales ou recomposées La Source
17-01-2441	Télévision communautaire des Bois-Francs

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche RP46-C

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.
--------------	--

VOLET	Initiatives sociales
--------------	----------------------

Région	03 - Capitale-Nationale
---------------	-------------------------

<i>Numéro de l'organisme</i>	<i>Nom de l'organisme</i>
------------------------------	---------------------------

03-00-5703

Centraide Québec et Chaudière-Appalaches

1

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche RP46-C

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.
--------------	--

VOLET	Initiatives sociales
Région	12 - Chaudière-Appalaches
<i>Numéro de l'organisme</i>	<i>Nom de l'organisme</i>
12-01-0804	Nouvel essor

1

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche RP46-C

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.
--------------	--

VOLET	Initiatives sociales
Région	17 - Centre-du-Québec
<i>Numéro de l'organisme</i>	<i>Nom de l'organisme</i>

17-00-5507

Conférence régionale des élus du Centre-du-Québec

1

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche RP46-C

Titre Dans chacun des volets : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée pour 2010-2011

Répartition régionale

Fonds d'aide à l'action communautaire autonome

ÉTAT DES DEMANDES INITIALES REFUSÉES PAR VOLET ET PAR RÉGION			
RÉGIONS	Promotion des droits	Multisectoriel	REPG
05 - Estrie	1	0	0
TOTAL	1	0	0

Total des demandes initiales refusées

1

REPG : Soutien financier à des recherches et des études en lien avec la mise en œuvre de la Politique gouvernementale

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
Le 28 février 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche RP46-C

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.
--------------	--

VOLET	Promotion des droits
Région	05 - Estrie
<i>Numéro de l'organisme</i>	<i>Nom de l'organisme</i>

05-04-1443

Regroupement autonome des jeunes (R.A.J.) du Québec

1

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche RP46-C

Titre	Liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée pour 2010-2011
--------------	---

Répartition régionale

Fonds québécois d'initiatives sociales

ÉTAT DES DEMANDES INITIALES REFUSÉES PAR RÉGION	
RÉGIONS	
	0
TOTAL	0

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
Le 28 février 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche RP46-C

Titre	Liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.
--------------	---

Région	
<i>Numéro de l'organisme</i>	<i>Nom de l'organisme</i>

0

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre	Liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée pour 2010-2011
--------------	---

**Programme de soutien financier en appui à la mission globale des Corporations de
développement communautaire (CDC) intervenant dans la lutte contre la pauvreté
confiés au MESS**

RÉGIONS

0

TOTAL

0

26

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche RP46-C

Titre	Liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.
--------------	---

Région	
<i>Numéro de l'organisme</i>	<i>Nom de l'organisme</i>

0

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP47

Titre

Actions posées et crédits alloués pour donner suite au dépôt de la politique sur l'action communautaire pour 2010-2011 et prévisions pour 2011-2012

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

1. Contexte

- La politique gouvernementale intitulée *L'action communautaire : une contribution essentielle à l'exercice de la citoyenneté et au développement social du Québec*, a été lancée officiellement le 5 septembre 2001.
- Le lancement de la politique a été accompagné d'une annonce de crédits supplémentaires de 51 millions de dollars pour trois ans (2001-2002 à 2003-2004).
- Parmi les engagements du gouvernement inclus dans la politique, soulignons notamment le soutien à l'action bénévole.
- Le Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire a été adopté en août 2004. Il visait à rendre opérationnelles les différentes modalités de la politique et, à terme, à rendre effectif l'objectif de simplification et d'harmonisation des pratiques administratives. À la fin mars 2007, 98% des activités prévues étaient réalisées, selon le bilan produit.
- Le Cadre de référence en matière d'action communautaire a également été adopté en août 2004; il contient les principales dispositions d'harmonisation des pratiques administratives.
- En 2006-2007, une entente administrative a été conclue entre la ministre responsable de l'action communautaire et chacun des ministères ou organismes gouvernementaux qui soutiennent des organismes communautaires. Ces ententes visaient la réalisation du plan d'action gouvernemental et l'application du cadre de référence.
- Le Comité interministériel de l'action communautaire regroupe vingt ministères et organismes gouvernementaux concernés par le soutien financier aux organismes communautaires.
- L'évaluation de la mise en œuvre de la politique a été réalisée par une équipe de recherche qualitative et participative, sous la coordination de Deena White, de l'Université de Montréal. Le rapport final d'évaluation a été déposé en mars 2008.
- En 2009-2010, des travaux du Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales (SACAIS) avec le Comité interministériel ont mené à l'adoption d'un plan de travail 2010-2012, qui vise la mise en place d'actions structurantes pour renforcer la capacité d'agir des organismes communautaires.

2. Les travaux de mise en œuvre de la politique gouvernementale

- Au cours de l'exercice financier 2010-2011, des rencontres du Comité interministériel se sont tenues les 1^{er} avril, 6 mai, 3 juin, 9 septembre et 2 décembre 2010 ainsi que le 20 janvier 2011. Une nouvelle rencontre est prévue le 17 mars prochain.
- Les membres du Comité interministériel ont contribué aux groupes de travail mis en place par le SACAIS, notamment celui portant sur la reddition de comptes et l'adaptation du cadre de référence, ainsi que le groupe de travail sur le soutien aux projets multisectoriels.
- *L'État de situation de l'intervention gouvernementale en matière d'action communautaire*, édition 2009-2010, et le *Portrait du soutien financier gouvernemental versé aux organismes communautaires par ministère et organisme gouvernemental*, ont été rendus publics en novembre 2010.
- L'opération annuelle de concentration et de transfert du soutien financier a donné lieu, au 1^{er} avril 2010, au transfert d'un organisme vers un autre ministère d'attache. La presque totalité des organismes communautaires soutenus pour leur mission globale sont rattachés à un ministère en lien avec leur mission,
- Les travaux de concertation entre le Réseau québécois de l'action communautaire autonome (RQACA) et le SACAIS ont cours depuis l'adoption de la politique gouvernementale. Plusieurs rencontres se sont tenues entre des sous-comités du RQACA et l'équipe du SACAIS, notamment sur les programmes, la défense collective des droits, l'adaptation du cadre de référence et les besoins financiers des groupes communautaires.
- Les résultats de la démarche d'évaluation de la mise en œuvre de la politique gouvernementale ont été pris en considération par le SACAIS et le Comité interministériel, notamment dans l'élaboration du plan de travail 2010-2012 de ce dernier.
- Le Plan de valorisation de l'action bénévole a été annoncé le 22 avril 2009. Cinq mesures sont en cours de réalisation : la promotion de l'attestation de reconnaissance de l'engagement bénévole; la

diffusion d'une campagne de promotion auprès de clientèles ciblées; la diffusion du logo de l'action bénévole au Québec, le soutien au Programme de reconnaissance des expériences de bénévolat (PREB), le développement de nouveaux outils de recrutement et d'encadrement des bénévoles et le soutien de la formation des gestionnaires et des bénévoles.

3. Les crédits alloués

Du montant total de 51 M\$ alloué pour la mise en œuvre de la politique gouvernementale, un solde de 45 024 \$ a été affecté au soutien financier à des recherches et des études en lien avec celle-ci, dans le cadre du Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole. Un montant de 37 500\$ a été versé à cette fin en 2009-2010, ainsi que 7 524\$ en 2010-11.

De plus, il faut rappeler que les sommes additionnelles octroyées aux organismes sous la responsabilité du SACAIS, ont été rendues récurrentes grâce à la contribution du Ministère. Ainsi, le SACAIS a maintenu les engagements de la politique gouvernementale auprès des organismes qu'il soutient.

Le Plan de valorisation de l'action bénévole a bénéficié quant à lui d'un investissement de 1 025 000 \$ pour l'année 2009-2010.

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
DATE : Le 28 février 2011

ÉTUDE DE CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP48

Notes, études et analyses d'un nouveau plan d'action relié à la Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Cette question est non pertinente à l'étude des crédits.

SOURCE: Direction des politiques de lutte contre la pauvreté – 28 février 2011

VALIDATION: Direction générale des politiques et de l'analyse stratégique – 28 février 2011

ÉTUDE DE CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP49

Notes, études et analyses en lien avec l'article 20 sur tous les programmes ou initiatives législatives

Exposé et statistiques

Cette question est non pertinente à l'étude des crédits.

SOURCE : Direction des politiques de lutte contre la pauvreté – 28 février 2011

VALIDATION : Direction générale des politiques et de l'analyse stratégique – 28 février 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP 50

Titre

Rapport sur les indicateurs du CEPE

Le document se trouve à cette adresse sur le site web du CEPE :

http://www.cepe.gouv.qc.ca/publications/pdf/Avis_CEPE.pdf

SOURCE : Direction générale adjointe de la recherche, de l'évaluation et de la statistique –
28 février 2011

VALIDATION : Direction générale des politiques et de l'analyse stratégique – 28 février 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP51

Stratégie nationale en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale

État de situation détaillé au sujet des axes et sous-axes du Plan d'action en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Exposé et statistiques

Le Ministère a rendu compte de la première année de la mise en œuvre du *Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale* en déposant le bilan de l'an 1 devant l'Assemblée nationale en juin 2005. Le bilan de l'an 2 a été rendu public à la fin de l'année 2006, celui de l'an 3 en 2007, celui de l'an 4, le 3 novembre 2008 et celui de l'an 5, le 16 février 2010. Le bilan de l'an 6 est en voie de finalisation et sera rendu public.

SOURCE : Direction des politiques de lutte contre la pauvreté – 28 février 2011

VALIDATION : Direction générale des politiques et de l'analyse stratégique – 28 février 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP 52 = 49 MDEIE

Titre

Pour chacun des centres locaux d'emploi, indiquer les sommes accordées par le ministère et ventilation de ces sommes (frais immobiliers, masse salariale, équipements, etc.) en 2010-2011.

Exposé et statistiques

Question non pertinente à l'étude des crédits.

SOURCE : Emploi-Québec – Direction du budget et des services administratifs
6 avril 2011

VALIDATION : Bureau du sous-ministre associé, 6 avril 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP53 = RP50 du MDEIE

Titre

Pour chacun des centres locaux d'emploi, indiquer le nombre d'employés (permanents et occasionnels en 2009-2010 et 2010-2011.)

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Vous référer à la question 12 des renseignements particuliers de l'opposition officielle.

SOURCE : DRH-SPEOA – 2011-04-04

COLLABORATION :

VALIDATION:

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP 54 = 51 MDEIE

Titre

Pour chacun des centres locaux d'emploi, indiquer le nombre de dossiers traités et de services rendus dans chacun des types de services offerts (aide en matière d'emploi, aide de dernier recours, aide aux employeurs en matière de main-d'œuvre et de développement des compétences) en 2009-2010 et 2010-2011.

Exposé de la situation

Veillez vous référer aux questions 25 et 26 des Renseignements particuliers de 2^e groupe d'opposition.

SOURCE :

Emploi-Québec – Direction de la planification, du développement des stratégies et de l'information de gestion (DPDSIG), personne ressource :
Claude Desaulniers
6 avril 2011

VALIDATION :

Bureau du sous-ministre associé, 8 avril 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP 55 = 52 MDEIE

<p>Titre</p> <p>Pour chacun des centres locaux d'emploi et pour chaque année depuis 2004-2005, le nombre total d'accommodements qui ont été accordés ou refusés et la ventilation par type d'accommodement (handicap, grossesse, motifs religieux, etc.).</p>

<p>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</p> <p>Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.</p>

SOURCE : (Indique la direction et la date)
COLLABORATION :
VALIDATION: (Indiquer la direction et la date)